

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

BUSH ET L'ÉVANGÉLISME DE LA PEUR :
L'IRAN, « GRAND SATAN » DANS LA CROISADE
CONTRE LA TERREUR

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
CATHERINE GOULET-CLOUTIER

FÉVRIER 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La réalisation d'un mémoire étant avant toute chose un travail coopératif entre un étudiant et un professeur, j'aimerais en premier lieu remercier Alex Macleod, mon directeur de mémoire. Son soutien, ses commentaires et ses conseils m'ont été particulièrement précieux. Je ne peux non plus passer sous silence la rapidité exemplaire de ses corrections, sans laquelle je n'aurais pu avancer au même rythme. Grâce à tout cela, je termine l'étape de la maîtrise avec un profond sentiment de satisfaction, d'accomplissement et même, oui, de plaisir!

Mais bien sûr, la rédaction d'un mémoire peut parfois se révéler une tâche difficile. Je ne pourrais donc omettre de remercier tous ceux qui ont cru en moi, souvent plus que je n'y croyais moi-même, et qui m'ont poussée à me dépasser, à persévérer, à me réaliser. Tous ceux qui, convaincus de mes aptitudes, m'ont ouvert des portes, m'ont offert des possibilités académiques et professionnelles sans lesquelles je ne serais pas rendue là où j'en suis. Je pense ici en particulier à Philippe Leclerc, mais aussi à Frédérick Gagnon et Alex Macleod pour m'avoir impliquée dans divers projets de recherche, conférences et événements. À un niveau plus personnel, j'aimerais aussi remercier ceux qui ont su me rassurer dans les moments de doute et de remise en question, et tout spécialement mon copain Gabriel et mon bon ami Philippe, qui m'ont écoutée patiemment dans mes moments de questionnements existentiels... Je sais que l'expérience du mémoire n'aurait pas été aussi plaisante et enrichissante n'eût été leur présence et leur appui.

En terminant, deux remerciements particuliers : un, d'abord, à Philippe Beaulieu, pour m'avoir transmis la Parole divine en me prêtant sa Bible et pour m'avoir offert un endroit quasi paradisiaque (i.e. son chalet sur le lac Massawipi!), d'où j'ai pu tirer toute l'inspiration nécessaire à la réalisation du mémoire. Enfin, un merci spécial à Alexis Richard qui, en plus d'être pour moi une source d'inspiration intellectuelle et philosophique, nourrit depuis plusieurs années ma soif de connaissances et ma fièvre perfectionniste par ses critiques rigoureuses, ses discussions enflammées et ses explications détaillées sur les pensées de Nietzsche, Deleuze et Foucault!

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	v
RÉSUMÉ	vi
CHAPITRE I : LES ÉTATS-UNIS ET LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN	1
1.1 Problématique	3
1.2 Revue de littérature	4
1.2.1 George W. Bush et l'Irak	7
1.3 Cadre théorique et concepts employés	11
1.4 Méthodologie	12
CHAPITRE II : POSTSTRUCTURALISME, IDENTITÉ NATIONALE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE	16
2.1 Identité nationale : nature, (re)production et implications	19
2.2 Les discours de l'identité nationale américaine	26
2.3 L'analyse de discours poststructuraliste comme méthode	35
CHAPITRE III : L'IRAN, PRINCE DES « DÉMONS » TERRORISTES	49
3.1 Le terroriste : personnification de l'omniprésent mal	50
3.2 L'Iran : force de déstabilisation en Irak	53
3.3 L'Iran et le Hezbollah	57
3.4 L'Iran : incarnation du mal	58
CHAPITRE IV : L'IRAN ET LES ARMES DU MAL	65
4.1 L'Iran en quête d'armes nucléaires	67
4.2 L'arme du mal aux mains des terroristes	71
4.3 L'Iran comme nouvelle Frontière	72

CHAPITRE V : L'IRAN, ROYAUME DES TÉNÈBRES	80
5.1 Un régime dictatorial	81
5.2 Une population iranienne victime	86
5.3 Défendre la veuve et l'orphelin	89
CHAPITRE VI : L'IRAN, L'ÉVANGÉLISME DE LA TERREUR ET LE « RISQUE TOTALITAIRE »	95
6.1 L'Iran : une « menace nécessaire »	97
6.2 La violence des discours	99
6.3 Expurger la société américaine du mal : la chasse à l'ennemi intérieur	103
6.4 Contourner le « risque totalitaire »	109
BIBLIOGRAPHIE	111

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
2.1	Co-constitution des identités nationales	24
5.1	La double identité de l'Iran et ses implications pour la Politique Étrangère américaine	90
6.1	Co-constitution des identités nationales iranienne et américaine dans les discours de l'administration Bush	97

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse à la représentation de l'Iran par l'administration George W. Bush, telle que véhiculée par la rhétorique officielle de cette administration. Par une analyse de discours poststructuraliste portant sur le lexique, les tropes et les liens intertextuels employés par le président et la Maison-Blanche dans les communications orales et écrites officielles, et en particulier celles publiées durant le deuxième mandat de cette administration (2005-2009), le mémoire mettra en évidence trois modes de représentation de l'Iran : (1) comme État soutenant le terrorisme; (2) comme État dédié à la prolifération et à l'utilisation d'armes de destruction massive; et (3) comme État tyran. Le mémoire soutiendra que, pris ensembles, ces trois modes de représentation ou discours contribuent à imposer une identité à l'État iranien, de même qu'à constituer ce dernier comme ennemi des États-Unis et comme menace à la sécurité nationale américaine et à la paix mondiale. En outre, le mémoire arguera que ces discours sur l'Iran concourent à consacrer une identité nationale positive pour l'Amérique, en représentant cette dernière comme une puissance exceptionnelle ayant la destinée manifeste de répandre les valeurs libérales dans le monde. Le mémoire soutiendra que ces discours sur l'Iran et les États-Unis participent, par extension, à consolider une hiérarchie morale américaine du monde, fortement genrée et racialisée, au sein de laquelle les États-Unis occupent la place prédominante.

Mots clés : identité nationale; analyse de discours; États-Unis; George W. Bush; République islamique d'Iran.

CHAPITRE I

LES ÉTATS-UNIS ET LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

*Toi, le chérubin étincelant,
le protecteur, je t'avais établi;
tu étais sur la montagne sainte de Dieu, [...]]
jusqu'à ce qu'on découvre en toi la perversité :
[...] tu t'es rempli de violence et tu as péché.
Aussi, [...] je te réduirai en cendre sur la terre [...].*

Ézéchiel 28 : 14

L'Iran est une inquiétude sécuritaire pour les États-Unis depuis la chute du Chah et l'avènement de la République islamique en 1979. Jusque là principal allié des Américains au Moyen-Orient (Gerges, 2003 : 77), l'année 1979 marque un tournant dans les relations entre les deux États. En cette année de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS¹, la guerre froide se joue sur le terrain moyen-oriental. Dans ce contexte, le rejet explicite des deux blocs² par l'Iran change drastiquement la donne géopolitique de la région dans l'esprit des élites de sécurité nationale américaines. En plus d'entraîner la perte d'un allié majeur, la révolution iranienne est vue par plusieurs élites de sécurité nationale – dont le conseiller à la sécurité nationale du

¹ L'URSS envahit l'Afghanistan en décembre 1979. La République islamique d'Iran est proclamée en avril 1979 et se dote d'une constitution en décembre de la même année.

² La république islamique d'Iran s'est formée sous le slogan « Ni est, ni ouest : République islamique ».

président Carter, Zbigniew Brzezinski – comme la première étape dans la formation d'un arc de crise islamique (chiïte) qui irait du Pakistan à la corne de l'Afrique (Lipschutz, 2001 : 153). L'année 1979 marque donc le début d'une guerre froide sur deux fronts pour la superpuissance américaine. À partir de ce moment, les États-Unis seront en lutte contre deux forces en compétition avec les idées américaines au Proche- et au Moyen-Orient : le communisme et l'Islam (Said, 2005 : 330). De surcroît, la représentation des États-Unis comme le « Grand Satan » par la nouvelle république islamique n'augure rien de positif pour la tentative menée par Carter de former une coalition islamique s'opposant à la présence soviétique en Afghanistan (Pollack, 2004 : 165).

Ajoutée à tout cela, la crise des otages de Téhéran constitue un moment traumatisant pour les États-Unis, moment qui établit les fondements de la relation subséquente entre Washington et Téhéran. Une telle démonstration de l'impotence de la superpuissance américaine par la défiance d'un État « faible » comme l'Iran était profondément humiliante (Ansari, 2006 : 93-97; Gerges, 2003 : 76; Houghton, 2001 : 4; Pollack, 2004 : 173; Turner, 1991 : 150), en plus d'être très malvenue dans le contexte de la guerre froide et des tentatives d'expansion de la sphère d'influence américaine. En amenant la crise dans les foyers américains, la couverture médiatique quotidienne des 444 jours de captivité des 52 otages et de la mission de sauvetage ratée³ a profondément marqué l'imaginaire collectif américain. Perçue alors comme un acte totalement injustifié, la prise des otages a suscité l'ire des Américains et oriente depuis leur perception de cet État, le comportement des États-Unis à son égard, de même que les décisions qui sont prises par les dirigeants américains dans ce dossier (Ansari, 2006 : 72 et 89-90; Gerges, 2003 : 76; Houghton, 2001 : 4; Pollack, 2004 : 172; Sick, 2003 : 84).

³ La mission de sauvetage exécutée sous Carter s'est en effet soldée par un échec et a entraîné la mort de huit soldats américains (Turner, 1991 : 115-45). La couverture de cette mission a suscité la colère et la déception chez la population américaine vis-à-vis de l'administration Carter (Pollack, 2004 : 169).

Dans ce contexte, l'Iran est devenu menace, ennemi et paria du système international dans les discours⁴ des administrations américaines. D'abord dénoncé par Carter pour la crise des otages de 1979-80, il a ensuite été décrit comme État soutenant le terrorisme par Reagan dès 1984, puis présenté comme un État voyou depuis la fin des années 1980⁵. Ces accusations d'appui au terrorisme sont allées croissantes avec les années, marquant un sommet sous George W. Bush⁶ (Beeman, 2005 : 140) qui, comme chacun le sait, a mis l'Iran sur l'axe du mal en 2002.

1.1 Problématique

Certains auteurs ont tenté de déterminer pourquoi l'Iran est continuellement représenté comme ennemi et menace par les administrations américaines. Adib-Moghaddam (2007) et Abrahamian (2004), par exemple, se sont employés à montrer la responsabilité des néoconservateurs américains et des lobbies israéliens dans la production américaine de l'Iran comme menace existentielle pour le Proche- et le Moyen-Orient, de même que pour la sécurité internationale et l'intérêt national américain. Adib-Moghaddam (2007) démontre d'ailleurs très bien les liens qui existent entre ces acteurs et l'administration Bush⁷, et comment les premiers ont pu influencer la position de la seconde par rapport à l'enjeu iranien.

Or, si la question des causes de la rhétorique américaine est intéressante, il nous apparaît primordial d'aborder cet enjeu par le biais d'une approche constitutive

⁴ Les discours désignent des modes de représentation du monde (Campbell, 1998b : 6-7), des objets, sujets et phénomènes. Ces discours sont articulés à travers le langage dans des textes, c'est-à-dire tout ce qui est dit ou écrit et qui forme un acte signifiant dans un contexte donné (Jackson, 2005 : 17; Verdonk, s. d : 17). Nous reviendrons sur les notions de discours et de textes dans le chapitre deux.

⁵ Il appert d'ailleurs que Reagan aurait affirmé que la République islamique soutenait les communistes soviétiques, malgré le rejet officiel des deux blocs par l'Iran (cité dans Rogin, 1998 : 18).

⁶ Et ce, malgré la coopération étroite entre les États-Unis et l'Iran qui a marquée le début de sa présidence : en 2001, les deux États ont en effet collaboré dans le cadre de l'Opération *Enduring Freedom* visant initialement le renversement du régime des Talibans en Afghanistan (Pollack, 2004 : 346-7).

⁷ À moins d'indication contraire, nous emploierons « Bush » pour référer à George W. Bush.

centrée sur l'interprétation plutôt que sur l'explication (Dufault, 2004 : 245). Dans cette lignée, notre mémoire vise à répondre à la question suivante : *par quels procédés discursifs l'Iran est-il représenté comme un ennemi et une menace par l'administration Bush, et quels sont les impacts politiques de ce mode de représentation pour les États-Unis et l'identité nationale américaine?* En vue de répondre à cette question cruciale et pourtant peu traitée dans la littérature académique⁸, notre mémoire consistera en une analyse poststructuraliste des discours de l'administration Bush sur l'Iran dans le contexte de la guerre contre le terrorisme⁹. Plus spécifiquement, notre analyse se concentrera sur les propos officiels tenus sur l'Iran par l'administration Bush durant son deuxième mandat (de janvier 2005 à janvier 2009), que ce soit à l'oral ou à l'écrit dans des documents stratégiques. Seront aussi analysés certains textes produits lors du premier mandat de cette administration, lorsque ceux-ci s'avèrent essentiels à l'analyse.

1.2 Revue de littérature

L'écrasante majorité des travaux réalisés sur l'Iran ou la politique étrangère américaine vis-à-vis de la République islamique adopte une approche positiviste¹⁰. Il s'agit pour la plupart d'analyses à l'intention du gouvernement américain et qui visent à aider celui-ci à faire les « bons » choix de politique étrangère grâce à

⁸ Adib-Moghaddam (2007) et Abrahamian (2004) se sont intéressés à la rhétorique des néoconservateurs par rapport à l'Iran, mais peu à celle de Bush. D'autres comme Beeman (2005) se sont attardés brièvement à la rhétorique de Bush, mais seulement afin de montrer l'inadéquation entre les discours et la « réalité objective ». Enfin, Heradstveit et Bonham (2007) ont analysé la métaphore de l'« axe du mal » et ses impacts pour l'identité nationale et la politique iraniennes.

⁹ Les modalités de cette analyse seront rendues explicites au second chapitre du mémoire, section 2.3.

¹⁰ Le positivisme aborde les relations internationales selon une approche « scientifique », c'est-à-dire selon une épistémologie empiriste et une méthodologie proche de celle des sciences naturelles (voir Macleod et O'Meara (2007b : 13-14) et Dufour (2004a, 2004b) pour une discussion plus complète). Les travaux suivants adoptent une telle approche par rapport à l'Iran : Ansari, 2006; Bahgat, 2006; Brennan, 2008; Chubin et Litwak, 2003; Cordesman, 2007, 2008; Davies, 2008; Ehteshami, 2004; Klare, 2004; Maloney, 2007; Menashri, 2008; Nasr et Takeyh, 2008; Newkirk, 2008; Rubin, 2006a; Sagan, Waltz et Betz, 2007; Sariolghalam, 2003; Sick, 2003; Sick *et al.*, 2008; Takeyh, 2006; Taremi, 2005, 2003; Walt, 2008; et Wilson III, 2007.

l'évaluation prétendument objective de la menace, eu égard notamment au programme nucléaire iranien¹¹. Pour plusieurs, l'Iran représente une grande menace à l'intérêt national américain, à la stabilité du Proche- et du Moyen-Orient, et même à la sécurité du monde entier. Ceci en raison notamment de son appui au terrorisme transnational, de son programme nucléaire secrètement militaire¹² et de son appel à la destruction d'Israël¹³ (Donnelly, 2004; Gerecht, 2002, 2007, 2008; Ledeen, 2003, 2006; Muravchik, 2006; Sagan, dans Sagan, Waltz et Betts, 2007). Pour faire face à la menace iranienne croissante, les différents auteurs suggèrent une panoplie de « solutions », allant d'une intervention militaire américaine (Muravchik, 2006) ou d'un renversement du régime de Téhéran (Donnelly, 2004), à l'appui à des forces révolutionnaires internes à l'Iran (Gerecht, 2002; Ledeen, 2002, 2003; Rubin, 2006b), en passant par la dissuasion et l'endiguement (Cordesman, 2007; Maloney, 2007; Wilson III, 2007) et l'utilisation de la « puissance douce » (*soft power*) pour amener

¹¹ Voir par exemple Axworthy, 2006; Bahgat, 2006; Chubin et Litwak, 2003; Cordesman, 2007, 2008; Council on Foreign Relations (CFR), 2004; Courmont, 2008; Donnelly, 2004; Hiltermann, 2005; Lieven, 2008; Maloney, 2007; Richard, 2008; Sagan, Waltz et Betts, 2007; Sans auteur, 2007; Takeyh, 2006; et Walt, 2008.

¹² L'Iran affirme que son programme nucléaire est à vocation strictement civile. Néanmoins, la grande majorité des auteurs s'entendent pour soutenir que l'Iran chercherait à se doter de l'arme nucléaire. Les auteurs du courant réaliste affirment qu'en tant qu'acteur rationnel, l'État iranien n'a d'autre choix que de se doter de cette arme pour défendre son intérêt national, en particulier dans une région où deux États (la Pakistan et Israël) ont déjà des armes nucléaires (Axworthy, 2006; Hiltermann, 2005). L'ambition nucléaire militaire de Téhéran serait guidée par des préoccupations telles qu'affirmer le statut de puissance régionale de l'Iran et contrôler le Golfe persique (Saada, 2008 : 63-4). À un niveau plus défensif, la présence des forces américaines dans la plupart des pays limitrophes représenterait un incitatif supplémentaire pour l'Iran (Billion, 2008 : 69; Rubin, 2006a : 144; Waltz dans Sagan, Waltz et Betz, 2007 : 137; Yazdani et Hussain, 2006 : 283). D'autant plus que les menaces de renversement de régime proférées par l'administration Bush à l'encontre de l'Iran et mises à exécution avec l'Afghanistan en 2001 et l'Irak en 2003 rendraient impérieuse l'acquisition par l'Iran de véritables capacités de dissuasion (Maloney, 2007 : 441). Selon les auteurs du courant réaliste, donc, l'acquisition d'armes nucléaires par l'Iran constituerait la seule façon pour l'Iran d'assurer sa survie en tant qu'entité souveraine (Kian-Thiébaud, 2008 : 81). D'autres auteurs que l'on pourrait associer à un courant plus libéral, comme Richard (2008 : 113-4), font la démonstration de l'irrationalité d'un programme nucléaire civil iranien en raison de la vastitude des réserves pétrolifères et gazières (ce pays ayant les deuxièmes plus grandes réserves prouvées de pétroles (Ansari, 2006), ainsi que de gaz naturel (Billion, 2008)).

¹³ En octobre 2005, le président iranien a déclaré qu'Israël (ou le sionisme, dépendant des interprétations) devrait être rayé de la carte. Voir Bozorghmehr, 2005.

l'Iran à collaborer dans divers dossiers (Axworthy, 2006; Brennan, 2008; CFR, 2004; Cordesman, 2008; Kian-Thiébaud, 2008; Malici et Buckner, 2008; Sick *et al.*, 2008).

D'autres études, beaucoup moins nombreuses, tentent pour leur part de démontrer que l'Iran ne pose pas réellement une menace pour les États-Unis. Pour Ansari (2006) et Beeman (2005), l'opposition (réelle) entre les deux États est attribuable à un manque de communication, entraînant une mauvaise compréhension mutuelle. Pour d'autres, la représentation de l'Iran comme menace est un exercice de rhétorique servant les intérêts politiques rationnels du gouvernement américain (Zarif, 2007) ou de certains groupes en son sein, comme les néoconservateurs (Adib-Moghaddam, 2007; Abrahamian, 2004; Ehsani, 2003) et les lobbies sionistes aux États-Unis (Adib-Moghaddam, 2007; Abrahamian, 2004; Rabkin, 2008).

Comme on peut le constater, le niveau de danger diverge largement d'une étude à l'autre, la menace iranienne étant potentiellement la pire que le monde ait connue (Rubin, 2006a) ou étant simplement fabriquée de toutes pièces par les États-Unis (Zarif, 2007). Outre les limites épistémologiques et méthodologiques liées au positivisme de la vaste majorité des études citées¹⁴, l'écart immense entre les discours met en lumière la nécessité d'aller au-delà de l'évaluation de la menace « objective » posée par l'Iran aux États-Unis et à la communauté internationale. Plus précisément, il apparaît crucial de mettre en lumière *les procédés discursifs par lesquels l'existence d'une telle menace a pu être présentée comme une réalité non problématique, si bien qu'à l'heure actuelle, elle est perçue par beaucoup comme une vérité évidente*. Malgré l'importance d'une telle analyse, elle n'a pas encore été faite

¹⁴ En effet, elles postulent pour la plupart que l'Iran pose un danger (dont l'intensité varie cependant) pour un intérêt national américain tout autant pris pour acquis. Ces analyses comportent ainsi des problèmes majeurs de définitions : qu'est-ce que l'intérêt national? À quoi le terme « national » renvoie-t-il? Quel est l'intérêt national américain dans le dossier iranien? Qu'est-ce qu'une menace et en quoi l'Iran représente-t-il une menace? Toutes ces questions laissées sans réponse représentent de sérieuses limites à la portée de ces analyses à prétention scientifique. Pour une discussion plus en profondeur sur les problèmes liés aux approches positivistes, voir Dufour (2004 : 177-80), Hansen (2006 : 9-11), McSweeney (1999 : 23-78) et Turenne Sjolander et Cox (1994).

en ce qui concerne l'Iran. Toutefois, quelques auteurs ont réalisé une analyse de discours poststructuraliste de la rhétorique américaine par rapport à l'Irak. Comme il s'agit aussi d'un « État voyou » mis sur l'axe du mal avec l'Iran et la Corée du Nord, il nous apparaît utile à présent de nous tourner vers la représentation de l'Irak par l'administration Bush.

1.2.1 George W. Bush et l'Irak

Dans la rhétorique officielle de l'administration Bush précédant le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003, la « menace irakienne » est représentée en trois étapes simultanées : la première est la représentation (du régime) de Saddam Hussein comme étant irrationnel et incarnant le mal. C'est sur la base de ce discours que reposent les deux suivants, soit celui du danger lié à la possession d'armes de destruction massive (ADM) par le régime baasiste et celui de sa collaboration avec al-Qaïda.

1.2.1.1 Saddam Hussein, le monstre

En définissant l'Irak comme un État voyou faisant partie d'un axe du mal dans son discours à la nation de 2002 (Bush, 2002c), George W. Bush consacre la représentation de l'Irak comme incarnation du mal. Dès lors, le terme « evil » est constamment itéré par l'ancien président, afin de l'associer au régime baasiste et plus spécifiquement à Saddam Hussein (Lazar et Lazar, 2004 : 236). Ce dictateur irrationnel, sanguinaire et fourbe¹⁵ (Chang et Mehan, 2008 : 460) est représenté

¹⁵ En employant les caractéristiques d'irrationalité, d'hypocrisie et de violence, l'ancien président fait appel à un lexique issu d'une longue tradition orientaliste pour décrire Saddam Hussein (Lazar et Lazar, 2004 : 234-6; Said, 2005 : 320; Suleiman, 1999 : 44).

comme un véritable monstre, au même titre qu'Hitler, monstre par excellence des relations internationales d'après-guerre (Devetak, 2005 : 634)¹⁶.

Ce caractère tératologique d'Hussein est illustré par le régime de terreur qu'il aurait instauré en Irak, « one that [...] harboured unnatural disturbances, irrational violence, death and terror. It was festering with morbid oppression and murderous cruelty; a grotesque and ghoulish distortion of the modern state. » (Ibid. : 634) En parlant de l'Irak d'Hussein, Bush réfère régulièrement à ses chambres de torture (*torture chambers*), aux innombrables tombes (*mass graves*) (Ibid. : 636), de même qu'aux maintes atrocités commises à l'encontre de populations dites innocentes (Lazar et Lazar, 2004 : 231-2). Pour toutes ces raisons, le dirigeant baasiste est un véritable ennemi de la liberté (Ibid. : 227). C'est pourquoi il vouerait une haine infinie aux États-Unis, qui se représentent comme l'incarnation des valeurs libérales (Brunner, 2008 : 229; Krebs et Lobasz, 2007 : 430; Lazar et Lazar, 2004 : 229).

1.2.1.2 Les ADM en question

C'est précisément en raison de l'irrationalité et de la cruauté de Saddam Hussein que la possession d'ADM par l'Irak est dépeinte comme un danger colossal. Malgré le manque de preuves empiriques de la possession d'ADM par le régime irakien, l'existence de ces armes est présentée comme un fait dans la rhétorique de l'administration Bush. En tant qu'État voyou, l'Irak participerait nécessairement à la prolifération d'ADM et de technologie missile (Bush, 2002c; Krebs et Lobasz, 2007 : 430). Même l'impuissance des inspecteurs internationaux à trouver des ADM en Irak est repris dans les discours américains comme preuve du caractère mesquin et trompeur d'Hussein (Chang et Mehan, 2008 : 464-5).

¹⁶ D'ailleurs, Heradstveit et Bonham (2007 : 421) et Kellner (2007 : 634) soulignent avec justesse la charge de signification du terme « axe », qui établit une référence claire à la Deuxième Guerre mondiale et renvoie aux crimes commis par l'Allemagne nazie, l'Italie mussolinienne et le Japon impérial de l'ère Showa.

Aux mains d'un tel forcené, les ADM ne pourraient avoir une vocation dissuasive. D'ailleurs, selon l'administration américaine, l'emploi passé d'ADM par le régime irakien démontrerait les intentions offensives d'Husseïn (Ibid. : 472). En outre, l'Irak baasiste ne respecterait pas le droit international, au contraire des États civilisés (Krebs et Lobasz, 2007 : 430). Qui plus est, la dissuasion ne saurait fonctionner face à un tel régime/dirigeant irrationnel et déterminé à faire le mal (Chang et Mehan, 2008 : 460, 461-2). Bref, l'Irak d'Husseïn poserait un danger immense pour les États-Unis et le monde civilisé, péril d'autant plus grand que l'Irak persisterait alors à cacher son stock d'ADM à la communauté internationale (Ibid. : 464).

1.2.1.3 La collaboration avec al-Qaïda

Mais la représentation de l'Irak comme menace ne saurait être complète sans que des liens soient tissés entre le régime baasiste et les terroristes/fondamentalistes islamistes¹⁷, plus particulièrement al-Qaïda. Eux-mêmes constamment associés au mal (Agathangelou et Ling, 2004 : 522; Ivie et Giner, 2007 : 585-6; Jackson, 2005 : 66; Lazar et Lazar, 2004 : 236; Merskin, 2004 : 166), les terroristes seraient en quelque sorte les instruments dispersés et mouvants d'un empire invisible soutenu par une multitude de groupes et d'États voyous (Jackson, 2005 : 109-11; Kellner, 2004 : 47, 2007 : 628; voir aussi Ferrari, 2007 : 605). Dans ces efforts pour associer le régime baasiste au terrorisme, le premier est même présenté comme ayant une part de responsabilité dans les attentats du 11 septembre 2001 (Kellner, 2007 : 635; Krebs et Lobasz, 2007 : 420). Pis, en protégeant prétendument des terroristes, Hussein en serait lui-même un (Cronick, 2002).

¹⁷ Comme le souligne Ahmed (2003 : 392) dans le cas de l'intervention militaire en Afghanistan, dans les discours de Bush, « the word "terrorist" slides into other words such as fundamentalism, Islam, Arab, [...] and so on ». Nous utilisons donc volontairement la formule « terroriste/fondamentaliste islamiste », non pas pour la réécrire, mais bien pour mettre en lumière l'association construite par Bush entre l'extrémisme, la violence et l'Islam.

L'association entre le terrorisme et les « régimes voyous » (*rogue regimes*) crée en quelque sorte une trinité maléfique, au sein de laquelle se conjuguent la redoutable efficacité des terroristes, le soutien (financier, matériel, idéologique) des États voyous et le potentiel de destruction de masse des ADM (Devetak, 2005 : 639; Jackson, 2005 : 105-6). Cette alliance est effectuée notamment par l'association continue entre « Saddam Hussein » et « terrorisme » dans les discours de Bush (Kellner, 2004 : 53). Par-delà leurs divergences idéologiques et leurs luttes de pouvoir, ceux-ci seraient unis dans un axe du mal par leurs ambitions diaboliques planétaires (Chang et Mehan, 2008 : 468; Heradstveit et Bonham, 2007 : 423), leur projet « islamo-fasciste » (Rastegar, 2008 : 459) qui rappelle ceux entretenus par le nazisme et le communisme soviétique (Jackson, 2005 : 45-7; Jarvis, 2008 : 255; Krebs et Lobasz, 2007 : 428; Merskin, 2004 : 170)¹⁸. Abhorrant les États-Unis et tout ce qu'ils incarnent, ce « nouveau » composite terroristes-État voyou menacerait d'anéantir la démocratie libérale, la civilisation et le mode de vie occidentaux (Jackson, 2007 : 407; Lazar et Lazar, 2004 : 230).

À la lueur de cette association, l'acquisition d'ADM par l'Irak apparaît d'autant plus terrifiante : « By seeking weapons of mass destruction, these regimes pose a grave and growing danger. They could provide these arms to terrorists, giving them the means to match their hatred. They could attack our allies or attempt to blackmail the United States. » (Bush, 2002c) Dans un tel contexte, les États-Unis doivent agir. Puisque le danger est présenté comme résidant dans le caractère diabolique d'Hussein, la seule option pour les États-Unis est d'opérer un renversement de son régime (Chang et Mehan, 2008 : 461).

¹⁸ Bush compare d'ailleurs explicitement Osama ben Laden à Adolf Hitler (Krebs et Lobasz, 2007 : 426). En outre, les attentats du 11 septembre 2001 sont régulièrement mis en parallèle avec les attaques sur Pearl Harbor par le Japon en 1941 (Bostdorff, 2003 : 299; Cronick, 2002; Jackson, 2005 : 41-4).

1.3 Cadre théorique et concepts employés

La revue de littérature qui précède illustre bien tout le potentiel et l'importance d'une analyse de discours pour mieux comprendre la représentation de l'Iran véhiculée par George W. Bush. Bien que les discours de politique étrangère de cet ex-président ont fait peu de place à l'Iran, comparativement à l'Irak (Ansari, 2006 : 191), cette analyse est importante en ce que la République islamique y est dépeinte comme une éminence grise responsable du chaos et de la terreur. Soutenant notamment le terrorisme transnational et les milices chiïtes en Irak, elle serait en quelque sorte le Grand Satan (!) à la tête de nombre des démons contre qui se battent les États-Unis. Dans notre mémoire, nous procéderons ainsi à une analyse de discours poststructuraliste des textes officiels de George W. Bush¹⁹, afin de montrer *comment la rhétorique présidentielle a contribué à représenter l'Iran comme menace, et avec quels effets sur l'identité nationale américaine*²⁰.

Le recours au concept d'identité nationale et à celui de politique étrangère (tel que reconceptualisé par David Campbell (1990, 1998a, 1998b, 1999) et Lene Hansen (2006)), de même qu'à une stratégie de déconstruction²¹, nous permettra de voir comment *le mode de représentation de l'Iran employé par George W. Bush dans les textes de Politique Étrangère de 2005 à 2008, tel que mis en évidence notamment par le lexique, les tropes et les liens intertextuels utilisés, participe de la réécriture de l'identité nationale américaine comme puissance exceptionnelle ayant la destinée manifeste de répandre les valeurs libérales dans le monde et, par extension, contribue à la consolidation d'une cartographie morale genrée et racialisée du*

¹⁹ Pour plus de précisions sur le corpus de textes analysés, voir la section 1.4 « Méthodologie » dans ce chapitre.

²⁰ Évidemment, il existe une pléthore de discours par rapport à l'Iran dans la société américaine. Même au sein de l'administration Bush, plusieurs interprétations divergentes de la « menace iranienne » ont été véhiculées. Toutefois, selon Hart et Childers (2004 : 527) et Edwards (2004 : 162), le discours véhiculé par le président est celui étant devenu hégémonique au sein de l'administration, puis de la société américaine.

²¹ Ces deux concepts et cette stratégie d'analyse seront développés en profondeur dans le second chapitre du mémoire.

monde au sein de laquelle les États-Unis occupent la place prédominante. En représentant l'Iran comme l'incarnation du mal, en liant le régime de Téhéran au terrorisme et aux ADM et en dénonçant l'oppression commise par ce régime tyrannique à l'égard de la population iranienne, l'administration Bush positionne les États-Unis du côté du bien dans une guerre contre la terreur constituée en conflit cosmique entre bien et mal. Du même coup, l'administration Bush justifie l'usage potentiel de violence à l'égard de l'Iran et de tous les acteurs associés au composite Iran-fondamentalisme islamiste-ADM.

1.4 Méthodologie

Ainsi, nous procéderons à l'analyse de 55 textes²², dont 49 conférences présidentielles²³ et 6 documents stratégiques, tous tirés du site Internet de la Maison-Blanche. Si ces textes sont répartis sur les 8 années de présidence de Bush, un accent particulier est mis sur la période allant de janvier 2005 à janvier 2009, soit son second mandat (voir le tableau 1.1).

²² Voir les références complètes en bibliographie.

²³ Les 46 discours officiels prononcés durant le second mandat de George W. Bush représentent la vaste majorité des discours touchant à l'Iran. Nous avons cessé d'inclure de nouveaux discours en constatant que l'addition de nouveaux textes n'ajoutait aucun élément supplémentaire à l'analyse.

Tableau 1.1 Nombre de textes analysés, par année, selon le type de document

Type de document	Année									Total
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 (jan.)	
Conférences de Bush	0	3	0	0	9	16	13	8	0	49
Documents stratégiques et « fact sheets » de la Maison-Blanche	0	2	0	0	0	3	1	0	0	6
Tous	0	5	0	0	9	19	14	8	0	55

Notre décision de concentrer l'analyse sur les discours présidentiels se fonde sur le rôle clé du président américain dans la (re)production des représentations des États-Unis et du monde. Selon Ó Tuathail et Agnew (1992 : 195) :

« In ethnographic terms, the US President is the chief *bricoleur* of American political life, a combination of storyteller and tribal shaman. One of the great powers of the Presidency, invested by the sanctity, history and rituals associated with the institution – the fact that the media take their primary discursive cues from the White House – is the power to describe, represent, interpret and appropriate. »

En outre, nous avons choisi d'inclure des documents stratégiques à notre analyse car, selon Grondin (2008), ceux-ci permettent de comprendre les représentations que (se) font les décideurs politiques de l'identité nationale américaine et des menaces qui se posent à cette dernière. Par le fait même, ces documents participent à la (re)production de la cartographie morale du monde et rendent légitime – par et pour les dirigeants étatiques – l'utilisation de la violence à l'égard des Autres, qui y sont représentés comme menaces (Grondin, 2008 : 113-4).

L'analyse de chaque texte mettra un accent particulier sur le lexique, les tropes et les liens intertextuels employés. Premièrement, puisque les mots véhiculent les discours, leur choix n'est pas neutre et c'est pourquoi l'analyse s'attardera impérativement sur le *lexique* employé dans les textes. Deuxièmement, les *tropes* qui parsèment le texte étudié jouent aussi un rôle central dans la représentation du Soi et de l'Autre puisqu'ils sont précisément des créateurs d'images. Nous tenterons donc de relever les figures de style employées dans les textes et de rendre explicites leurs effets. Enfin, notre analyse cherchera à mettre à jour les *liens intertextuels* (explicites ou implicites) des textes²⁴, puisqu'ils orientent l'interprétation du lecteur soit en tant qu'appui au discours énoncé, soit en tant que textes devant être répudiés (Hansen, 2006 : 60). Ici, un accent particulier sera mis sur les références aux événements historiques qui revêtent une symbolique particulière dans le discours dominant, tels que les attentats du 11 septembre 2001, la guerre froide et la Deuxième Guerre mondiale. Ensemble, ces trois éléments nous permettront de mettre en évidence les procédés discursifs utilisés dans les textes pour représenter l'Iran comme menace, ainsi que les effets idéologiques²⁵ d'une telle représentation. L'analyse de discours donnera donc lieu à une critique de second niveau, c'est-à-dire :

« an exploration of the ways in which the discourse functions as a 'symbolic technology', wielded by particular elites and institutions, to: structure the primary subject positions, accepted knowledge, commonsense and legitimate policy responses to the actors and events being described; exclude and delegitimize alternative knowledge and practice; naturalize a particular political and social order; and construct and maintain a hegemonic regime of truth. »
(Jackson, 2007 : 397)

²⁴ Évidemment, comme le nombre de textes est potentiellement infini, il est impossible de mettre à jour l'entièreté des liens intertextuels. C'est d'ailleurs précisément ce que cherche à montrer la stratégie intertextuelle, une autre stratégie d'analyse postmoderniste que nous rendrons explicite dans le chapitre suivant.

²⁵ Selon Michel Foucault, c'est au sens où le discours impose une interprétation et la fait paraître évidente et naturelle qu'il est considéré idéologique (dans Shapiro, 1988 : 19). Ainsi, l'idéologique s'oppose au politique puisqu'il consiste justement à celer les luttes de pouvoir qui se trouvent derrière tout discours. C'est pourquoi Shapiro (1988 : 51) souligne la nécessité de re-politiser les discours par des stratégies d'analyse critique. Nous reviendrons sur ces éléments dans le chapitre deux.

L'analyse qui suit se divisera en *cinq chapitres* : le prochain et second chapitre du mémoire exposera la théorie postmoderniste, en lien avec les concepts principaux qui seront employés dans le mémoire, en particulier ceux d'identité nationale et de Politique Étrangère. Ce chapitre détaillera en outre la méthodologie de l'analyse de discours poststructuraliste et énoncera les éléments spécifiques sur lesquels s'attardera l'analyse subséquente. Dans le cadre de cette analyse, nous aborderons d'abord le lien établi entre l'Iran et le terrorisme, ce qui fera l'objet du troisième chapitre. Au quatrième chapitre, nous explorerons les liens discursifs établis entre l'Iran et les ADM, l'arme nucléaire en particulier. Enfin, nous verrons dans le cinquième chapitre les procédés utilisés par l'administration Bush pour représenter le régime de Téhéran comme tyrannique et la population iranienne comme victime. Ces trois sections nous permettront de mettre en lumière comment ces aspects de la représentation de l'Iran participent de la reproduction des États-Unis comme superpuissance libérale et bienveillante. En guise de conclusion, le sixième chapitre rappellera les principaux éléments énoncés et offrira quelques pistes de réflexion sur les conséquences des résultats énoncés dans les troisième, quatrième et cinquième chapitres.

CHAPITRE II

POSTSTRUCTURALISME, IDENTITÉ NATIONALE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

*Car [...] c'est toi que le Seigneur ton Dieu a choisi
pour devenir le peuple qui est sa part personnelle
parmi tous les peuples qui sont à la surface de cette terre.*

Deutéronome 7 : 6

Le concept d'identité nationale a fait irruption dans le domaine des relations internationales durant les années 1990, après que la « fin de la guerre froide¹ » eut permis à la fois une diversification des intérêts et problématiques de recherches, ainsi que l'émergence et la reconnaissance croissante de théories alternatives au structuro-réalisme, et notamment le courant constructiviste². Depuis, nombre d'analyses, issues de courants théoriques divers, ont adopté le concept d'identité nationale, qui en est ainsi venu qu'à être très équivoque. En effet, l'identité nationale est tour à tour vue comme une variable indépendante ayant un effet causal sur les intérêts des agents et donc sur leur comportement (Herman, 1996; Jepperson, Wendt et Katzenstein, 1996; Katzenstein, 1996; Kier, 1996; Kowert et Legro, 1996; Wendt, 1992, 2005) ou

¹ Même si Campbell (1998b) montre avec éloquence la nature problématique de cette affirmation, il s'agit néanmoins d'un discours ayant dominé les relations internationales depuis les années 1990 et c'est pourquoi nous reprenons ici l'expression.

² Développé initialement par Nicolas Onuf (1989), l'approche constructiviste en relations internationales a été grandement popularisée par Alexander Wendt (1992; 2005).

comme élément constitutif de la politique étrangère (Campbell, 1990, 1998b, 1999; Grondin, 2008; Hansen, 2006; Jackson, 2005; Weldes, 1999); comme une réalité objective, stable et donnée (Wendt, 1992, 2005) ou comme un élément flou et mouvant, n'ayant aucune réalité ontologique distincte de ses représentations discursives (Campbell, 1990, 1998b, 1999; George, 1994; Grondin, 2008; Guillaume, 2002; Hansen, 2006; Jackson, 2005; Zehfuss, 2002); comme préalable aux intérêts des acteurs (Wendt, 1992, 2005), en co-constitution (McSweeney, 1999) ou même inséparable de ces derniers (Campbell, 1990, 1998a, 1998b, 1999; George, 1994; Grondin, 2007, 2008; Hansen, 2006; Jackson, 2005; Weldes, 1999; Zehfuss, 2002); comme définie par l'interaction entre les acteurs (Wendt, 1992, 2005) ou par les pratiques discursives qui servent à le représenter (Campbell, 1990, 1998a, 1998b, 1999; Grondin, 2008; Hansen, 2006; Jackson, 2005; Somers, 1994; Zehfuss, 2002).

On pourrait bien sûr arguer qu'une multiplicité de conceptions divergentes d'un concept constituent une richesse pour une discipline académique. D'ailleurs, notre propre approche poststructuraliste³ nous mène à nous réjouir d'un tel foisonnement de perspectives. Néanmoins, comme le reconnaissent Goff et Dunn (2004b : 3), il importe aujourd'hui de clarifier le concept si l'on souhaite que soit

³ En raison de l'ambiguïté liée aux étiquettes théoriques, surtout en ce qui a trait aux théories dites plus critiques, quelques remarques s'imposent ici. Tout d'abord, il est important de souligner que le postmodernisme ne constitue pas une théorie unifiée (Mouffe, 1995 : 315). Alors que de nombreux théoriciens regroupent toutes les « théories critiques » (Théorie Critique, postmodernisme, constructivisme, etc.), d'autres soutiennent qu'il faut établir plus de distinctions, au sein même des catégories utilisées généralement. Par exemple, on a défendu l'idée selon laquelle il y aurait une distinction à faire entre postmodernistes et poststructuralistes, les premiers assumant davantage leur relativisme et étant moins orientés vers la méthode que les seconds (John Vasquez et Pauline Rosenau, cités dans Macleod, 2004 : 20). Par ailleurs, beaucoup de poststructuralistes refusent d'être étiquetés comme tels (Grondin, 2008 : 68). Là où les différents courants convergent, néanmoins, est dans leur critique radicale de l'essentialisme, qui implique l'abandon de la catégorie du sujet compris comme une entité rationnelle à l'identité homogène, unitaire et (pré)définie (Mouffe, 1995 : 316-7). Pour Grondin (2008), les différents courants peuvent être regroupés en outre par les types de questions auxquelles ils cherchent à répondre. C'est pourquoi, dans notre mémoire, nous emploierons les termes « postmodernisme » et « poststructuralisme » de façon interchangeable. En outre, suivant Campbell (1998b) qui soutient que la distinction entre postmodernisme et constructivisme critique est floue et discutable – les deux courants ayant un bagage intellectuel commun (Campbell, 1998b : 222-3) – nous rejeterons les catégories rigides et emprunterons à la littérature tant poststructuraliste/postmoderniste que constructiviste critique.

reconnu son apport pour l'analyse. En particulier, bon nombre d'auteurs se sont attardés aux impacts d'une identité nationale (déjà construite) sur le comportement des États, mais très peu ont mené une réflexion approfondie sur le *processus de construction* de celle-ci (Guillaume, 2002 : 3).

Bref, il est primordial de développer davantage la compréhension de ce concept aujourd'hui central et c'est dans cet objectif général que s'insère notre mémoire. Ce second chapitre vise ainsi à clarifier la notion de politique étrangère afin de l'appliquer au cas concret de la politique étrangère américaine par rapport à l'Iran, sous l'administration George W. Bush. À cet effet, nous procéderons en trois temps. Dans la première section du chapitre, nous nous attarderons au concept d'identité nationale de façon générale, dans une perspective postmoderniste⁴. Plusieurs auteurs issus de ce courant théorique se sont intéressés à la question de l'identité (notamment, mais non exclusivement, de l'identité nationale), de sa (re)production dans les discours et de sa relation avec le pouvoir, ce que nous tenterons de synthétiser ici. Dans la seconde section, nous aborderons plus spécifiquement l'identité nationale américaine, afin d'en mettre en lumière les principaux discours sous-jacents – exceptionnalisme, libéralisme universaliste et destinée manifeste – et le rôle que jouent ces discours dans la (re)production d'une hiérarchie morale du monde au sommet de laquelle se positionnent les États-Unis. Enfin, dans la dernière section, nous étudierons la méthode de l'analyse de discours poststructuraliste et plus particulièrement une de ses stratégies interprétatives particulièrement utile pour mettre en relief le processus de (re)définition de l'identité nationale, soit la déconstruction. Nous rendrons donc cette méthode plus explicite, en abordant notamment les questions des choix méthodologiques (choix des discours, des textes, des éléments jugés pertinents pour l'analyse, etc.).

⁴ Certains auteurs préfèrent l'adjectif « postmoderne » pour parler du postmodernisme; or, ce terme sert à qualifier un moment historique (l'époque postmoderne) et aux courants artistiques qui y sont associés. C'est pourquoi nous avons choisi d'utiliser plutôt l'adjectif « postmoderniste », pour référer plus spécifiquement au courant théorique et éviter les quiproquos.

2.1 Identité nationale : nature, (re)production et implications

Les auteurs postmodernistes rejettent une conception de la réalité comme tout cohérent et directement intelligible (Foucault, 1984 : 127; George, 1994 : 11). Bien que le monde matériel existe indépendamment de nous, nous ne pouvons le comprendre qu'à travers le langage. Celui-ci n'est toutefois pas le reflet d'une réalité extérieure et donnée. Au contraire, puisque la « réalité » n'est jamais véritablement accessible, les mots (ou signifiants) ne prennent pas leur sens dans leur relation avec les objets qu'ils représentent (les signifiés), mais bien dans leurs relations – mouvantes – avec d'autres signifiants. C'est pourquoi la « réalité » – qui n'est en fait qu'une représentation de celle-ci – n'a pas une seule, mais bien une multitude d'interprétations possibles. Comme le souligne Grondin (2007 : 263), le monde, les situations, les objets, n'ont pas de sens intrinsèque et véritable qu'il faudrait découvrir. C'est plutôt par le biais du langage que nous attribuons un sens aux objets et aux phénomènes et une identité aux sujets (Hansen, 2006 : 19).

Mais le langage n'est en fait qu'un outil dans le processus de constitution du réel (Friedrich Nietzsche, cité dans Strong, 1984 : 84). Car à travers lui s'expriment des modes de représentation du monde, ou discours (Campbell, 1998b : 6-7)⁵. Parce qu'ils forment le contexte dans lequel s'insèrent les textes⁶, les discours déterminent ce qu'il est possible ou impossible de dire par rapport à un objet, un sujet, un phénomène (Foucault, 1969 : 63; Jackson, 2005 : 18-19). C'est en ce sens que l'on

⁵ Il est important de souligner que les discours ne sont pas seulement linguistiques. Ils peuvent aussi être constitués, par exemple, de pratiques institutionnelles et organisationnelles (Hansen, 2006 : 17; Jackson, 2005 : 19; Purvis et Hunt, 1993 : 476) ou de représentations visuelles (Bialasiewicz *et al.*, 2007 : 406; Debrix, 2008 : 51-2; Dodds, 2008; Fowler, 1985 : 65; Grondin, 2008 : 260; Morris, 2004; Shapiro, 1988). Cependant, en raison du caractère incontournable du langage pour représenter la réalité (et de l'impossibilité de comprendre ces représentations non linguistiques sans avoir recours au langage), la dimension linguistique des discours est prédominante.

⁶ Rappelons qu'un texte désigne tout ce qui est dit ou écrit et qui forme un acte signifiant dans un contexte discursif donné (Jackson, 2005 : 17; Verdonk, s. d : 17). Il s'agit donc d'une expression concrète, d'un élément « observable » (verbalisé) du discours.

conçoit les discours comme étant performatifs, c'est-à-dire que leur (ré)itération (re)produit la réalité qu'ils nomment (Judith Butler, citée dans Campbell, 1998a : 24). Ces discours sont articulés dans les différents textes par des constructions discursives, qui sont définies comme étant des « groups of related statements about a subject that determine its meaning, characteristics and relationship to other discursive formations » (Hansen, 2006 : 20). Ce sont ces formations discursives qui déterminent la nature d'un sujet ou d'un objet en imposant certaines représentations et significations (Michel Foucault, dans Debrix, 2008 : 13). Ces constructions discursives sont mises en relation de liaison ou de différenciation pour former un réseau, une véritable cartographie qui permet d'identifier et de comprendre le monde (et soi-même), puisqu'une chose ne peut se définir que par ce qu'elle n'est pas. Mais l'établissement de ces relations entraîne aussi nécessairement une hiérarchie morale entre les différents objets et sujets identifiés. En somme, la « réalité » est représentée à travers la structure binaire du langage, par des dichotomies qui impliquent une valorisation d'un terme par rapport à un autre – par exemple, homme/femme, nature/culture, rationnel/irrationnel (Zehfuss, 2002 : 218).

De la même façon, l'identité est pensée en termes relationnels : elle se définit toujours par rapport à la différence, qui à son tour se définit par rapport à elle (Mikhaïl Bakhtin, cité dans Neumann, 1996 : 148; Connolly, 2002 : xiv; Jacques Derrida, cité dans Zehfuss, 2002 : 238; Grondin, 2008 : 186; Hansen, 2006 : 6; O'Hagan, 2004 : 27; Said, 2005 : 358). C'est pourquoi l'identité – qu'elle soit individuelle ou collective – n'est jamais prédéfinie, homogène, ni stable (Campbell, 1998b : 9; Mouffe, 1995 : 318). Elle est constamment réécrite dans les discours, qui tentent d'en fixer le sens (Campbell, 1998b : 31; Guillaume, 2002 : 12; Hansen, 2006 : 6; Somers, 1994 : 624). Dans le domaine des relations internationales, par exemple, le discours réaliste est parvenu à imposer une conception de l'identité nationale comme attribut stable et prédéfini de l'État (comme en témoigne l'usage de l'expression « État-nation »), impliquant des intérêts spécifiques déterminant le

comportement international de cet acteur. Mais l'État, ainsi conçu, n'est « réel » que parce qu'il est constamment représenté comme tel dans les discours. En d'autres termes, l'État est une communauté imaginée; il n'a aucun statut ontologique distinct des pratiques qui servent à le représenter, et c'est pourquoi il doit perpétuellement se réécrire dans les discours, sans quoi il cesse d'exister (Campbell, 1998b : 12; 1999 : 24).

Pour Campbell (1990, 1998a, 1998b, 1999), ces discours qui établissent les contours de l'identité nationale (étatique) sont ce qu'il nomme la politique étrangère/Politique Étrangère⁷. La politique étrangère réfère à toute pratique de différenciation ou tout mode d'exclusion qui constituent certains objets comme « étrangers », établissent les frontières entre ce qui est intérieur et ce qui est extérieur au Soi. Ce faisant, ces pratiques génèrent la matrice d'interprétation de la Politique Étrangère, qui elle est intrinsèquement liée à l'État et réfère à une conception habituelle de ce concept (Campbell, 1998b : 68-69). En d'autres termes, la politique étrangère/Politique Étrangère est un processus politique par lequel on tente d'imposer une interprétation de l'identité⁸ (Ashley, 1987 : 53). Bref, l'approche poststructuraliste permet à Campbell (1998b) d'opérer une reconceptualisation radicale de la politique étrangère :

« Foreign policy shifts *from* a concern of relations *between* states that take place *across* ahistorical, frozen, and pregiven boundaries, *to* a concern with *the establishment of the boundaries* that constitute, at one and the same time, the “state” and “the international system.” Conceptualized in this way, foreign

⁷ D'autres auteurs, comme Guillaume (2002), préfèrent parler d'identité nationale comme processus, comme pratique de représentation productrice de frontières (Guillaume, 2002 : 15). Étant donné la similarité entre les deux approches, nous avons choisi de conserver les termes employés par Campbell (1990, 1998a, 1998b, 1999) afin d'éviter la confusion.

⁸ Notons que si la Politique Étrangère s'occupe surtout d'imposer une interprétation de l'identité nationale (mais aussi de toute identité présentée comme plus large que l'État, comme une identité régionale – l'identité européenne, par exemple – ou encore une identité « civilisationnelle » – comme l'appartenance à l'Occident, au Tiers-Monde, etc.), il n'en va pas de même pour la politique étrangère. Cette dernière mène à la définition de l'ensemble des identités au sein d'une société donnée, allant par exemple de « qu'est-ce qu'un vrai Canadien » à « qu'est-ce qu'une vraie femme/un vrai homme ». Ce faisant, la politique étrangère discipline les individus : elle impose une identité et légitime la marginalisation de tous les individus qui seraient jugés déviants par rapport à cette norme.

policy comes to be seen as a political practice that makes “foreign” certain events and actors. » (Campbell, 1998b : 61. En italiques dans l’original)

Comme tous les textes, ceux de la Politique Étrangère se situent dans un contexte discursif plus large. Pour Weldes (1999), ce contexte est l’imaginaire sécuritaire⁹, qu’elle définit comme « a structure of well-established meanings and social relations out of which representations of the world of international relations are created. » (Weldes, 1999 : 10) La Politique Étrangère est inséparable de cet imaginaire sécuritaire : d’une part, puisqu’un texte ne prend son sens qu’en lien avec un contexte discursif plus large (Verdonk, s. d : 18), c’est précisément l’imaginaire sécuritaire qui rend ces textes de la Politique Étrangère intelligibles. En outre, il trace les limites non seulement de ce qu’il est (im)possible de dire à propos de l’État et de l’identité nationale, mais aussi de qui peut parler en son nom. Dans le contexte qui prévaut actuellement aux États-Unis, ce sont les élites de sécurité nationale – représentants de l’État, bureaucraties gouvernementales, universitaires et *think tanks* spécialisés, *establishment* militaire, pundits, etc. – qui ont la légitimité de définir l’identité et l’intérêt nationaux, les menaces à ceux-ci et les moyens à prendre pour y faire face (Grondin, 2008 : 47-8; Weldes, 1999 : 11)¹⁰. Dit autrement, ce sont eux qui

⁹ Certains auteurs préoccupés plus spécifiquement par la géopolitique critique (Bialasiewicz *et al.*, 2007; Ó Tuathail, 1996; Ó Tuathail et Agnew, 1992) soulignent que cet imaginaire comporte une importante dimension géographique. En effet, la politique étrangère/Politique Étrangère consiste à rendre étrangers, extérieurs à soi, certains groupes d’individus. Ainsi, l’identité est définie dans l’espace, par une cartographie qui détermine qui nous sommes en déterminant où nous sommes situés (Grondin, 2008 : 260). Bialasiewicz *et al.* (2007) nomment même ce contexte discursif de la politique étrangère/Politique Étrangère « imaginaire géographique ». Néanmoins, nous avons jugé préférable de conserver l’expression d’ « imaginaire sécuritaire » proposée par Weldes (1999). D’une part, parce que l’imaginaire géographique repose sur une conception très large de l’« espace » (une territorialisation qui est à la fois physique et morale), qui est incluse dans le concept d’ « imaginaire sécuritaire ». D’autre part, et de façon plus importante, parce que dans le monde post-Deuxième Guerre mondiale, la constitution des Autres est intimement lié au discours sur la sécurité (nationale et globale) (Grondin, 2008; Shapiro, 1988 : 106). D’où la pertinence de mettre l’accent sur la dimension sécuritaire de la définition des identités.

¹⁰ Comme le souligne Grondin (2008) : « Les élites de la sécurité nationale représentent la catégorie d’individus qui se trouvent dans les plus hautes sphères du pouvoir ou qui ont une voix influente au sein de celles-ci (Weldes, 1999: 11). Ces élites sont les agents qui peuvent participer au débat politique sur les documents stratégiques, parce qu’ils possèdent une expertise, maîtrisent le langage et connaissent les enjeux qui sont débattus pour pouvoir intervenir de manière éclairée, un savoir/pouvoir

peuvent écrire les textes de la Politique Étrangère, et c'est pourquoi leurs discours sont par la suite réécrits par de nombreux acteurs situés à tous niveaux de la société¹¹. D'autre part, ces textes participent à la reproduction de cet imaginaire par sa réécriture. Bref, l'imaginaire sécuritaire et (les textes de) la Politique Étrangère se co-constituent.

Notons que la différenciation entre le Soi et l'Autre peut se faire de plusieurs manières, soit dans un rapport géographique – où la ligne de division serait par exemple la frontière territoriale de l'État –, politique – où la frontière, floue et malléable, se situe à un niveau idéologique – ou même temporel – où la frontière sert à délimiter ce qui est moderne et ce qui est pré-moderne, développé ou sous-développé, etc. (Hansen, 2006 : 47-50) Dans tous les cas, la fragilité de l'identification de l'État comme domaine souverain et ordonné, comme entité rationnelle garante de la sécurité des individus, fait en sorte que l'État doit toujours présenter les dangers comme étant extérieurs afin d'établir une distinction entre l'intérieur (ordonné) et l'extérieur (anarchique) (Campbell, 1998b : 63). Pour assurer sa reproduction comme sujet souverain, l'État « must continuously review the difference within itself, as well as between itself and other subjects, so as to constitute and preserve itself as a single sovereign unitary subject. » (Dillon, 1999 : 130). Par conséquent :

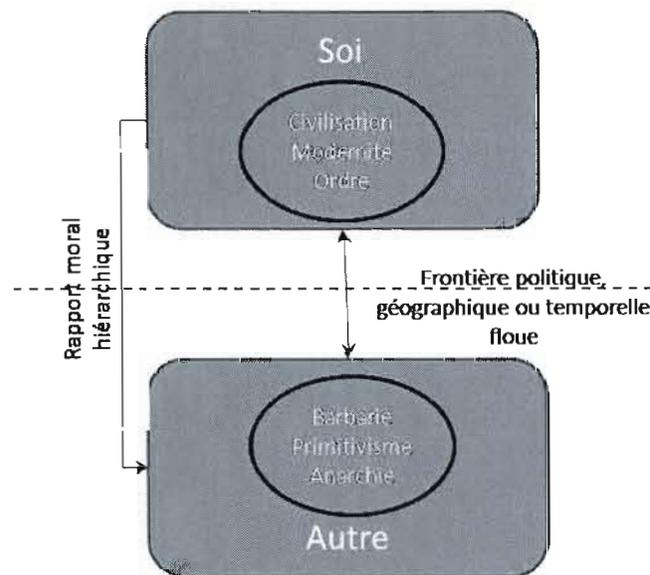
« for the state, identity can be understood as the outcome of exclusionary practices in which resistant elements to a secure identity on the “inside” are linked through a discourse of “danger” with threats identified and located on the “outside.” The outcome of this is that boundaries are constructed, spaces

qui leur est rendu possible par l'appartenance à cette élite, où le savoir donne accès au pouvoir et vice versa. Ce sont souvent ces agents qui ont l'autorité légitime pour transformer des enjeux et définir avec autorité les menaces internationales dans des discours sécuritaires dans lesquels s'engage l'État (Williams, 2003). » (Grondin, 2008 : 96)

¹¹ C'est pour cette raison que les auteurs poststructuralistes jugent important de s'attarder non seulement aux discours officiels d'élites politiques, mais aussi à ce qui est véhiculé dans les médias, dans le système d'éducation, dans la culture populaire, dans la famille, etc., pour montrer comment un discours est réécrit et vient à dominer dans une société donnée.

demarcated, standards of legitimacy incorporated, interpretations of history privileged, and alternatives marginalized. » (Campbell, 1998b : 68)

Figure 2.1 Co-constitution des identités nationales



Si l'identité se définit toujours par rapport à la différence, dans un rapport d'altérité impliquant une valorisation du Soi aux dépens de l'Autre (Shapiro, 1988 : 123), ce rapport d'altérité n'est pas nécessairement radical. En d'autres termes, la politique étrangère n'implique pas toujours une « démonisation » de l'Autre (Hansen, 2006 : 37). C'est dans des moments de crise identitaire, lorsque l'instabilité de l'identité nationale (étatique) est mise en évidence et qu'émergent des interprétations alternatives qui la contestent, ou lorsque la frontière entre le Soi et l'Autre apparaît comme floue, que les acteurs cèdent généralement à ce que Campbell (1998b : 131)

nomme la tentation d'altérité (*temptation of otherness*) et Connolly (2002 : 8), le second problème du mal (*second problem of evil*) : pour sécuriser sa propre identité et notamment se distinguer clairement de l'Autre, l'État procède à une « démonisation » de l'Autre, qui est présenté non plus simplement comme différent mais bien comme une *menace à l'existence du Soi*. L'Autre menace par ses actions, mais aussi par le simple fait d'être autrement, ce qui met en exergue l'instabilité et l'incertitude de l'identité du Soi comme seule forme d'identité possible et souhaitable (Emmanuel Levinas, cité dans Neumann, 1996 : 151; Weldes, 1999 : 221-2). Paradoxalement, donc, cette altérité, qui permet de fixer l'identité nationale, fragilise du même coup cette dernière, qui doit conséquemment constamment se réécrire (Seidman, 1995 : 130). Dans une telle situation, la politique étrangère/Politique Étrangère devient un véritable discours de la peur et du danger, un « évangélisme de la peur » qui légitime l'usage de la violence au nom de la sécurité nationale (Campbell, 1998b : 49-50). En d'autres termes, ces menaces à l'État sont la condition d'existence de ce dernier (Ashley, 1989 : 303; Campbell, 1998b : 13), d'autant plus que l'État moderne établit sa légitimité sur la sécurité et l'ordre qu'il offrirait aux individus le composant (Burke, 2007 : 225; Campbell, 1998b : 50). En définitive, les identités sont à la fois la fondation de la politique étrangère/Politique étrangère – le motif pour lequel l'action est présentée comme devant être entreprise – et son produit – ces discours permettant la (re)production des identités dites menacées (Hansen, 2006 : 21). L'identité et la politique sont donc ontologiquement inséparables (Ibid. : 27).

Tout ce qui précède permet de saisir l'importance du champ discursif comme champ de bataille politique où s'affrontent différentes interprétations du monde via des pratiques de représentation (Seidel, 1985 : 44; Shapiro, 1988 : 12). En tant qu'ils (re)produisent la réalité, les discours sont inséparables du pouvoir (Foucault, 1975 : 36; Grondin, 2008 : 50) et c'est pourquoi les acteurs se livrent une lutte acharnée pour obtenir la légitimité de parler (au nom) d'un objet, d'un sujet ou d'un événement (Foucault, 1969 : 90). Le simple fait de nommer un objet, un sujet, un phénomène

permet à celui qui nomme de le définir et de le contrôler (Bhatia, 2005 : 8-9; Strong, 1984 : 99). Les acteurs qui parviennent à imposer leur représentation obscurcissent la fluidité de la réalité et des identités, ou plutôt leur foisonnement; à force d'être répétée, cette interprétation unique vient qu'à être considérée comme une réalité évidente et non problématique, en d'autres termes, elle devient un *régime de vérité*. Institutionnalisé, le discours semble naturel et stable; il fait partie du sens commun, devient doxa¹²; et l'on oublie qu'il ne s'agit que d'une interprétation, qui repose non seulement sur l'exclusion d'une foule d'interprétations alternatives (George, 1994 : 208; Shapiro, 1988 : 15; Weldes, 1999 : 226), mais aussi sur la marginalisation littérale de groupes d'individus – les Autres au sein du Soi, rendus étrangers par la politique étrangère/Politique Étrangère qui leur attribue la responsabilité du (ou d'un) mal (Campbell, 1999 : 27). D'où l'importance, pour les auteurs postmodernistes, d'adopter un point de vue sceptique et critique vis-à-vis de ces discours, de créer un foisonnement de discours alternatifs s'opposant aux discours dominants afin de réintégrer la possibilité d'identités multiples et mouvantes.

2.2 Les discours de l'identité nationale américaine

Ainsi, toute nation est une communauté imaginée (pour reprendre l'expression popularisée par le théoricien politique Benedict Anderson), créée par l'articulation continue des discours qui la nomment et la caractérisent. Ceci s'avérerait particulièrement dans le cas de l'Amérique, qui serait selon Campbell (1998b : 197; 1995 : 166-7) la communauté imaginée par excellence. En effet, depuis les débuts de ce qui devait devenir l'Amérique, l'identité américaine est extrêmement fragile. D'une part, à l'origine, l'absence de critères d'identité commune jugés stables – les colons n'ayant pas de racines ethniques, de religion et de langage communs (Grondin, 2008 : 126) – était problématique pour la création d'une telle identité, nécessaire à la

¹² Terme proposé par Pierre Bourdieu pour décrire précisément cet aspect stable du discours, lorsque ce dernier a été naturalisé. Dans Shapiro, 1988 : 112-3.

cohésion interne. D'autre part, la frontière entre les Américains et les « Autres » a toujours été particulièrement floue et difficile à tracer en raison de leur proximité (Engelhardt, 1995 : 19). Tout d'abord, il existait au départ une grande incertitude quant au statut « majoritaire » des colons européens en Amérique, ceux-ci étant non seulement représentés comme marginaux par l'Europe – comme des quasi exilés en de contrées lointaines et barbares – et étant, de surcroît, en nombre largement inférieur aux autres habitants du continent américain (Ibid. : 19-20). Ensuite, l'Amérique est caractérisée par une absence de frontières territoriales, sinon littérale¹³, au moins imaginaire, les Américains s'étant toujours représentés comme l'incarnation de la civilisation et de l'humanité tout entière (Ó Tuathail et Agnew, 1992 : 197). Les frontières physiques étant en quelque sorte une représentation territoriale des frontières identitaires et morales, l'absence de représentations territoriales fortes de l'identité américaine rend cette dernière plus fragile. Bref, ces éléments, parmi d'autres, mettent en évidence la précarité originelle de l'identité nationale américaine et permettent de comprendre l'absence de cohésion qui a longtemps caractérisé cette société.

Dans un tel contexte, l'identité nationale américaine s'est construite non pas tellement en référence à un héritage ethnique, une langue ou une religion communs¹⁴, mais plutôt autour de valeurs, de croyances et d'idées partagées (Grondin, 2008 : 126). Celles-ci constituent des discours sur l'identité, qui sont réécrits et transformés à tous les niveaux de la société à travers les textes de la politique étrangère/Politique Étrangère américaine. À force d'être répétés, ces discours sont devenus des mythes, c'est-à-dire :

¹³ Il est intéressant de souligner qu'au départ, il s'agissait d'une véritable absence de frontière, le gigantesque continent s'étendant vers l'ouest à l'infini (Engelhardt, 1995 : 19).

¹⁴ Bien que l'on ne puisse pas nier que ces éléments aient joué un rôle dans la construction de cette identité, comme en témoignent par exemple la discrimination systématique à l'égard de certains groupes ethniques et le fait que la pleine citoyenneté a longtemps été réservée à des Blancs d'origine européenne (Balthazar, 2003 : 58).

« stories drawn from a society's history that have acquired through persistent usage the power of symbolizing that society's ideology and of dramatizing its moral consciousness – with all the complexities and contradictions that consciousness may contain. Over time, through frequent retellings and deployments as a source of interpretive metaphors, the original mythic story is increasingly conventionalized and abstracted until it is reduced to a deeply encoded and resonant set of symbols, “icons,” “keywords,” or historical clichés. In this form, myth becomes a basic constituent of linguistic meaning and of the processes of both personal and social “remembering.” » (Slotkin, 1993 : 5)

Bien que ces mythes fussent présents dès la colonisation anglaise, ils ne sont évidemment pas restés figés à travers le temps. Une généalogie de ces discours s'avèrerait cruciale pour bien comprendre l'évolution de l'identité américaine, mais ceci dépasse largement les objectifs du présent travail¹⁵. Eu égard à la relative stabilité temporelle des discours fondateurs de l'identité américaine, nous nous attarderons principalement à les rendre explicites dans les pages qui suivent. Ceci constituera une première étape visant à montrer comment ces discours permettent de (ré)écrire une identité américaine moralement supérieure, si bien que celle-ci soit devenue doxa¹⁶ pour les Américains (Hunt, 1987 : 13).

Le mythe de *l'exceptionnalisme américain* est probablement le discours le plus important de l'identité américaine (Élise Marienstras, citée dans Grondin, 2008 : 128-9). Selon ce discours, l'Amérique serait une nation élue par Dieu en vue de fonder une « cité sur la colline », libérée de la corruption et de l'oppression

¹⁵ Quelques auteurs comme Anders Stephanson (1995), Michael Hunt (1987) et Tom Engelhardt (1995) se sont attardés à faire une généalogie partielle de certains des discours de l'identité nationale américaine. J'inclurai donc dans ce travail quelques éléments de transformation soulignés par ces auteurs, qui sont pertinents pour le travail et le mémoire projeté.

¹⁶ En effet, s'il existe des divergences d'opinion politique importantes aux États-Unis, très peu remettent en question ces discours fondateurs. On n'a qu'à penser à la division entre « internationalistes » et « isolationnistes » de la politique étrangère américaine (Stephanson, 1995) – à laquelle Nau (2002) ajoute la position « réaliste » – ou encore, à l'instar de la typologie proposée par Mead (2003), entre hamiltoniens, wilsoniens, jeffersoniens et jacksoniens. Une analyse approfondie permet de voir que les divisions ne reposent en fait que sur des *interprétations différentes des mêmes mythes*. Par exemple : l'exceptionnalisme américain doit-il être préservé de l'influence extérieure corruptrice (isolationnisme) ou, au contraire, entraîne-t-elle la responsabilité d'étendre la liberté dans le monde entier (internationalisme)?

caractéristiques de l'Europe (Adas, 2001 : 1692; Daniel Bell, cité dans Burke, 2007 : 220; Kagan, 2006 : 7). Dans les mots de McClay (2004 : 11-12), l'Amérique se verrait ainsi comme la Nation Rédemptrice de l'humanité. Et, en tant que telle, elle ne serait pas sujette aux mêmes lois historiques que les autres, notamment en rapport aux cycles d'expansion et de déclin qui guettent toute puissance (Hunt, 1987 : 32). Cette idée du caractère divin de l'exceptionnalisme américain s'est diluée avec le temps, pour faire place à une version sécularisée libérale mais non moins centrale à l'identité américaine (Adas, 2001 : 1695; Grondin, 2008 : 128) : les États-Unis seraient ainsi un modèle de société libre et démocratique, le point culminant du progrès de l'humanité, en raison de la qualité de ses institutions politiques et économiques.

Dans tous les cas, cet exceptionnalisme est sous-tendu par une cartographie¹⁷ morale du monde, où les États-Unis occupent la place prédominante. Cette cartographie divise le monde selon une hiérarchie morale fortement genrée¹⁸ et racialisée. D'une part, elle s'inscrit dans un régime de vérité masculin/féminin¹⁹, où le principe masculin – associé à la raison, la rationalité, la force et la vertu – est jugé supérieur à sa contrepartie féminine (Campbell, 1998b : 9-11). Le discours sur l'État

¹⁷ Une cartographie se définit comme « une représentation territoriale sous la forme d'une carte mentale ou illustrée. » (Grondin, 2008 : 260) Nous faisons ici référence à la représentation du monde prédominante aux États-Unis, qui définit la nature du système international, attribue une signification aux territoires, situe les alliés et les ennemis et hiérarchise les entités selon leur valeur morale, leur degré de développement, etc. Évidemment, cette cartographie évolue avec le temps. La cartographie américaine post-11 septembre 2001 se situe à la fois en continuité avec les précédentes et en rupture avec celles-ci (ne serait-ce que parce que les « Autres » changent même si le besoin vital d'altérité pour l'État, lui, demeure).

¹⁸ Dans le cadre de notre mémoire, nous définissons le genre comme « a symbolic system, a central organizing discourse of culture, one that not only shapes how we experience and understand ourselves as men and women, but also interweaves with other discourses and shapes *them* » (Carol Cohn, citée dans Brunner, 2008 : 222. En italiques dans l'original). Ce régime de vérité est fondé sur des catégories binaires, où le principe masculin est associé à des caractéristiques « positives » comme la force, le courage, la rationalité, etc., alors que le principe féminin est associé aux caractéristiques « négatives » opposées comme la faiblesse, la vulnérabilité, l'émotivité, etc. Dans cette optique, le genre féminin est vu comme la version déviante du genre masculin (Manjikian, 2008). Dans le discours dominant, ces identités féminine et masculine sont représentées comme indissociables du sexe, ce que le féminisme postmoderniste rejette radicalement (voir par exemple Butler, 2009).

¹⁹ Plusieurs auteurs féministes ont montré comment l'État et ses actions ont dès le départ été définis en fonction de catégories (et de hiérarchies) de genre, représentation reproduite par les politologues et spécialistes des relations internationales (Delehanty et Steele, 2009 : 530).

moderne est indissociable de cette hiérarchie de genre, l'État et le politique ayant depuis toujours été représentés comme « masculins » (à l'opposé, par exemple, d'une sphère privée « féminisée » et donc dévalorisée). Dans un tel contexte discursif, les États-Unis se représentent comme étant essentiellement masculins et, ce faisant, ils s'attribuent les caractéristiques (positives) qui y sont associées. Par le fait même, ils représentent les Autres comme étant féminins – irrationnels, faibles et dépendants – et donc moralement inférieurs, ce qui légitime la domination américaine²⁰. C'est donc dire que la représentation des États-Unis comme étant supérieurs repose sur l'existence d'un Autre « féminin » et donc sur une relation de domination qui ne peut être comprise que par l'inclusion de la notion de genre dans l'analyse²¹.

D'autre part, la supériorité américaine repose aussi sur une hiérarchie raciale basée sur la couleur de la peau, mais impliquant un niveau de développement à la fois physique, intellectuel et moral (Hunt, 1987 : 48). Appuyée par des études à prétention scientifique, cette hiérarchie crée et justifie dans un même temps la supériorité blanche anglo-saxonne et la domination sur les autres, en particulier les populations situées au bas de l'échelle raciale. Aujourd'hui et depuis le milieu du 20^e siècle, cette hiérarchie n'est plus explicitement fondée sur la race : elle est plutôt exprimée en termes de développement, de modernité et de « degré de civilisation » (Ibid. : 160-2). Mais au final, il s'agit encore d'une hiérarchie raciale justifiant la supériorité américaine/occidentale sur le reste du monde, comme le montre de façon éloquente Said (2005). En somme, ces hiérarchies de genres et de races, qui ne reposent au fond que sur elles-mêmes en tant que discours, confortent l'Amérique dans son caractère exceptionnel, ce dont attesterait l'épanouissement de la démocratie, de

²⁰ Notons que la domination peut prendre la forme tant d'une extermination physique que d'une « mission civilisatrice ». Dans tous les cas, il s'agit d'une domination violente, puisqu'une hiérarchie morale est imposée (comme nous l'avons montré dans la première partie de ce travail).

²¹ Cet « Autre féminin » est à la fois externe (incarné par les États du Tiers-monde) et interne (incarné par certains groupes de la société civile) (Delehanly et Steele, 2009 : 530).

l'individualisme, de la mobilité sociale, de la société civile, de l'esprit d'entreprise, des bonnes conditions (matérielles) de vie, etc.

Comme on peut le remarquer, l'exceptionnalisme américain est intimement lié au *libéralisme* hérité des Lumières et du puritanisme. D'une part, les textes fondateurs des États-Unis comme la Déclaration d'indépendance et la Constitution mettent en évidence le caractère central de la philosophie des Lumières, et en particulier celle de John Locke, en faisant la promotion de la liberté, de la rationalité et des droits individuels (Balthazar, 2003 : 46). À ce dernier égard, le droit de propriété tel que théorisé par Emerich de Vattel et John Locke est particulièrement central, puisqu'il a servi à renforcer la hiérarchie raciale et à justifier l'appropriation du territoire par les colons : en effet, selon cette perspective, la propriété de la terre revient non pas à celui qui l'habite à l'origine (l'autochtone), mais bien à celui qui la cultive, qui la rend productive (Stephanson, 1995 : 25). L'établissement par voie de révolution tempérée d'une république dotée d'un mécanisme central d'équilibre des pouvoirs témoigne aussi du libéralisme américain et de sa crainte des extrêmes (Hunt, 1987 : 96; Nau, 2002 : 65-6). D'autre part, le puritanisme du 17^e siècle a légué certaines valeurs comme l'individualisme²², la liberté²³, ainsi qu'une éthique du travail fortement liée au capitalisme. Les héritages des Lumières et du puritanisme créent donc un libéralisme *universaliste*, qui voit dans l'expansion des valeurs libérales à travers le monde un progrès, résultat d'une loi générale naturelle (Stephanson, 1995). Les valeurs libérales américaines étant vues comme les meilleures²⁴, ce à quoi tous les peuples aspirent, les Américains auraient par

²² Les Puritains rejettent toute autorité religieuse temporelle – qu'il s'agisse du Pape ou de la Couronne britannique – et entretiennent une relation personnelle avec Dieu. Ceci aurait suscité un individualisme de la société américaine qui a participé de l'idéologie libérale américaine (Balthazar, 2003 : 45).

²³ Puisqu'ils avaient fui la répression religieuse de l'Europe. C'est d'ailleurs à cette répression que l'on attribue la crainte persistante d'un gouvernement central fort chez les Américains, et donc des mécanismes d'équilibres des pouvoirs mis en place pour faire contrepoids à l'exécutif.

²⁴ D'ailleurs, selon David Grondin, le libéralisme constituerait littéralement une religion civile et politique aux États-Unis (Grondin, 2008 : 129). Si bien que cette religion civile libérale aurait ses textes sacrés – Déclaration d'indépendance, *Bill of Rights*, Constitution américaine, etc. –, ses

conséquent la responsabilité d'aider les autres à les embrasser (Sjöstedt, 2007 : 243; Weldes, 1999 : 208)²⁵.

Ainsi, l'exceptionnalisme et le libéralisme sont intrinsèquement liés à un troisième mythe fondateur de l'identité américaine : la *destinée manifeste*, soit le devoir de répandre la liberté – conçue dans les termes du libéralisme économique et politique – dans le monde (O'Meara, s. d : 7; Stephanson, 1995 : xii). Ceci est explicitement mentionné dans nombre de discours officiels, comme en témoigne le discours à la nation prononcé par le président sortant George W. Bush en 2002 : « America will always stand firm for the non-negotiable demands of human dignity: the rule of law; limits on the power of the state; respect for women; private property; free speech; equal justice; and religious tolerance. » (Bush, 2002c). Cette croyance en une mission providentielle pour l'Amérique a traditionnellement été interprétée de deux manières différentes : la version « isolationniste » (ou « exemplariste²⁶ ») soutient que les États-Unis doivent constituer un phare de la civilisation en donnant l'exemple aux autres, alors que la version « internationaliste » (ou « vindicative ») argue que les États-Unis ont la responsabilité de propager activement les valeurs libérales dans le monde. Suivant cette seconde version, le mythe de la destinée manifeste a depuis longtemps servi de contexte discursif à l'écriture et la réécriture

rituels/cérémoniaux – 4 juillet, Jour du Souvenir (*Veterans Day*) – et ses temples – le Capitole, la Maison-Blanche, le *Lincoln Memorial* (McClay, 2004 : 12).

²⁵ Bien qu'une vision « isolationniste » de la politique étrangère ait à certains moments dominé la Politique Étrangère américaine, ceci ne remet pas radicalement en question ce discours de la destinée manifeste, comme nous le verrons un peu plus loin. En effet, Stephanson (1995) montre par exemple que Thomas Jefferson – décrit par Mead (2003) comme un isolationniste – était résolument engagé dans un projet d'expansion continentale en vue de constituer un empire de la liberté (Stephanson, 1995 : 22-3). Par ailleurs, Hunt (1987) souligne que le mythe de l'exceptionnalisme américain, qui implique que les États-Unis ne sont pas sujets aux mêmes lois historiques que les autres, a permis de justifier l'interventionnisme sous prétexte que celui-ci n'entraînerait pas la chute de la république; qu'au contraire, la grandeur à l'étranger glorifierait la liberté en Amérique et qu'inversement, la liberté sanctifierait la grandeur nationale (Hunt, 1987 : 42).

²⁶ Jackson (2004) juge en effet problématique la distinction entre « internationalisme » et « isolationnisme » et propose de la remplacer par un débat entre une vision « exemplariste » et une autre « vindicative » (Jackson, 2004 : 176-7). Néanmoins, étant donné qu'un grand nombre d'auteurs présentent le débat en termes de la première distinction, nous avons choisi de la conserver dans le travail.

d'une mission civilisatrice (Stephanson, 1995 : 87-88) selon laquelle les Américains auraient le devoir d'intervenir pour libérer les populations de l'oppression – commise par des puissances étrangères ou par des dirigeants tyranniques – et de leur propre barbarie. Les Américains auraient ainsi la responsabilité de mettre fin au primitivisme et d'étendre la civilisation et la liberté, même s'il faut pour ce faire user de violence. C'est en ce sens que Grondin (2008) parle des États-Unis comme d'un empire libéral justifiant son expansion territoriale par la poursuite du bien commun (Grondin, 2008 : 136-148; voir aussi Kagan, 2006). Toutes les guerres, depuis celle de 1812, ont été menées au nom de la protection et de l'expansion de la liberté (Anderson et Cayton, 2005 : xx). Cette dernière étant assimilée aux États-Unis, les Américains conçoivent les guerres menées par leur pays comme un sacrifice collectif pour la défense de la liberté de l'humanité entière. Ils voient donc toute attaque contre les États-Unis comme une attaque contre les valeurs libérales elles-mêmes (Ibid. : 423). En somme, le discours de la destinée manifeste place l'Amérique au sommet de la hiérarchie civilisationnelle et reproduit par le fait même la cartographie morale genrée et racialisée dont nous avons brièvement parlé plus haut.

Mais ce caractère exceptionnel de l'Amérique et cette cartographie morale sont loin d'être stables, même au sein de la société américaine et ce, en raison de la proximité entre celle-ci et ses Autres. Cette insécurité identitaire a mené les États-Unis, à plusieurs reprises au cours de leur histoire²⁷, à céder à la tentation d'altérité : par des discours de la peur et du danger, l'Autre est transformé en une menace existentielle au Soi. Cet Autre, non humain, est l'incarnation du mal puisqu'il s'oppose aux valeurs libérales américaines prétendument universelles. Il constitue par

²⁷ Michael Rogin parle d'une « caractéristique persistante de la politique américaine qui consiste à diaboliser ses ennemis politiques, que ce soit en les caricaturant, en les stigmatisant, ou encore en les déshumanisant. Ces monstres, qui vont de l'Indien cannibale aux agents du terrorisme international en passant par le Noir violeur, la papale putain de Babylone, le monstre à tête d'hydre qu'est la Banque des États-Unis, le démon de l'alcoolisme, l'anarchiste jeteur de bombes ou les tentacules omniprésents du complot communiste, sont autant de figures des cauchemars qui hantent si souvent la vie politique américaine » (Rogin, 1998 : 17).

le fait même une menace pour l'humanité tout entière et c'est pourquoi les Américains, en tant que défenseurs de la liberté, ont le devoir de l'éliminer, soit en l'exterminant, soit en lui montrant la voie de la rédemption : la reconnaissance de la supériorité américaine et des valeurs libérales (O'Meara, s. d. : 8). Cette représentation manichéenne d'un monde divisé entre bien et mal permet tout à la fois de positionner les États-Unis du côté du bien et ses adversaires du côté du mal (Edwards, 2004 : 164; Kline, 2004 : 455), de consolider la hiérarchie morale à la tête de laquelle se positionnent les États-Unis et de légitimer l'usage de la violence à l'égard des Autres. D'ailleurs, Anders Stephanson souligne avec justesse l'importance de la violence commise envers ces « Autres » externes et de l'oppression des éléments subversifs à l'interne dans la (re)production de l'identité américaine (Stephanson, 1995 : 14). Plus spécifiquement, les victoires militaires écrasantes des Américains sur ses Autres ont toujours permis le renforcement du mythe de l'exceptionnalisme, en mettant en évidence la faveur divine à leur égard²⁸, de même qu'en réécrivant la hiérarchie morale genrée et racialisée – qu'elles présentent comme s'inscrivant dans l'ordre naturel des choses. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, cette importance du militaire dans l'identité nationale américaine est encore plus centrale, comme en témoigne l'avènement d'un État de sécurité nationale (*National Security State*) (Grondin, 2008 : 165). La réécriture des discours de la peur et du danger par les élites de sécurité nationale et les médias de masse et de culture populaire a suscité la diffusion d'une culture de la paranoïa²⁹ qui a mené à une acceptation collective de l'omniprésence d'une menace existentielle et de

²⁸ Les Puritains d'origine voyaient leur périple comme un nouvel Exode, selon lequel : « If the chosen ones adhere to God and His law and, especially, do not turn away toward other deities, He will lead them to a predetermined spot of land, *clear it of enemies*, and allow His people a future of endless milk and honey. » (Stephanson, 1995 : 7. Italiques ajoutées).

²⁹ Cette culture de la paranoïa s'inscrirait aussi, selon Campbell (1998b) et Debrix (2008), dans le contexte plus large de la mondialisation de l'incertitude (*globalization of contingency*), attribuable à la raréfaction des discours et donc de la fragilisation des systèmes de pensée jusque là jugés stables. Dans ce contexte, les médias de masse s'inséreraient selon Debrix (2008) **dans les failles** de ces systèmes de pensée et, par leur discours de genre tabloïd, tenteraient d'imposer un sens et un mode de rationalisation à ces peurs et anxiétés généralisées (Debrix, 2008 : 20-28).

la nécessité d'être constamment prêt à y faire face. Ces discours et leur réécriture offrent donc une légitimité renouvelée à l'État américain, qui consolide son rôle de garant de l'ordre et de la sécurité face à un extérieur anarchique et menaçant (Campbell, 1998b : 50). Mais dans un même temps, cela témoigne aussi de l'extrême fragilité de l'identité américaine qui, ayant des frontières particulièrement floues, doit perpétuellement se réécrire par la constitution de menaces à travers les textes de la politique étrangère/Politique Étrangère (Campbell, 1998b : 133-198; Grondin, 2008 : 192)³⁰.

2.3 L'analyse de discours poststructuraliste comme méthode

La définition du concept d'identité nationale, rendue explicite dans la première partie du travail et précisée dans la seconde avec l'exemple américain, met en relief le caractère central de l'analyse de discours comme méthode d'analyse. En tant que représentations du monde, les discours sont véhiculés par des symboles, des signes (Laffey et Weldes, 1997 : 216), à travers des textes qui, tel que nous l'avons mentionné dans la première partie de ce travail, réécrivent les discours qui les rendent possibles. Comme nous l'avons vu, les discours qui constituent et reproduisent l'identité nationale sont (ré)écrits dans les textes de politique étrangère/Politique Étrangère. Ainsi, il est impératif de se tourner vers ces derniers pour voir comment y sont articulés les discours sur l'identité³¹ et comment ils reproduisent ou transforment cette dernière. Plus spécifiquement, il s'agit de perturber, déstabiliser et dénaturer les discours sur l'identité en révélant le caractère éminemment politique de cette

³⁰ Deleuze et Guattari (1980) relèvent bien ce paradoxe dans leur théorisation de la machine de guerre, dont l'État a besoin pour survivre mais qui finit invariablement par échapper à son contrôle. Une fois mise en marche par l'État, la machine de guerre occupe tout l'espace et, par le fait même, menace de faire éclater les cloisons que l'État cherchait à protéger avec elle (par-dessus tout : la distinction entre l'intérieur ordonné et l'extérieur anarchique) (Deleuze et Guattari, 1980; Debrix, 2008 : 96-97).

³¹ Mais aussi, dans certains cas, l'absence de représentation de certains objets/sujets, puisque les silences sont autant un exercice de pouvoir que les représentations discursives explicites (Jackson, 2008 : 379).

dernière, afin de montrer qu'elle n'est ni naturelle, ni homogène, ni stable, au contraire de ce que les discours le laissent croire.

Aborder l'identité nationale par le biais d'une épistémologie fondée sur le discours ne revient donc pas à étudier l'inobservable en faisant fi de toute méthodologie, malgré ce que plusieurs critiques prétendent. Malheureusement, le champ méthodologique a longtemps été délaissé par les auteurs postmodernistes, qui y voyaient un champ de domination du scientisme³², qui constituerait un régime de vérité marginalisant les expériences et perspectives alternatives (Milliken, 1999 : 227). Dans les dernières années, certains auteurs poststructuralistes ont néanmoins réinvesti ce champ afin d'élargir la réflexion méthodologique en matière d'analyse de discours critique et notamment Lene Hansen qui, en 2006, a publié le premier véritable guide de méthodologie de recherche poststructuraliste (Grondin, 2008 : 51). Elle y démontre que l'analyse de discours poststructuraliste peut (et doit) se faire à l'intérieur d'un cadre théorique et méthodologique rigoureux, mettant de l'avant une analyse empirique (Hansen, 2006).

Conceptualiser les identités comme étant (re)produites à travers le discours ouvre la possibilité d'une déstabilisation de l'interprétation qui leur est attribuée et que l'on croyait stable (Grondin, 2007 : 277; Hansen, 2006 : 21). Cette déstabilisation, qui est l'objectif premier d'une analyse postmoderniste, peut se faire par l'emploi de l'une ou l'autre de trois stratégies d'analyse critique principales : l'intertextualité³³, la déconstruction, et la généalogie³⁴ (Grondin, 2007 : 261-3).

³² Le scientisme est « [u]ne conception de la production de la connaissance basée sur le modèle des sciences dites exactes en faisant correspondre l'observation empirique et la vérité scientifique. » (Grondin, 2007 : 280)

³³ La stratégie intertextuelle repose sur la conception du texte décrite dans la première partie du travail, qui affirme que le texte a une multitude de significations possibles, qui sont fonctions des diverses interprétations faites par les lecteurs en référence à d'autres textes déjà lus. Suivant cette perspective, la stratégie intertextuelle consiste dans un premier temps à « exposer les jeux intertextuels – c'est-à-dire les va-et-vient et les liens implicites ou explicites entre plusieurs textes qui sont générés par la relecture d'un texte – qui sont sous-jacents à la politique de la puissance (ce qui est souvent compris comme le « sens commun » [...]). » (Grondin, 2007 : 261) Une telle dénaturalisation du discours

Comme notre mémoire consistera en une déconstruction de la Politique Étrangère américaine vis-à-vis de l'Iran dans le contexte de la guerre contre le terrorisme, nous nous attarderons principalement sur cette stratégie derridienne³⁵ dans l'élaboration méthodologique qui suit.

La stratégie de déconstruction cherche à déstabiliser radicalement un texte, en montrant que la « vérité » qu'il prétend énoncer – le ou les discours dominant(s) qu'il (ré)écrit – ne repose sur aucun fondement stable (Grondin, 2007 : 277). En particulier, puisqu'un texte se fonde sur une série de termes mis en opposition – étant donné la structure binaire du langage – la déconstruction permet de mettre en exergue le caractère construit de cette structure narrative et donc de montrer que la hiérarchie morale qui s'en dégage est non seulement problématique (Connolly, 1984 : 154; Rattansi, 1995 : 251; Seidman, 1995 : 125), mais consiste en outre en une violence faite aux objets et sujets qui y sont représentés (Jacques Derrida, cité dans Zehfuss, 2002 : 202-4).

Tout cela implique nécessairement un choix des discours et des textes à déconstruire. Tout d'abord, il importe de cerner les discours que l'on souhaite analyser : puisque les discours dominants sont le résultat de luttes politiques entre des acteurs qui tentent d'imposer leur représentation, il existe une foule de discours en

permet, dans un second temps, de multiplier les interprétations d'un même texte suivant de nouveaux liens intertextuels et ainsi, de faire émerger une foule d'interprétations alternatives qui avaient jusque là été marginalisées par le discours dominant. Selon les termes de Pierre Bourdieu, il s'agit de rendre discursif ce qui ne l'est pas ou ne l'est pas encore à cause d'une marginalisation par le discours dominant (cité dans Shapiro, 1988 : 23).

³⁴ La méthode généalogique est une méthode d'analyse historique qui cherche à montrer comment un objet, un sujet ou un phénomène a été rendu possible. Il s'agit en quelque sorte d'une histoire du présent (Campbell, 1998b : 5; Grondin, 2007 : 262). Ainsi, la généalogie consiste à faire « une histoire des récits et de la production de la connaissance historique » (Grondin, 2007 : 262) ou encore, une histoire du fonctionnement de certains termes et concepts au sein de discours particuliers (Campbell, 1998b : 6). Une telle histoire permet de mettre en relief les points de rupture, les discontinuités du discours. Par le fait même, la généalogie re-politise à son tour les discours dominants en montrant que la stabilité temporelle du discours est maintenue par le discours lui-même (Milliken, 1999 : 243) et donc que la « réalité » constituée par celui-ci est historiquement contingente.

³⁵ Jacques Derrida est considéré comme le « père » de la déconstruction (Grondin, 2007 : 262).

compétition – bien que cela soit obscurci par les discours dominants. Si l'analyse du discours dominant est suffisante à sa déconstruction³⁶, étudier aussi les discours qui s'y opposent permet de voir le degré d'hégémonie du premier et sa capacité de résister et de s'adapter aux seconds (Hansen, 2006 : 61). Par exemple, il serait possible d'étudier à la fois la représentation des États-Unis et de l'Iran des points de vue américain et iranien, de les comparer et de voir s'il existe un dialogue entre les deux et, si oui, de quelles façons ces représentations alternatives s'influencent mutuellement. En ce qui nous concerne, étant donné l'emploi de la méthode déconstructionniste et les limites imposées par le mémoire, nous concentrerons l'analyse sur la représentation américaine de l'Iran et de sa relation de co-constitution avec la représentation dominante de l'identité nationale américaine – telle que constituée par les discours que nous avons énoncés dans la seconde partie du travail.

Mais, une fois ces discours choisis, une seconde difficulté se pose : puisque la (re)production de l'identité est un processus continu, jamais achevé, et s'opérant à tous les niveaux de la société, le nombre des textes de la politique étrangère/Politique Étrangère est potentiellement infini. Il est par conséquent crucial de se poser la question du choix du corpus : quels textes sélectionner? Peut-on se limiter aux textes de dirigeants politiques? Selon Jackson (2005), ce type de textes est le plus important d'entre tous puisque ce sont eux qui définissent les paramètres de la pensée officielle et servent de base aux actions menées par l'État, au sein de la société et à l'« étranger » (Jackson, 2005 : 17). Dans le cas des États-Unis, les textes de Politique Étrangère écrits par la présidence sont centraux pour l'analyse de la (re)production de l'identité américaine dans une perspective relationnelle (Ó Tuathail et Agnew, 1992 : 195).

³⁶ Néanmoins, il importe de souligner que la déconstruction n'est jamais complètement achevée, puisqu'il est toujours possible d'interpréter autrement un texte (Grondin, 2007 : 262). La déconstruction ne se « suffit » donc jamais à elle-même, si l'on peut dire...

Néanmoins, si les textes de la présidence américaine sont cruciaux, ils s'avèrent insuffisants pour l'analyse. Un bon nombre d'auteurs postmodernistes en relations internationales s'accordent pour dire qu'il est impératif de s'attarder aux textes de ce que nous avons nommé – à l'instar de Weldes (1999) et Grondin (2008) – les élites de sécurité nationale³⁷. Grondin (2008) souligne à cet effet l'importance des documents stratégiques, qui permettent de comprendre les représentations que (se) font les décideurs politiques de l'identité nationale américaine et des menaces qui se posent à cette dernière. Par le fait même, ces documents participent à la (re)production de la cartographie morale du monde et rendent légitime – par et pour les dirigeants étatiques – l'utilisation de la violence à l'égard des Autres, qui y sont représentés comme menaces (Grondin, 2008 : 113-4). Par ailleurs, plusieurs auteurs mettent en lumière l'importance des textes d'experts de la sécurité nationale et des relations internationales dans la formulation et la reproduction des discours sur l'identité nationale, les menaces à cette dernière et les moyens qui doivent être pris pour y faire face. Dans une perspective poststructuraliste, il n'existe pas de distinction entre la théorie et la pratique : la production théorique est vue *comme pratique politique* (Campbell, 1998b; Hansen, 2006; Shapiro, 1988), parce qu'elle s'inscrit dans la lutte de représentations et participe à la (re)production ou la transformation des discours dominants. Ce caractère éminemment politique de la production théorique revêt un second sens en ce qui concerne les *think tanks*³⁸ américains influents, situés à mi-chemin entre le domaine académique et l'État : non seulement leurs discours sont souvent repris par les décideurs politiques, ces derniers sont aussi parfois directement conseillés par les experts de ces centres de recherche. Dans le cas de l'administration

³⁷ Rappelons que la catégorie d'élites de sécurité nationale regroupe les décideurs politiques, représentants de l'État, bureaucraties gouvernementales, universitaires et *think tanks* spécialisés, *establishment* militaire, pundits, etc. – bref, les acteurs à qui l'on accorde une légitimité de définir l'identité et l'intérêt nationaux, les menaces à ceux-ci et les moyens à prendre pour y faire face (Grondin, 2008 : 47-8; Weldes, 1999 : 11).

³⁸ Les *think tanks* sont des centres de recherche privés qui cherchent à promouvoir un point de vue politique particulier et donc d'influencer les politiques publiques internes ou internationales (Vaïsse, 2003 : 325).

sortante, plusieurs auteurs arguent d'ailleurs qu'il est impossible de comprendre l'émergence de la « doctrine Bush » sans tenir compte de l'influence de certains penseurs et *think tanks* néoconservateurs sur l'administration américaine³⁹.

Évidemment, une étude approfondie de la (re)production de l'identité nationale américaine nécessiterait d'analyser, en plus de ceux déjà mentionnés, des textes produits à tous les niveaux de la société, de la famille au chef d'État (Ó Tuathail et Agnew, 1992 : 194). Les médias de masse et de culture populaire, en particulier, se révèlent importants dans la mesure où ce sont eux qui relaient les stratégies sécuritaires et militaires à la population, les rendent acceptables, voire indispensables. Ceci est d'autant plus central que, comme le souligne Dodds (2008), la plupart des gens sont informés sur ce qui se passe dans le monde à travers les médias (Dodds, 2008 : 230). En ce sens, ces derniers participent à la création des conditions de possibilité des actions étatiques, légitiment les discours officiels et la cartographie qu'ils proposent, et contribuent à la mobilisation des citoyens en diffusant une culture de la paranoïa intimant une éternelle vigilance, en particulier à l'égard de certains groupes sociaux. En somme, à force de répéter les discours dominants (principalement ceux des élites de sécurité nationale), les médias renforcent l'hégémonie de ces discours en naturalisant, pour la population américaine, la cartographie morale américaine du monde (Bialasiewicz *et al.*, 2007 : 409; Dodds, 2008 : 230-1; Erickson, 2008 : 345; Grondin, 2008 : 118-121).

³⁹ Par exemple, Grondin (2008) souligne que les idées de changement de régime, d'unilatéralisme américain et de doctrine de préemption, trois éléments centraux de la « doctrine Bush », ont été développées par Robert Kagan et Bill Kristol avant d'être reprises dans la stratégie de sécurité nationale de 2002 et dans l'opération militaire américaine *Liberté de l'Irak (Iraqi Freedom)* (Grondin, 2008 : 97). Plusieurs membres influents de l'administration Bush sont des néoconservateurs notoires (Kline, 2004 : 456). De surcroît, Bialasiewicz *et al.* (2007) met en relief le rôle du *Project for a New American Century* (PNAC), qui aurait contribué (directement et indirectement) à la définition de la doctrine Bush en promouvant pour les États-Unis un rôle d'hégémon global, responsable de façonner l'ordre mondial en vue de prévenir les menaces (Bialasiewicz *et al.*, 2007 : 410). Certains membres du PNAC ont d'ailleurs occupé des postes clés de l'administration Bush (notamment Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz).

Néanmoins, étant donné les limites inhérentes à un mémoire de maîtrise, nous concentrerons notre analyse sur les textes officiels de l'administration Bush produits entre janvier 2005 et janvier 2009 (c'est-à-dire toute la durée de son second mandat), soit les conférences données par l'ancien président et les documents stratégiques produits par la Maison-Blanche. Nous tenterons ainsi de déconstruire ces textes en montrant comment ces derniers (re)produisent l'identité nationale américaine – telle que constituée par les discours principaux cités plus haut – comme moralement supérieure en construisant l'Autre iranien comme menace aux États-Unis et à l'humanité. S'il n'existe pas de méthode de déconstruction – celle-ci étant toujours singulière et située dans un contexte particulier (Grondin, 2007 : 277) – on peut tout de même relever ici certains éléments sur lesquels doit s'attarder l'analyse de discours poststructuraliste qui cherche à mettre en lumière la structure narrative d'un discours pour la déstabiliser. Premièrement, puisque les mots véhiculent les discours, leur choix n'est pas neutre et c'est pourquoi l'analyse s'attardera impérativement sur le *lexique* employé dans les textes. L'intertextualité fait que les mots ont une histoire et donc que la compréhension que les lecteurs en ont – de la relation que ces mots entretiennent avec les autres donc de leur charge morale positive ou négative – est orientée par les usages qui en ont été fait dans le passé (Cronick, 2002; Jackson, 2004 : 22). Ainsi, certains signifiants revêtent une connotation positive, alors que d'autres se voient attribuer une charge morale négative. Leur utilisation permet d'essentialiser certains sujets, objets ou phénomènes, c'est-à-dire de les constituer comme étant intrinsèquement positifs/supérieurs (à) ou négatifs/inférieurs (à). Par exemple, l'utilisation de termes liés à la masculinité pour représenter le Soi et, à l'inverse, de termes liés à la féminité pour représenter l'Autre, impose d'emblée des identités essentialisées et inscrites dans une hiérarchie morale constituée notamment par un régime Masculin/féminin (où le premier est valorisé *aux* dépens du second).

Par conséquent, il est crucial de s'attarder aux signifiants qui renvoient à ce régime de vérité, car ils sont révélateurs de l'idéologie du discours à l'étude⁴⁰.

Deuxièmement, les *tropes* qui parsèment le texte étudié jouent aussi un rôle central dans la représentation du Soi et de l'Autre puisqu'ils sont précisément des créateurs d'images. S'il existe un grand nombre de tropes, l'un d'entre eux s'avère crucial dans le contexte du discours de la peur et du danger, constitutif de l'identité nationale (notamment américaine) : la métaphore médico-chirurgicale (MMC)⁴¹. De manière générale, une métaphore consiste à employer un terme issu d'un champ lexical donné (et donc associé à une sphère de connaissances spécifique) pour traiter d'un objet/sujet associé à une autre sphère de connaissances, afin que celui-ci soit lu en fonction d'un autre contexte (Mutimer, 1997 : 194). Plus spécifiquement, et dans le cadre de la constitution des identités groupales ou nationales, la MMC consiste à substituer certains termes associés au champ lexical médical à d'autres associés à celui de la sécurité, ce qui permet de lire les textes de politique étrangère/Politique Étrangère dans un cadre biomédical. La représentation de la société comme corps (le « corps social ») génère une façon de pensée dichotomique, opposant ce qui est en santé/normal à ce qui est pathogène/étrange(r). La métaphore du « corps social » ouvre la voie à une « démonisation » de l'Autre, en ce qu'elle présente la pureté totale comme condition d'existence (de santé) de la société : tout ce qui est présenté comme déviant de la norme de santé établie, de pureté du corps social, est représenté comme une menace à l'intégrité de ce corps et devient donc un danger potentiellement existentiel pour ce dernier (Campbell, 1998b : 84; Hansen, 2006 : 82). Par le fait même, l'Autre est rendu extérieur au Soi (c'est un « corps étranger », un « agent pathogène » menaçant de créer le désordre chez un « corps social » sain) et est dénué

⁴⁰ C'est-à-dire, comme nous l'avons mentionné plus tôt, qu'il impose une représentation unique en la faisant paraître comme naturelle, évidente et stable.

⁴¹ Cette métaphore est particulièrement importante car, comme le montre Périès (2001), son utilisation n'a souvent pas besoin d'être justifiée. Elle est ainsi devenue catachrèse, c'est-à-dire qu'elle est passée dans le langage courant et de ce fait, n'est plus toujours perçue comme une métaphore. Ceci est révélateur de l'hégémonie particulière du discours que la MMC participe à reproduire.

de toute légitimité (Périès, 2001). Mais, puisque la pureté absolue est une impossibilité, le « sain » est toujours menacé par le désordre de la maladie, ce qui généralise un sentiment d'anxiété et avive la suspicion vis-à-vis des groupes rendus étrangers par leur représentation comme affection (Campbell, 1998b : 87). Enfin, l'utilisation du langage médical (re)produit une relation de pouvoir dans laquelle celui qui pose le diagnostic est revêtu du statut de médecin, qui implique compétence et savoir expert : placé en position d'autorité, il obtient le pouvoir de définir les menaces et d'identifier les solutions à mettre en œuvre pour les contrer (Campbell, 1998b : 84) et, par extension, pour conjurer la souffrance et la mort du corps social (Foucault, 1969 : 69). Par le fait même, l'État renforce sa légitimité en tant que responsable d'assurer la sécurité et l'ordre internes – la santé du « corps social » – et s'octroie l'autorité de définir et d'employer les moyens nécessaires pour contrer ce qui est désigné comme pathogène (Hansen, 2006 : 84).

Troisièmement, la *syntaxe* d'un texte est un autre élément important à considérer dans l'analyse, puisqu'elle oriente aussi l'interprétation du lecteur. Ceci est particulièrement vrai dans le cas de procédés syntaxiques récurrents, par exemple l'usage systématique de la voie passive pour traiter d'un sujet donné. En effet, le choix de la voie active ou de la voie passive oriente la compréhension que dégage le lecteur du texte en indiquant qui dans le texte agit (voie active) et qui subit (voie passive) (Fowler, 1985 : 70; Kress, 1985 : 35; Seidel, 1985 : 51-52). Ainsi, la syntaxe d'un texte de Politique Étrangère américaine, par exemple, représente les États-Unis comme principe actif⁴² défenseur de la liberté et de la sécurité, vis-à-vis d'un Autre passif et faible. Mais ces textes opèrent parfois des inversions : la syntaxe met alors en exergue le rôle de victime des États-Unis, qui cèle ainsi son rôle d'envahisseur pour l'attribuer à l'Autre (Engelhardt, 1995 : 23). Par ailleurs, Chang et Mehan (2008 : 468-72) montrent bien l'importance de la syntaxe et des temps de verbe dans

⁴² Associé à la masculinité et donc valorisé, étant donné le régime Masculin/féminin dont nous avons parlé plus haut.

le système argumentaire de Bush. En effet, l'un des piliers de sa stratégie discursive consiste à mêler des temps de verbe passés, présents et futurs, de sorte par exemple que l'utilisation *passée* d'ADM par Saddam Hussein devient l'indicateur d'une menace *actuelle* pour la population américaine (Ibid. : 472).

Quatrièmement, une analyse de discours poststructuraliste peut relever le *genre littéraire* utilisé dans un texte et ce, pour deux raisons principales : d'une part, parce qu'il constitue une pratique régulée et normée de représentation du monde (Dodds, 2008 : 228; Kress, 1985 : 28; Shapiro, 1988 : 10). Le genre comporte en effet une série de règles et de conventions guidant le traitement d'un objet ou d'un sujet, permettant à l'analyste engagé de mettre en relief certaines techniques de représentation utilisées et leurs effets sur l'interprétation du lecteur. Par exemple, Devetak (2005) montre comme les textes de George W. Bush sont écrits dans un style gothique, en ce que ceux-ci créent des monstres et des fantômes pour diffuser la peur et l'anxiété au sein de la population américaine. Dans la même lignée, Debrix (2008) met en exergue le discours réaliste tabloïd des médias de masse américains, qui génère de la terreur au sein de la société par leurs représentations des menaces comme étant incommensurables, omnipotentes et omniprésentes. D'autre part, s'attarder au genre littéraire d'un texte est pertinent parce que l'emploi de certains genres octroient une autorité suréminente au discours articulé (Kress, 1985 : 33). C'est le cas par exemple du genre scientifique, qui place le narrateur en position d'autorité (en tant qu'expert) et qui est paré du lustre de la neutralité (le scientifique étant généralement vu comme quelqu'un d'extérieur rapportant les faits objectifs et vérifiables).

Cinquièmement, il est capital de mettre à jour les *liens intertextuels* (explicites ou implicites) d'un texte⁴³, puisque ces derniers orientent l'interprétation du lecteur

⁴³ Comme nous l'avons déjà mentionné, il est impossible de mettre à jour l'ensemble des liens intertextuels puisqu'un texte peut être interprété à la lueur d'un nombre potentiellement infini de textes – ne serait-ce que parce que la production de nouveaux textes est un processus continu.

soit en tant que support au discours énoncé, soit en tant que textes devant être répudiés (Hansen, 2006 : 60). Tout d'abord, les textes font fréquemment référence à des événements historiques qui revêtent une symbolique particulière dans le discours dominant. Par exemple, Devetak (2005 : 634) montre que Bush lit la guerre contre le terrorisme à la lumière de la Deuxième Guerre mondiale, période traumatisante s'il en est de l'histoire occidentale. Ceci est visible notamment par le recours à l'expression « axe du mal » consacrée dans le discours à la nation de 2002 (Bush, 2002c). En faisant le lien entre l'axe des « États voyous » (composé principalement de l'Iran, de l'Irak et de la Corée du Nord) et les puissances de l'Axe européen (soit l'Allemagne nazie, l'Italie mussolinienne et le Japon impérial de l'ère Showa) représentées comme incarnation du mal, ce discours enjoint les États-Unis à l'action (Heradstveit et Bonham, 2007 : 423) : pour éviter ce qui est interprété comme un fiasco lié aux tentatives de conciliation (*appeasement*) de Chamberlain à l'égard de l'Allemagne nazie, comme une capitulation des démocraties devant la menace totalitaire (Devetak, 2005 : 634), il devient impératif d'agir pour éliminer la menace posée par les États voyous et notamment par l'Iran. Ensuite, les liens intertextuels peuvent consister en des références explicites à des textes d'autorité, que ceux-ci soient des documents d'experts, des témoignages personnels⁴⁴, des textes légaux ou constitutionnels, ou même des écrits religieux comme la Bible. Chacune à leur manière, ces références sont des appels à une forme d'autorité qui renforcent celle du discours ainsi articulé. À ce niveau, les liens intertextuels s'inscrivent dans un régime plus large de savoir/pouvoir. En ce qui concerne plus proprement le domaine de la sécurité nationale, Bialasiewicz *et al.* (2007 : 409) attire l'attention sur l'importance de la répétition et la réécriture des formulations stratégiques antérieures pour l'élaboration des stratégies. En effet, une doctrine sécuritaire est à la fois produit et (re)producteur

⁴⁴ Par exemple, Bush faisait souvent référence à des témoignages de soldats ou de « simples citoyens » pour renforcer le discours du patriotisme et du courage des Américains, unis face à l'adversité. Nous y reviendrons aux chapitres 3 et 5.

de l'imaginaire sécuritaire d'un État⁴⁵ : d'une part, elle ne peut être comprise indépendamment des doctrines précédentes, qui ont contribué à réécrire et réinterpréter l'imaginaire sécuritaire. D'autre part, à force de citer, répéter et réécrire les formulations stratégiques antérieures, les textes de sécurité nationale naturalisent une certaine représentation du monde en créant une impression de circonscription et de stabilité de la cartographie morale qu'ils (re)gènèrent (Ibid. : 414). Bref, les textes doivent être contextualisés dans le réseau intertextuel au sein duquel ils s'inscrivent (Hansen, 2006 : 60).

Dernièrement, les *représentations visuelles* peuvent aussi se révéler importantes dans la représentation du Soi et de l'Autre. La photographie, en particulier, peut se révéler un vecteur quintessenciel d'idéologie en raison du lien historiquement établi entre elle et la « preuve de vérité », qui obscurcit sa fonction performative dans la (re)production du réel (Morris, 2004 : 403; Shapiro, 1988 : 124-135). La présentation de certaines images peut donc orienter l'interprétation du lecteur de l'identité du Soi et de l'Autre, tout en conférant une autorité renouvelée au texte. À ce niveau, plusieurs auteurs soulignent l'importance de l'image du massacre (*spectacle of slaughter*) de l'Autre pour l'identité nationale américaine, en ce que cette exhibition consolide les représentations de l'Autre comme inhumain et des Américains comme supérieurs (Debrix, 2008 : 131-6; Engelhardt, 1995 : 37-9; O'Meara, s. d : 11-2). À l'inverse, la décision de l'administration Bush de ne pas montrer de cercueils de soldats américains morts en Irak dans les médias renforce aussi cette hiérarchie morale en éloignant cette violence de la pensée des Américains, qui peuvent ainsi vivre leur quotidien sans réaliser que leur pays livre une guerre (O'Meara, s. d : 14). Par ailleurs, certains auteurs comme Shapiro (1988 : 93) montrent que les cartes géopolitiques ne sont pas une réverbération de la réalité

⁴⁵ Rappelons que l'imaginaire sécuritaire est défini comme « a structure of well-established meanings and social relations out of which representations of the world of international relations are created. » (Weldes, 1999 : 10) Il s'agit du contexte discursif de la politique étrangère/Politique Étrangère propre à une société.

matérielle, mais une pratique d'imposition violente d'une représentation du monde. Néanmoins, étant donné le corpus choisi, qui consiste en des textes présidentiels et des documents stratégiques, l'analyse qui sera faite dans notre mémoire s'attardera peu sur ce type d'éléments.

En révélant les discours qui, à travers les textes de politique étrangère/Politique Étrangère, cherchent à imposer une définition de l'identité nationale, ces cinq éléments d'analyse – le lexique, les tropes, la syntaxe, le genre littéraire, les liens intertextuels et les représentations visuelles – mettent en relief le caractère construit de l'identité nationale et, par extension, de l'État lui-même. En effet, cette (ré)articulation continuelle des discours sur l'identité nationale à travers les textes de politique étrangère/Politique Étrangère – impliquant la définition du Soi mais aussi celle des Autres, l'identité se constituant en termes relationnels – représente la condition d'existence de l'État en ce qu'elle établit et fixe les contours de son identité et lui donne une raison d'être. En révélant tout cela, une analyse déconstructionniste permet de déstabiliser radicalement la compréhension du Soi et de l'Autre, que l'on croyait stable. Une telle critique est fondamentale puisque la politique étrangère/Politique Étrangère est une pratique d'exclusion qui, se présentant comme naturelle et apolitique, pose ce que Jacques Derrida nomme un « risque totalitaire » (cité dans Campbell, 1995 : 177). Cela est particulièrement le cas dans le contexte américain puisque, comme nous l'avons vu, la fragilité de l'identité nationale mène à céder à la tentation d'altérité, soit la « démonisation » de l'Autre – en le présentant comme un être non humain posant une menace existentielle au Soi – et l'idéalisation du Soi – par la réécriture des discours sur l'identité nationale américaine que nous avons défini plus haut – en vue de démarquer plus clairement les contours flous et mouvants de sa propre identité. L'emploi d'un tel mode de représentation exacerbant le rapport d'altérité et par le fait même le rapport de subordination morale – mis en évidence par les cinq éléments d'analyse susmentionnés – vient ainsi non seulement légitimer l'usage de la violence contre

l'Autre (et tous les groupes qui y sont associés dans les textes de politique étrangère/Politique Étrangère), mais aussi imposer cette solution comme étant *la seule possible et souhaitable*. Bref, la critique radicale des discours hégémoniques – notamment par l'usage de la stratégie de déconstruction – constitue la condition minimale et nécessaire d'une société démocratique où foisonnent les interprétations du réel.

C'est dans cet objectif global que s'insère notre analyse : en mettant en évidence trois procédés discursifs employés par l'administration Bush pour portraiturer l'Iran comme menace, soit le *lexique*, les *tropes* et les *liens intertextuels*, nous espérons montrer comment ceux-ci réécrivent l'identité américaine comme puissance exceptionnelle ayant la mission d'épandre les valeurs libérales de par le monde. Dans les chapitres suivants, nous aborderons ainsi trois discours spécifiques : l'Iran comme État supportant le terrorisme, l'Iran à la recherche d'ADM et le régime de Téhéran opprimant une population iranienne victime. Nous verrons ainsi comment le lexique, les tropes et les liens intertextuels utilisés favorisent la réécriture de ces discours qui, ensemble, servent à « démoniser » la République islamique et à « angéliser » simultanément les États-Unis. Par cet évangélisme de la peur, l'administration Bush tente donc de sécuriser l'identité américaine et de consolider une cartographie morale du monde où les États-Unis occupent la place prédominante.

CHAPITRE III

L'IRAN, PRINCE DES « DÉMONS » TERRORISTES

*Ce n'est pas à l'homme que nous sommes affrontés,
mais aux Autorités, aux Pouvoirs,
aux Dominateurs de ce monde des ténèbres,
aux esprits du mal [...].*

Éphésiens 6 : 12

Dans ce premier chapitre d'analyse, nous aborderons un premier grand discours réécrit¹ par l'administration Bush concernant la République islamique d'Iran, soit celui d'un État soutenant le terrorisme. Après avoir mis en relief le mode de représentation des terroristes employé par l'administration américaine, nous montrerons les procédés par lesquels Bush lie l'État iranien au terrorisme en abordant d'abord les accusations de soutien aux milices chiites en Irak, puis celles d'appui au mouvement libanais Hezbollah. Enfin, nous montrerons comment ce discours sur l'Iran, comme État soutenant le terrorisme, contribue à le représenter comme incarnation du mal et, simultanément, à consolider la représentation de l'Amérique comme incarnation du bien.

¹ Réécrit, en effet, puisque comme nous l'avons mentionné au premier chapitre, ces accusations d'appui au terrorisme remontent à 1984, alors que la Maison-Blanche était occupée par Ronald Reagan.

3.1 Le terroriste : personnification de l'omniprésent mal

Bush représente les fondamentalistes islamistes et « régimes voyous » comme des éléments d'un seul mouvement, « a worldwide network of radicals that use terror to kill those who stand in the way of their totalitarian ideology. » (Bush, 2006b) Ces extrémistes seraient unis dans un axe du mal par un projet « islamo-fasciste » (Rastegar, 2008 : 459) aussi diabolique que ceux d'Hitler ou de Stalin (Bostdorff, 2003 : 304; Jackson, 2005 : 45-7; Jarvis, 2008 : 255; Krebs et Lobasz, 2007 : 428; Merskin, 2004 : 170)². Ces liens intertextuels établis avec la Deuxième Guerre mondiale et la guerre froide sont d'ailleurs explicitement mentionnés dans nombre de discours de l'ex-président pour représenter la guerre contre la terreur comme une lutte entre le bien et le mal, dans laquelle la liberté triomphera inéluctablement sur l'oppression (Bush, 2006h, 2006i, 2007a, 2008b, 2008c, 2008d).

Bien qu'ils disent agir au nom de Dieu et de l'Islam, les terroristes seraient en réalité des êtres aux valeurs et croyances ignominieuses. La violence serait inhérente à leur version radicale de l'Islam³ (Jackson, 2007 : 404-5) et c'est pourquoi leurs

² Bush compare d'ailleurs explicitement Osama ben Laden à Adolf Hitler (Krebs et Lobasz, 2007 : 426; voir notamment Bush, 2007d). Selon l'ancien président, Ben Laden aurait affirmé que la Troisième Guerre mondiale se déroulait actuellement sur le théâtre irakien (Bush, 2005b, 2006k, 2007f). En outre, les attentats du 11 septembre 2001 sont régulièrement mis en parallèle avec les attaques sur Pearl Harbor par le Japon en 1941 (Cronick, 2002; Jackson, 2005 : 41-4. Voir notamment Bush, 2007a). L'évocation de « Pearl Harbor » ramène à une série d'événements sous-entendus et renvoie par conséquent à l'ensemble des traditions interprétatives des attentats (Grondin, 2008 : 178-9; Slotkin, 1993 : 5-6). Cette association entre « 9/11 » et « Pearl Harbor » sert notamment à tirer les leçons du passé, soit la nécessité de s'opposer aux régimes tyranniques pour éviter que le conflit se déroule sur le territoire américain (Bush, 2005e, 2007a). Enfin, l'utilisation de l'expression « axe du mal » établit une référence à la Deuxième Guerre mondiale et en particulier aux puissances ennemies de l'Axe, mais aussi à l'Empire du Mal, utilisé par Reagan pour désigner l'URSS.

³ Certains auteurs comme Jackson (2007 : 403), Merskin (2004 : 172) et Nayak (2006 : 52) remarquent cependant que la rhétorique officielle associe implicitement la violence à l'Islam sous toutes ses formes, et non seulement le « fondamentalisme islamiste ». D'ailleurs, la dégénérescence morale et le bellicisme sont deux stéréotypes issus d'une tradition orientaliste de laquelle les propos de l'administration Bush sont indissociables (Lazar et Lazar, 2004 : 235 ; Nayak, 2006 : 52). Néanmoins,

actions pervertiraient cette noble religion (Jackson, 2005 : 64-5; Lazar et Lazar, 2004 : 238). N'ayant aucun respect pour la vie humaine, cette bande de fanatiques chercherait, par la violence et le sacrifice humain, à imposer leurs croyances radicales aux populations du monde entier (Lazar et Lazar, 2004 : 229-32). Les terroristes seraient des êtres barbares, opposés à la civilisation définie en termes libéraux (Brunner, 2008 : 224, 229; Jackson, 2007 : 406; Nayak, 2006 : 55). Parce qu'ils adopteraient une vision inextirpable du passé, les islamistes radicaux seraient anti-modernes et en lutte contre le progrès lui-même (Bush, 2005c, 2005e). Par là, Bush fait appel au stéréotype orientaliste de l'Autre non civilisé, « someone to be restrained and tamed » (Lazar et Lazar, 2004 : 235).

Les terroristes sont dépeints comme des êtres ignobles et sans conscience, mais non pas fous (Bush, 2006i, 2006k; White House, 2002a : 7). Les tactiques violentes qu'ils emploient seraient donc le résultat de calculs rationnels. Pour faire avancer leur idéologie haineuse, ils se rendraient coupables des crimes les plus graves, et c'est pourquoi l'administration Bush les situe hors de toute sphère légale (Ivie et Giner, 2007 : 592; Jackson, 2005 : 70; Lazar et Lazar, 2004 : 231; McMillan, 2004 : 391). S'en prenant indifféremment à des militaires ou des civils – dans tous les cas, des victimes « innocentes » (Jackson, 2005 : 84-5; Lazar et Lazar, 2004 : 232) – les terroristes se réjouiraient même de la terreur et de la mort qu'ils sèmeraient autour d'eux (Lazar et Lazar, 2004 : 233). Leur violence et leur caractère sournois les rendraient même comparables à des animaux – le terroriste étant « an enemy who *preys* on innocent and unsuspecting people » (Bush, cité dans Ibid. : 236; voir aussi Merskin, 2004 : 167-71) – si bien que l'administration Bush présente fréquemment la guerre contre le terrorisme comme une partie de chasse (Merskin, 2004 : 169).

la rhétorique officielle a tenté d'éviter la polarisation radicale entre le Soi (Blanc/chrétien) et l'Autre Arabe/musulman (Martin et Phelan, 2002 : 263).

Malheureusement, ces agents du mal auraient le pouvoir d'infliger des dommages à grande échelle, comme l'illustreraient les attaques de 2001 sur le World Trade Center et le Pentagone (Devetak, 2005 : 636). Selon l'administration Bush, ces attentats étaient dirigés non pas simplement contre les États-Unis, mais bien contre la civilisation (Jackson, 2005 : 48) et les valeurs libérales « universelles » (Bostdorff, 2003 : 302; McMillan, 2004 : 388). En effet, les terroristes détesteraient la liberté et c'est pourquoi ils voueraient une haine profonde aux États-Unis (Agathangelou et Ling, 2004 : 522; Jackson, 2005 : 51; Lazar et Lazar, 2004 : 229). Plus spécifiquement, les fondamentalistes islamistes exècreraient la tolérance des États-Unis à l'égard des femmes, eux qui chercheraient à assujettir ces dernières (Ahmed, 2003 : 394; Brunner, 2008 : 229). À ce niveau, la guerre contre la terreur est narrée comme étant une lutte pour sauver les femmes de l'oppression des extrémistes musulmans (Ahmed, 2003 : 394; Agathangelou et Ling, 2004 : 529; Engle, 2007 : 414; Nayak, 2006 : 48-9; Rastegar, 2008 : 462). Ce faisant, l'administration Bush réécrit le discours dominant du « womenandchildren-protected-by-statesmen⁴ » (Enloe, 1993 : 167). Bref, les terroristes sont dépeints comme étant l'incarnation du mal (Agathangelou et Ling, 2004 : 522; Jackson, 2005 : 66), comme en témoigne leur association incessante au terme « evil » (Ivie et Giner, 2007 : 585-6; Jackson, 2005 : 66; Lazar et Lazar, 2004 : 236; Merskin, 2004 : 166). C'est cette caractéristique intrinsèque qui expliquerait chacune de leurs actions (Brunner, 2008 : 227).

Au sein du mouvement maléfique formé des terroristes et des États voyous, l'Iran est selon Bush « the leading state sponsor of terror. It sends hundreds of millions of dollars to extremists around the world [...] ». (Bush, 2008g) Depuis longtemps, l'Iran soutiendrait et constituerait un sanctuaire pour des groupes terroristes déterminés à semer le chaos au Moyen-Orient (Bush, 2005c, 2005d, 2005e, 2005g, 2008a; White House, 2006a : 3, 2006b : 4, 2006c : 9). Pire, l'Iran serait

⁴ Évidemment, ces « hommes d'État » n'incluent pas ceux des États voyous, qui seraient des formes avilies d'État (comme le souligne Devetak (2005 : 634) dans le cas de l'Irak de Saddam Hussein).

littéralement un *régime terroriste* : « Through its Islamic Revolutionary Guard Corps and Ministry of Intelligence and Security, *the regime in Tehran plans terrorist operations* » (White House, 2006b : 15. Italiques ajoutées). Le terrorisme serait un moyen privilégié du régime iranien pour freiner le progrès de la liberté au Moyen-Orient (Bush, 2008c), en particulier en Irak et au Liban.

3.2 L'Iran : force de déstabilisation en Irak

Malgré un triomphal « Mission Accomplished » et l'annonce de la fin des combats majeurs en mai 2003 (De Hoop Scheffer, 2007 : 83; Rancourt, 2005 : 245), l'actualité des dernières années fait admettre que les hostilités ne sont pas terminées en Irak. En réalité, dès l'été 2004, on a constaté une résurgence des violences dans cet État (De Hoop Scheffer, 2007 : 89), situation qui ne cesse de se détériorer dans le contexte pré-électoral tendu de l'époque. Pour expliquer l'incapacité des troupes américaines à établir la stabilité et à réduire les actes de violence, l'administration Bush invoque régulièrement l'ingérence iranienne en Irak. Le régime de Téhéran chercherait ainsi à déstabiliser les progrès de la démocratie et de la liberté au Moyen-Orient et c'est pourquoi il s'immiscerait dans les affaires irakiennes (Bush, 2007h). Plus spécifiquement, le régime islamique permettrait aux terroristes d'utiliser le territoire iranien pour entrer et sortir d'Irak à leur guise (Bush, 2007k, 2007j). De la même façon, il soutiendrait des milices chiites, en les entraînant (Bush, 2008c, 2008f) et en leur fournissant des armes sophistiquées (*advanced weaponry*) (Bush, 2007e), tels que des engins explosifs improvisés (*improvised explosive devices* – IED) (Bush, 2007m). Par exemple, après les attaques de « radicaux sunnites » sur la Mosquée dorée de Samarra – un lieu saint du chiisme –, le président Bush affirme : « Radical Shia elements, some supported by Iran, formed death squads. And the result was a vicious cycle of sectarian violence that continues today. » (Bush, 2007j; voir aussi Bush, 2007b, 2007c)

En plus de présenter un danger pour les Irakiens, l'Iran constituerait une menace pour la vie des soldats américains en Irak (Bush, 2007e). Par exemple, après y avoir trouvé des IED en 2007, le président Bush en attribue la responsabilité au gouvernement iranien :

« What we do know is that the Quds force was instrumental in providing these deadly IEDs to networks inside of Iraq. We know that. And we also know that the Quds force is a part of the Iranian government. That's a known. What we don't know is whether or not the head leaders of Iran ordered the Quds force to do what they did. » (Bush, 2007l)

Mais, enchaîne-t-il : « What's worse, that the government knew or that the government didn't know? » (Idem) Cette question est sous-tendue par un discours orientaliste selon lequel la seule possibilité d'agence pour l'État iranien consiste en un rôle de traître⁵ : s'il a effectivement donné l'ordre à la force *Quds* de transférer des engins explosifs improvisés, c'est qu'il manigance en vue de semer le chaos en Irak. Au contraire, s'il n'était pas au courant de cette transaction, alors le gouvernement iranien est irresponsable puisque incapable de garder le contrôle sur ses propres forces. Par le fait même, il perd son statut d'agent pour endosser celui d'*objet* des relations internationales :

« orientalism in effect reflects insecurity about the Other becoming an actor rather than an object in the international hierarchy, particularly since the oriental actor is coded as a terrorist, or an enemy of civilization [...]. Thus, the very agency of Others challenges US conceptions of itself and its modes of internal/international domination, particularly since US state rhetoric interprets the events of 9/11 as evidence of the disastrous consequences if the Others' agency goes unchecked. » (Nayak, 2006 : 45. En italiques dans l'original)

Par ailleurs, dès 2007, l'Iran est aussi brandi comme menace pour justifier le maintien des troupes en Irak. Selon Bush, un retrait ou un échec américain sur ce

⁵ Ce discours est rendu explicite par Stanski (2009), Lazar et Lazar (2004 : 234-6), Said (2005; voir par exemple page 320) et Suleiman (1999 : 44).

théâtre enhardirait les extrémistes islamistes, dont le régime de Téhéran (Bush, 2006i, 2007g, 2007j, 2007m, 2008c). Plus spécifiquement, cela augmenterait la détermination de l'Iran à développer un arsenal nucléaire et à imposer son hégémonie malveillante dans tout le Moyen-Orient (Bush, 2007h, 2008f). Pire, l'ex-président laisse même entendre que cela pourrait entraîner l'éradication d'Israël, puisque le chaos et la violence « would send a mixed signal to the Iranians, who have stated that they believe Israel ought to be wiped off the map. » (Bush, 2007m)

En outre, un retrait américain laisserait un vide de pouvoir qui donnerait lieu à une bataille épique entre les extrémistes chiites, supportés par l'Iran, et les radicaux sunnites comme al-Qaïda. Bush affirme que cela créerait une *contagion* de la violence, qui s'étendrait par la suite à tout le Moyen-Orient (Bush, 2007b). L'emploi du substantif « contagion » revient à soutenir métaphoriquement que la violence – et, par extension, le terrorisme – est une maladie virulente ce qui, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, participe à la radicalisation du rapport d'altérité (l'Autre devient une menace existentielle au « corps social sain »). D'ailleurs, l'administration Bush a fréquemment recours à de telles métaphores médico-chirurgicales pour déshumaniser les fondamentalistes islamistes : tour à tour virus, cancer ou parasite, le terrorisme s'implanterait dans les États faibles, puis se multiplierait jusqu'à devenir incontrôlable. À ce stade, il pourrait non seulement tuer l'hôte, mais aussi contaminer d'autres États encore sains (Ferrari, 2007 : 618; Jackson, 2005 : 73-4; Manjikian, 2008). Comme un parasite, il s'épanouirait en se nourrissant de la souffrance et de la frustration d'autrui (Bush, 2005c). Bref, le terrorisme est rendu étranger, situé dans une arène extérieure anarchique, de laquelle la société américaine doit être protégée. Cela est d'autant plus important dans le contexte actuel de mondialisation, qui rendrait poreuses les frontières de l'État, si bien qu'une contagion venant de l'extérieur est vue comme potentiellement impossible à contenir (Venn, 2002 : 122). Dans ce contexte, les *opérations* militaires et frappes *chirurgicales* deviennent les remèdes administrés par le médecin américain

pour tenter de guérir son patient (par exemple, l’Afghanistan ou l’Irak) et de protéger le corps sain (les États-Unis) de la maladie « terrorisme » (Manjikian, 2008 : 335).

Enfin, l’ex-président allègue que si les troupes américaines se retiraient d’Irak avant que cet État valétudinaire soit en mesure de se défendre, l’Irak deviendrait un sanctuaire pour les extrémistes, et notamment ceux supportés par l’Iran.

« They [the extremists] would have a new sanctuary to recruit and train terrorists at the heart of the Middle East, with huge oil riches to fund their ambitions. And we know exactly where those ambitions lead. If we give up the fight in the streets of Baghdad, we will face the terrorists in the streets of our own cities. » (Bush, 2006b)

La dernière phrase établit un lien intertextuel avec les attentats du 11 septembre 2001 et génère une prescription évidente : « On September the 11th, 2001, we saw what a refuge for extremists on the other side of the world could bring to the streets of our own cities. For the safety of our people, America must succeed in Iraq. » (Bush, 2007j; voir aussi Bush, 2006g) En invoquant ainsi la sécurité nationale, Bush fait appel à ce que Campbell (1998b : 58) nomme une stratégie d’altérité (*strategy of otherness*) visant à distinguer clairement le Soi de l’Autre et donc à réécrire l’identité nationale américaine. La menace de représailles consiste aussi en une stratégie hobbesienne servant à discipliner les individus au sein du Soi (Idem), dans ce cas-ci, en imposant un patriotisme défini comme passant par le support des troupes et des actions gouvernementales et, par extension, justifiant le maintien d’une forte présence américaine en Irak.

Bref, un retrait précipité des troupes américaines en Irak entraînerait un scénario cauchemardesque où la violence contaminerait le Moyen-Orient et Israël, en plus de s’attaquer aux États-Unis. Pire, un tel retrait reviendrait à l’émasculation des États-Unis : il montrerait à tous que « America is weak and does not have the stomach to do what is necessary to lay the foundations for peace. » (Bush, 2007h) Pour conserver sa masculinité, l’État américain doit agir de manière héroïque en

combattant « with military force lest [the Americans] became the [emasculated] cowards » (Egan, cité dans O'Meara, s. d. : 11). Bref, de tels discours mènent à considérer l'usage de violence comme la seule « solution ».

3.3 L'Iran et le Hezbollah

Une autre accusation portée contre l'Iran est son appui au Hezbollah. Ce groupe armé, qui aurait tué des innocents en Israël (Bush, 2006g) et des centaines de ressortissants américains, serait responsable du meurtre de plus d'Américains que n'importe quelle organisation terroriste, exception faite d'al-Qaïda⁶ (Bush, 2006b, 2006i, 2007b). Comme tous les groupes extrémistes, le Hezbollah vouerait une haine profonde aux États-Unis et à ce qu'ils symbolisent :

« Listen to the words of Hezbollah's leader, the terrorist Nasrallah, who has declared his hatred of America. He says, "Let the entire world hear me. Our hostility to the Great Satan [America] is absolute... Regardless of how the world has changed after 11 September, Death to America will remain our reverberating and powerful slogan: Death to America." » (Bush, 2006i)

C'est pourquoi, bien qu'il ne se soit jamais attaqué directement au territoire américain, « Hizballah may increasingly consider attacking the Homeland if it perceives the United States as posing a direct threat to the group or Iran, its principal sponsor. » (White House, 2007)

Aux dires de Bush, ce dangereux groupe d'extrémistes serait un autre outil utilisé par l'Iran pour créer le chaos et freiner l'avancée de la démocratie et de la liberté au Moyen-Orient (Bush, dans Bush et Rice, 2006; Bush, 2006b). Plus spécifiquement, l'Iran financerait et fournirait des armes au Hezbollah en vue de faire avancer ses objectifs : expulser les Américains de la région, détruire Israël et dominer

⁶ Notons que l'administration Bush associe parfois l'Iran à al-Qaïda (Bush, 2005a; White House, 2006a : 20 et 2006b : 15). Néanmoins, cette administration lie surtout ce groupe terroriste à l'Irak d'Husseïn et à l'Afghanistan des Talibans.

le grand Moyen-Orient. Le Hezbollah représenterait donc un moyen pour l'Iran d'attaquer indirectement l'État juif et les États-Unis, par l'utilisation d'une tierce partie (ou « proxy ») (Bush, 2006i). Cette coopération serait facilitée par la Syrie, qui permettrait l'acheminement aux terroristes d'armes en provenance de l'Iran (Bush, 2006f). Dans les termes de l'administration Bush, la Syrie n'est d'ailleurs qu'un pion supplémentaire dans le jeu iranien : « To the people of Syria: [...] your rulers have allowed your country to become a crossroad for terrorism. In your midst, Hamas and Hezbollah are working to destabilize the region, and *your government is turning your country into a tool of Iran.* » (Bush, 2006c. Italiques ajoutées)

Ces accusations de soutien iranien au Hezbollah ont atteint un sommet durant l'été 2006, lors de la crise au Liban. La responsabilité de ces événements tragiques a été attribuée au Hezbollah et, par extension, à la République islamique (Bush, dans Bush et Rice, 2006; Bush, 2006n). Par son recours au groupe terroriste, l'Iran chercherait à miner la légitimité du gouvernement démocratique libanais (Bush, 2007b) et à empêcher le pays de se libérer de la domination étrangère (Bush, 2006n), tout comme il cherche à compromettre le processus démocratique en Irak par son support aux milices chiites. Bref, « [the] crisis in Lebanon has made it clearer than ever that the world now faces a grave threat from the radical regime in Iran. » (Bush, 2006b)

3.4 L'Iran : incarnation du Mal

En somme, parce qu'il soutient le terrorisme pour mener à terme ses ambitions de domination et d'éradication des « infidèles » (Israël et les États-Unis), l'Iran serait l'incarnation du mal. Ce caractère serait inscrit dans la nature même de la République islamique, Bush représentant le mal comme un trait moral intrinsèque, à l'origine de toute mauvaise action (Bostdorff, 2003 : 304). Dès 2002, en incluant

l'Iran dans le fameux « axe du mal », l'ex-président américain affirme connaître la véritable nature des régimes qui, comme l'Iran, patronnent la terreur (Bush, 2002c). Par la suite, cette représentation de la République islamique comme incarnation du mal est constamment réécrite dans les discours de Bush. Parce qu'elle finance et abrite des terroristes, elle incarne l'extrémisme (Bush, 2008c), elle est une ennemie de la liberté, de la justice et de la paix (White House, 2006c : 12). L'Iran est représenté comme le Grand Satan derrière les « démons » terroristes, comme en témoigne l'emploi d'expressions telles que « take direction from » (Bush, 2007b) ou « take guidance from » (Bush, 2006b) pour qualifier le lien unissant l'Iran et les fondamentalistes islamistes.

De manière plus spécifique, la volonté de l'Iran d'anéantir Israël présente le régime de Téhéran comme étant barbare et violent. Pire, Ahmadinejad – qui aurait affirmé vouloir éradiquer Israël et le sionisme (Bush, 2006i, 2007h) – devient comparable à Hitler dans le contexte de la Solution finale. Tout comme ce dictateur, le régime iranien se servirait de la propagande pour blâmer ses propres échecs sur les Juifs (Bush, 2005c, 2005e, 2005g). Le Führer étant considéré comme le monstre par excellence des relations internationales d'après-guerre (Devetak, 2005 : 634), la comparaison avec le chef iranien renforce nettement la représentation de l'Iran comme diabolique⁷ et non civilisé⁸.

⁷ Il est intéressant toutefois de souligner que l'administration Bush personnalise peu ce caractère maléfique de l'Iran. Dans les textes étudiés, seulement deux (Bush, 2006i et 2007h) faisaient directement référence aux propos du président iranien Mahmoud Ahmadinejad. C'est plutôt le régime de Téhéran qui est représenté comme incarnant le mal, au contraire de la Corée du Nord ou de l'Irak baasiste. Comme nous l'avons vu dans ce dernier cas, le caractère diabolique de l'Irak est personnalisé par Saddam Hussein (voir le chapitre 1, section 1.2.1, pour plus de détails).

⁸ Rappelons que la représentation de l'Autre comme barbare est un discours orientaliste ayant comme conséquence la réification de la cartographie morale du monde fortement genrée et racialisée dont nous avons discuté au second chapitre. L'Autre devient ainsi un être devant être éduqué, voire dompté (Lazar et Lazar, 2004 : 235). Puisqu'ils incarnent la civilisation (définie en termes libéraux), les États-Unis auraient le devoir d'éduquer cet Autre ou, si cela s'avère impossible, de l'éradiquer.

Étant donné la structure binaire du langage, qui fait qu'un signifiant ne prend son sens qu'en relation avec des signifiants qui lui sont opposés, ce portrait de l'Iran et des terroristes comme incarnations du mal permet de représenter les États-Unis comme fondamentalement débonnaires (Kellner, 2004 : 46, 2007 : 628; Krebs et Lobasz, 2007 : 422). Selon l'administration Bush, cette bonté de l'Amérique est attribuable aux valeurs qu'elle incarne et défend, et notamment par ses « héros ordinaires ». Les discours de Bush sont en effet parsemés d'histoires de citoyens ayant posé des actions héroïques au nom des valeurs morales « supérieures » d'amour, de liberté, de justice et de démocratie (voir par exemple Bush, 2007b, 2007c, 2008b). C'est plus particulièrement dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001, présentés comme un test d'intégrité nationale, que les citoyens américains auraient démontré leur force de caractère (Bostdorff, 2003 : 307-8). Ces braves sont individualisés par la mention de leur nom, de leur histoire, de leur famille. Au contraire, Bush fait presque systématiquement référence aux « Arabes » dans leur totalité : il ne fait pas de distinction eu égard au pays d'origine et inclut même parfois les Iraniens, qui sont pourtant Perses, dans ce lot (voir notamment Bush, 2008g). Selon Saïd (2005), il s'agit là d'une tendance orientaliste à dépersonnaliser les « Orientaux »/« Arabes », à les représenter comme un ensemble d'individus indissociables (Saïd, 2005 : 261-2).

Pour Bush, c'est dans les actions courageuses de ces paladins ordinaires que transparaissent l'esprit et le caractère de l'Amérique (Bush, 2007b). Depuis ses débuts, celle-ci serait animée par les principes sacrés de la liberté, « *enshrined* in the Declaration of Independence » (White House, 2002b : 3. Italiques ajoutées. Voir aussi Bush, 2008e). Ces principes seraient d'ailleurs aux fondements des actions de tous les présidents américains (Bush, 2008c; voir aussi Bush, 2006d et 2008c; White House, 2006c). Après avoir mené les nations libres dans la lutte contre le totalitarisme lors de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide (Bush, 2006h, 2006i, 2007a), les États-Unis accepteraient avec honneur d'agir une fois de plus comme champion de la

liberté, de la démocratie et de la justice dans la guerre globale contre la terreur (White House, 2002b). Ce serait là leur responsabilité, leur mission, car les principes de liberté et de justice seraient universels, « written by the Almighty into the hearts of every man, woman and child on this Earth. » (Bush, 2007d; voir aussi White House, 2006c : 2) Dans cette optique, le « mal » actuel est vu comme un test pour l'Amérique, une occasion pour elle de prouver sa vertu – son courage, sa résolution, son engagement envers la liberté⁹ (Bush, 2002b, 2002c, 2005b, 2007j). En somme, les États-Unis seraient une superpuissance bienveillante puisqu'ils ne lutteraient pas pour gagner des territoires ou défendre leurs intérêts matériels, mais bien pour que s'épanouissent en tous lieux la liberté humaine et la paix (Bush, 2002b, 2006e, 2008g; White House, 2002b). En ce sens, les États-Unis seraient « a beacon of hope for millions » (Bush, 2008c).

De tels discours ramènent évidemment aux mythes de l'exceptionnalisme américain, de la destinée manifeste et du libéralisme universaliste, trois fondements de l'identité nationale américaine décrits au second chapitre¹⁰. En effet, Bush décrit l'Amérique comme étant « so deeply permeated by the values of civil rights that it is 'driven' to defend the human rights of others. » (Jackson, 2005 : 78) Ce faisant, il réécrit l'identité américaine comme étant « an exemplar of good, democratic governance, a champion of the natural rights of "everyman," and moral superiority. » (Wilson III, 2007 : 100) Lire les textes de Bush à la lueur de ces mythes permet en

⁹ Il ne faudrait donc pas, selon Bush (2005f), répéter les erreurs du passé : en n'agissant pas avec assez de « fermeté », entre autres lors de la crise des otages de Téhéran, de la guerre du Vietnam ou de l'intervention militaire en Somalie, les États-Unis seraient apparus comme faibles aux yeux des radicaux et notamment des terroristes islamistes, ce qui les aurait encouragés à s'opposer aux États-Unis (Bush, 2005f, 2007a).

¹⁰ Rappelons que, selon le mythe de l'exceptionnalisme américain, l'Amérique se perçoit comme le point culminant du progrès de l'humanité en raison de la qualité de ses institutions politiques et économiques (libérales). Cet exceptionnalisme est donc intimement lié au second mythe, celui du libéralisme universel, selon lequel les valeurs libérales sont les meilleures et ce à quoi aspirent tout individu et toute population. Dans ce contexte, les Américains auraient la responsabilité – la destinée manifeste – d'aider les autres à embrasser ces valeurs libérales supérieures, soit en constituant un modèle, soit par la propagation active du libéralisme. Ces mythes sont présentés plus en profondeur au chapitre 2, section 2.1.

outre de comprendre l'impression de mission *divine* qui transparaît dans les discours présidentiels. Par exemple, le passage suivant présente les États-Unis comme une quasi-divinité omnisciente et dispensant une justice inéluctable : « to every enemy of the United States: Even 7,000 miles away, across oceans and continents, on mountaintops and in caves – you will not escape the justice of this nation. » (Bush, 2002c) En outre, les références régulières à Dieu renforcent la légitimité des États-Unis dans la guerre contre la terreur (Brunner, 2008 : 228; Cronick, 2002). Si l'on en croit George W. Bush, Dieu est avec l'Amérique parce que cette dernière incarne le bien et s'oppose au mal (Bostdorff, 2003 : 303).

Dans la cartographie morale du monde burinée par le président Bush, la place de bien qu'occupent les États-Unis implique que « no international action [is] possible without U.S. leadership, and without the U.S. leadership no future other than anarchy [is] conceivable for the international system » (Campbell, 1996 : 163; voir aussi Burke, 2007 : 323-4)¹¹. Selon cette acception, les États-Unis doivent agir à titre de gendarme du système international. Dans le cadre de la guerre contre la terreur, cela implique que le géant américain doit punir et renverser les régimes hors-la-loi abritant des terroristes, les deux étant aussi coupables des meurtres d'innocents (Bush, 2005c, 2005e, 2005g, 2006b, 2006g, 2006i, 2006j, 2008d, 2008h; White House, 2002b : 5, 2006c : 12).

En ce qui concerne plus spécifiquement l'Iran, la représentation de ce dernier comme maléfique signifie que l'on ne peut lui faire confiance, puisque le mal ne cherche qu'à reproduire le mal. Plus encore, elle implique que l'on ne peut négocier avec Téhéran, car transiger avec le mal est mal en soi. Les États-Unis doivent donc adopter une « ligne dure » à l'égard de la République islamique. Cette position est

¹¹ Cela est explicitement mentionné dans certains textes, notamment : Bush, 2006d, 2008c et White House, 2006c.

renforcée par le lien intertextuel de la Seconde Guerre mondiale, établi à travers la métaphore de l'axe du mal. Ce lien pousse à lire la situation actuelle à travers le prisme de la « bonne guerre » et rappelle ainsi que les tentatives de conciliation (*appeasement*) de Chamberlain par rapport à l'Allemagne nazie (consacrées par les Accords de Munich de 1938) n'ont pas permis d'éviter la confrontation; qu'elles auraient plutôt constitué un aveu de faiblesse, un véritable déshonneur (Devetak, 2005 : 634), une capitulation des démocraties devant la menace nazie (pour reprendre les termes de Winston Churchill)¹².

De plus, l'association entre l'Iran et le terrorisme renouvelle la prescription d'action pour les États-Unis : « so long as nations harbor terrorists, freedom is at risk. And America and our allies must not, and will not, allow it. » (Bush, 2002c) En tant que puissance bienveillante, les États-Unis ne peuvent laisser la paix mondiale à la merci d'une poignée de terroristes et de tyrans (Bush, 2002b). Fidèle aux mythes fondateurs de son identité nationale, l'Amérique se présente comme le leader du monde libre et civilisé et, à ce titre, tente d'éveiller les nations qui le composent à la menace *existentielle* que posent les extrémistes (Bush, 2006g). Par là, l'administration Bush positionne clairement les États-Unis comme force de bien et réécrit une cartographie morale du monde dans laquelle l'Amérique occupe la place prédominante. Par contraste, l'Iran occupe une place de loin inférieure, pas même située au sein de l'espace moral de la civilisation. Au sein de cette cartographie, l'ex-président oblige l'ensemble des acteurs étatiques à se positionner : « either you are with us or you are with the terrorists » (Bush, 2002c). Bref, si l'on accepte ce récit de l'administration Bush, on ne peut que choisir le côté du bien, soit celui des États-Unis, et rejeter l'autre, dont l'Iran fait partie.

¹² C'est ainsi que, comme le note Yergin (1977 : 198), l'adjectif « appeaser » est devenu après 1945 la pire des insultes dans le domaine de la politique étrangère, un synonyme de faiblesse, de myopie et de stupidité.

En plus de participer à la réécriture de l'identité américaine, de tels discours et la cartographie morale du monde qu'ils sous-tendent comportent une prescription : les États-Unis s'octroient la responsabilité d'intervenir, militairement s'il le faut, afin de protéger la paix et la sécurité mondiale. L'usage de la violence est même considéré moralement nécessaire pour contrer un ennemi par essence mauvais (Agathangelou et Ling, 2004 : 522-3; Ahmed, 2003 : 385). Puisque l'administration américaine ne fait pas de distinction entre les terroristes et ceux qui les supportent (Bush, 2005c, 2005e, 2005g, 2006b, 2006g, 2006i, 2006j, 2008d, 2008h; White House, 2002b : 5, 2006c : 12), l'usage de la force est considéré comme un moyen nécessaire et légitime pour renverser un régime voyou (Monten, 2005 : 141). En effet, le discours du mal légitime « any action undertaken in the name of good, no matter how destructive, on the grounds that it is attacking “evil”. » (Kellner, 2007 : 628) Aucune ambiguïté n'est possible : le mal doit être éradiqué par les forces du bien (Heradstveit et Bonham, 2007 : 423; Jackson, 2005 : 67). Combattre le mal est présenté comme un tel impératif moral pour les États-Unis que ces derniers doivent agir, de façon préventive et unilatérale s'il le faut (Bostdorff, 2003 : 305). Puisque le terrorisme est décrit comme une menace non localisée, invisible et insaisissable (Devetak, 2005), il devient légitime pour les États-Unis d'attaquer de façon préventive tout pays lié au terrorisme global. Selon les termes de Bush : « I will not wait on events, while dangers gather. I will not stand by, as peril draws closer and closer. » (Bush, 2002c) Or, comme le mentionne Grondin (2007 : 276) :

En faisant le lien entre les États voyous et les réseaux du terrorisme global comme étant une menace obscure et permanente, où les possibilités de danger pour la sécurité nationale états-unienne et mondiale sont jugées illimitées, la doctrine Bush – laquelle promeut le changement des régimes honnis, le droit à la préemption et une conduite unilatéraliste – fait des États-Unis des « chasseurs de monstres » et cherche à les montrer comme les forces héroïques de la civilisation luttant contre les barbares.

Ces barbares seraient d'autant plus dangereux qu'ils détiendraient aujourd'hui des armes d'une puissance jusque alors inégalée : les armes de destruction massive.

CHAPITRE IV

L'IRAN ET LES ARMES DU MAL

*Le troisième ange fit sonner sa trompette :
et, du ciel, un astre immense tomba,
brûlant comme une torche.*

Apocalypse 8 : 10

La menace posée par le composite Iran-terrorisme est renforcée par la liaison d'un troisième élément : les armes de destruction massive (ADM). Ces armes sont considérées comme distinctes sous prétexte qu'elles seraient intrinsèquement plus destructrices que toute autre, comme en témoignent leurs diverses appellations : non seulement « armes de destruction massive », mais aussi « world's most destructive weapons » (Bush, 2002a, 2002c; White House, 2002a : vii, 1), « world's most destructive technologies » (White House, 2002b : 15) ou encore « world's most dangerous weapons » (White House, 2006c : 19). Price et Tannenwald (1996) soulignent que si les ADM ne sont pas intrinsèquement plus destructrices que d'autres, leur représentation comme telle les aurait rendues en quelque sorte taboues, si bien qu'elles sont considérées comme des armes de dernier recours ayant pour vocation essentielle la dissuasion.

Dans ce contexte discursif, l'invocation incessante du danger d'utilisation d'ADM par des régimes hors-la-loi et leurs acolytes terroristes, dépeint en termes apocalyptiques par George W. Bush, crée un sentiment de peur qui renforce l'impression de menace existentielle. Les ADM décuplèrent en effet la puissance des fondamentalistes islamistes – qui deviendraient ainsi des « super terroristes » (Jackson, 2005 : 105). Et comme il est difficile pour un acteur non étatique d'acquérir de telles armes, le danger émanerait principalement des États voyous, et en premier lieu de l'Iran (White House, 2006b : 15).

Dans ce chapitre, nous aborderons ainsi un second grand discours réécrit par l'administration Bush, soit celui de l'Iran comme État dédié à la prolifération et à l'utilisation d'ADM. Dans un premier temps, nous montrerons par quels procédés discursifs l'administration Bush lie l'État iranien et les armes nucléaires, faisant de l'Iran une menace à la sécurité et à la stabilité internationales. Dans un second temps, nous verrons comment cette liaison est renforcée par le lien entre l'Iran et le terrorisme, que nous avons illustré au chapitre précédent : en représentant l'Iran comme un État soutenant le terrorisme, d'une part, et comme un État dédié à la prolifération nucléaire, d'autre part, l'administration américaine fait de la République islamique une menace potentiellement existentielle pour la sécurité et la paix mondiales. Dans un dernier temps, nous verrons comment ce discours permet de représenter l'Iran comme Autre barbare, ce qui renforce la représentation de l'Amérique comme incarnation de la civilisation. Nous arguerons qu'en traçant ainsi une Frontière entre l'Iran (barbare) et les États-Unis (civilisés), ce discours contribue à placer ces derniers en position d'autorité, de même qu'à justifier l'usage potentiel de violence par l'État américain contre l'Iran.

4.1 L'Iran en quête d'armes nucléaires

L'enjeu du programme nucléaire iranien a été au centre de l'actualité internationale depuis 2006, année où Téhéran a déclaré reprendre ses activités d'enrichissement d'uranium. L'Iran affirme que son programme nucléaire est de nature strictement civile, position que tendent à soutenir les derniers rapports de l'AIEA parus durant le second mandat de George W. Bush (AIEA, 2008a, 2008b, 2008c, 2008d, 2007a, 2007b, 2007c, 2007d), de même que le dernier rapport des services de renseignement américains sur le sujet (National Intelligence Council, 2007). Pourtant, l'administration Bush dénonce le programme nucléaire iranien, qu'il présente comme étant de nature essentiellement militaire. La simple possibilité d'un programme civil n'est évoquée dans aucun des 55 textes analysés. Au contraire, l'ex-président soutient que l'Iran « [is] seeking weapons of mass destruction » (Bush, 2002c); « aggressively pursues these weapons » (Idem); « pursue[s] weapons of mass murder » (Bush, 2005i); et possède un « nuclear weapons program » (Bush, 2005d). Téhéran aurait en outre réussi à se doter de certains équipements et connaissances nucléaires, via le fameux réseau d'Abdul Qadeer Khan, l'individu accusé d'être responsable du développement de « la bombe » par le Pakistan (Bush, 2006g, 2006i; White House, 2006a : 2). Les efforts de la République islamique ne seraient donc pas isolés, étant donné une coopération croissante entre les « proliférant states » (Bush, 2002a). Par de tels discours, l'ex-président cherche à celer l'ambiguïté concernant les activités nucléaires iraniennes et, ainsi, à réifier les intentions offensives de Téhéran.

L'acquisition d'armes nucléaires par l'Iran est jugée problématique par l'administration Bush à deux niveaux. D'une part, elle est considérée comme un danger existentiel dans la mesure où elle est interprétée à travers la métaphore de la prolifération. Cette dernière fait en sorte que la prise de possession d'armes atomiques par des États non nucléaires est lue dans le contexte discursif de la biologie, duquel émane le terme « prolifération » (Mutimer, 1997 : 200). À l'origine,

ce substantif réfère au processus de reproduction de cellules, mais a principalement été employé pour traiter de la *multiplication incontrôlée de cellules cancéreuses* dans un organisme vivant (Ibid. : 201). L'utilisation de ce terme dans le contexte nucléaire permet de représenter le système international comme un être vivant, au sein duquel la présence d'armes nucléaires apparaît normale *tant et aussi longtemps qu'elle est contrôlée par des mécanismes régulateurs* (comme dans le cas de la reproduction des cellules), sans quoi elle s'avère potentiellement mortelle. La métaphore de la prolifération permet donc de présenter l'acquisition d'armes nucléaires par l'Iran comme un danger existentiel pour la survie de l'humanité entière parce qu'elle renverse l'équilibre, soit la situation souhaitable à laquelle l'image de la prolifération renvoie et qui lui donne son sens (Ibid. : 205). Cette menace est d'autant plus grande que, selon l'administration Bush, le développement de « la bombe » par l'Iran entraînerait inéluctablement une course aux armements nucléaires dans la région du Moyen-Orient (Bush, 2007e), causant ainsi une déstabilisation radicale du système international. Par ce discours, l'Iran devient un *organe malade* qui risque de créer le désordre au sein d'un organisme autrement sain. Pire, il est l'un des quelques « dedicated proliferators » (Bush, 2002a), ce qui signifie qu'il cherche *sciemment* à contaminer l'organisme. En tant que source d'un possible « cancer » du système international, l'Iran est par conséquent rendu extérieur à la communauté internationale :

« Progress in the Middle East is threatened by weapons of mass destruction and their proliferation. Today, Great Britain, France, and Germany are involved in a difficult negotiation with Iran aimed at stopping its nuclear weapons program. We want our allies to succeed, because we share the view that *Iran's acquisition of nuclear weapons would be destabilizing and threatening to all of Iran's neighbors*. The Iranian regime should listen to the concerns of the world, and listen to the voice of the Iranian people, who [...] *want their country to be a respected member of the international community*. » (Bush, 2005d. Italiques ajoutées)

En mettant ainsi l'accent sur l'Iran comme source de prolifération, l'administration Bush évacue l'énorme part de responsabilité des États-Unis dans cette problématique,

eux qui détiennent pourtant un imposant arsenal nucléaire¹. Inversement, la désignation de l'Iran comme menace à la sécurité internationale place les États-Unis dans une position d'autorité. Ces derniers tentent par là d'obtenir la légitimité de définir les moyens à mettre en œuvre pour expulser le membre atteint et rétablir l'ordre et la stabilité initiale. Puisque les « mécanismes régulateurs » de prolifération que sont les traités et régimes internationaux en matière d'armes nucléaires ne fonctionnent pas avec l'Iran, l'administration Bush considère que les États-Unis ont la légitimité de prendre le relais, afin de contrecarrer la mort du « corps social ». Pour empêcher les terroristes et États voyous d'obtenir et d'utiliser des ADM, les États-Unis pourraient ainsi employer tous les éléments de leur puissance nationale (Bush, 2002a, 2002b; White House, 2002b). Contre l'Iran, ils appliqueront des sanctions et n'excluent pas le recours à la force dans le cas où ces mesures s'avèreraient inefficaces (Bush, 2008a).

D'autre part, et de manière plus évidente, l'acquisition d'armes nucléaires par l'Iran est considérée problématique en raison du caractère essentiellement mauvais de cet État voyou, que nous avons illustré au dernier chapitre. Tout comme dans le cas irakien discuté précédemment, l'Iran est dépeint comme ayant des intentions nécessairement offensives : il serait ainsi « determined to acquire weapons of mass destruction, along with other advanced military technology, to be used as threats or offensively to achieve [its] aggressive designs » (White House, 2002b : 14), c'est-à-dire menacer ou faire chanter les États-Unis (Bush, 2002c, 2005c, 2005e, 2005g, 2006j, 2007h), dominer le Moyen-Orient (Bush, 2007j), de même que détruire Israël (Bush, 2006i, 2007m). Cette menace est d'autant plus importante que l'Iran développerait des missiles balistiques de portée grandissante, lui offrant la possibilité

¹ En 2009, l'arsenal nucléaire estimé pour les États-Unis est de 9400 têtes nucléaires, dont 2702 activement déployés. L'arsenal mondial (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan et Israël – est estimé à 23 300 têtes, donc 8392 activement déployés. Les États-Unis détiennent donc environ 40% des têtes nucléaires existantes et 32% des armes nucléaires déployées (Kile, Fedchenko et Kristensen, 2009 : 345-6).

d'employer d'éventuelles armes nucléaires contre nombre d'alliés des États-Unis, notamment Israël. Pire, Bush met l'Occident en garde contre l'inaction dans ce dossier : avant 2015, l'Iran serait en mesure d'attaquer n'importe quel État d'Europe et même le territoire américain (Bush, 2007i, 2008c), ce qu'il fera probablement étant donné son caractère belliqueux.

Pour les États qui soutiennent le terrorisme comme l'Iran, les ADM ne seraient pas des armes d'ultime recours – comme elles le seraient pour les États civilisés respectant le droit international – mais bien des armes de choix, qu'ils utiliseraient sans hésitation (Bush, 2002a, 2006i; White House, 2002a : 9, 2002b : 14, 2006a : 3). Un régime voyou n'aurait aucun respect pour le droit international, si bien qu'il violerait sans vergogne les traités auxquels il est parti (White House, 2002b : 14). Cela serait rendu évident par la poursuite par l'Iran d'un programme nucléaire militaire, « in open defiance of its international obligations. » (Bush, 2006b; voir aussi Bush, 2006m, 2007h). Plus spécifiquement, l'Iran aurait *systématiquement* violé le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) (Bush, 2002b; White House, 2006c : 19) et refuserait de coopérer avec l'AIEA (Bush, 2006h). George W. Bush (2006b, 2006e) rappelle en outre la prise des otages à Téhéran, qui prouverait la fourberie du régime iranien. En conséquence, l'Iran ne serait pas digne de confiance en matière d'activités nucléaires (Bush, 2002b, 2005h). Malgré la présence de nombreux traités, initiatives et accords internationaux concernant les ADM², le peu d'égards de l'Iran vis-à-vis du droit rend de tels outils impotents face à la menace posée par cet État non libéral. Il faudrait donc à tout prix empêcher l'Iran de poursuivre sa production d'uranium hautement enrichi (*highly-enriched uranium*), afin de prévenir le développement d'une arme nucléaire iranienne (Bush, 2005h, 2006d).

² Tels que le Traité de non prolifération des armes nucléaires (1968), la Convention sur les armes biologiques (1975), la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (1993) ou l'Initiative de sécurité en matière de prolifération (2003).

4.2 L'arme du mal aux mains des terroristes

En somme, la possession d'une arme nucléaire par le régime théocratique de Téhéran poserait un immense danger pour la paix mondiale (Bush, 2007i; White House, 2006c : 20). Toutefois, le plus grand péril auquel l'humanité soit confronté résiderait dans la possibilité que les armes nucléaires développées par Téhéran se retrouvent entre les mains des terroristes (Bush, 2007i; White House, 2006b : 15). Une fois bien établis les liens entre l'État voyou iranien et les terroristes islamistes, d'une part, et entre le régime de Téhéran et les armes nucléaires, d'autre part, l'association entre les terroristes et « la bombe » est aisément réalisée. Comme le mentionne Jackson (2005 : 105) : « According to the language of officials, 'rogue states' are apparently eager to assist terrorists in killing millions of Americans. » Ce serait là leur but commun, une cause qui les unirait au sein de l'axe du mal.

Comme nous l'avons mentionné au chapitre précédent, les terroristes sont dépeints par l'administration Bush comme des êtres sous-humains et barbares, commettant des actes d'une violence inouïe dans l'objectif de dominer le monde. Pour eux, les armes nucléaires représenteraient donc des armes de choix parce qu'elles leur permettraient de causer la mort et la terreur à grande échelle (White House, 2006c : 19). Les attentats du 11 septembre 2001 sont fréquemment invoqués par l'ex-président comme preuve *ex ante* que les terroristes n'hésiteraient pas à utiliser l'arme nucléaire contre les Américains³. Ce lien intertextuel sert en outre à accroître le sentiment de peur chez les Américains en rappelant la dévastation survenue lors des attentats et en faisant planer la menace d'une destruction décuplée par l'utilisation d'armes nucléaires : « Airplanes were horrible; the attacks of aircraft were horrible. *But the damage done could be multiplied if weapons of mass*

³ Ils sont invoqués explicitement dans Bush (2006k; 2006j) et White House (2002c : 15) et implicitement – par référence à des attaques destructrices sur le « homeland » américain – dans Bush (Bush, 2006b; 2006g; 2005d; 2002a; 2002b) et White House (2008; 2006a : 3; 2002a : vii, 9).

destruction were in the hands of these people. » (Bush, 2006j; italiques ajoutées) Par là, l'ex-président renforce l'image de la menace comme étant illimitée, un mode de représentation identifié par Devetak (2005) comme augmentant le sentiment de terreur chez l'auditoire. Encore une fois, Bush fait planer une menace terrible en vue de discipliner les individus au sein du Soi (Campbell, 1998b : 58), en d'autres termes, pour les intimider à appuyer les politiques américaines adoptées dans le cadre de la guerre contre la terreur.

Si ce discours fait explicitement référence aux attentats de 2001 sur le World Trade Center et le Pentagone, sa signification lui est aussi attribuée à travers un lien intertextuel moins reconnu : celui de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce discours, le président Bush conjure l'image d'une ville dévastée par une attaque nucléaire tout en celant la source intertextuelle de cette vision : les attaques américaines sur Hiroshima et Nagasaki (Jackson, 2005 : 104). Bien que marquant la victoire américaine décisive de la « bonne guerre », ces deux moments inaugurent aussi une période de crise identitaire. En effet, les images horribles et les effets désastreux de cette arme font remettre en question le mythe de l'innocence et de l'exceptionnalisme américains (Engelhardt, 1995 : 58), tout en générant une vive crainte d'annihilation nucléaire (Ibid. : 56; Giglio, 2005 : 97; Osteen, 1994 : 79). C'est cette peur d'anéantissement, toujours présente, qui est transmise et reproduite à travers les textes analysés et le langage apocalyptique qui y est employé.

4.3 L'Iran comme nouvelle Frontière

Contre la menace existentielle que constitue la triade Iran-terrorisme-ADM pour la sécurité internationale, l'administration Bush dépeint un monde civilisé uni pour défendre la liberté. Il y aurait en effet un véritable consensus sur le danger que poserait un Iran nucléaire (Bush, 2006o) et c'est pourquoi les nations libres ne pourraient permettre à l'Iran de se doter de l'arme atomique (Bush, 2006i). L'Iran

aurait choisi de s'allier à la terreur et, par le fait même, serait devenu un véritable ennemi de la civilisation (Bush, 2005i).

En contrastant ainsi la « menace iranienne » aux nations libres, Bush situe la République islamique hors de l'aire de civilisation. Ce faisant, il fait appel à l'image de la *frontière*, l'un des mythes fréquemment utilisés pour réécrire l'identité nationale américaine. Cette frontière est centrale à l'identité nationale américaine parce qu'elle divise la civilisation de la barbarie, l'ordre (national) de l'anarchie (internationale) (Campbell, 1998b : 146). Issu de l'expérience des « Indian wars » et de l'acquisition progressive de l'ouest qui ont caractérisé les débuts de l'Amérique, le mythe de la frontière fait de l'expansion territoriale une caractéristique intrinsèque du progrès (Slotkin, 1993 : 10-11). D'où l'extension progressive de la « frontière » au reste du monde « barbare » – à commencer par l'Amérique latine et l'Asie du sud-est. Aujourd'hui, le mythe « depicts the *frontier* as a racialised and gendered zone of confrontation between civilisation and barbarism, backwardness and progress, order and disorder. » (O'Meara, s. d. : 12; en italiques dans l'original) Cette confrontation n'est pas désirée par l'Amérique – comme en témoigne le recours fréquent à l'image des attentats du 11 septembre 2001 comme déclaration de guerre⁴ (Bush, 2008b; Bush, cité dans White House, 2002b : 5). Mais, en tant que leader du monde libre et civilisé, l'Amérique n'aurait d'autre choix que de sévir contre les barbares, d'imposer l'ordre et la règle de droit et, ainsi, repousser encore plus avant les limites de la civilisation. En effet, le mythe de la frontière prescrit l'action : « It mandates that to ensure the survival of 'civilization' the forces of 'barbarism' have to be constantly repelled if not overcome. » (Campbell, 1998b : 146) En opposant l'Iran aux nations civilisées, l'administration Bush trace donc une délimitation au-delà de laquelle règnent l'anarchie, le primitivisme et la barbarie. Par le fait même, elle fait de l'Iran une menace à la civilisation et un autre front de l'éternelle lutte contre les barbares.

⁴ Pour une analyse plus approfondie de la représentation des attentats du 11 septembre 2001, notamment comme déclaration de guerre, voir Jarvis (2008).

Pourtant, Bush souligne que « *Iran's true interests lie in working with the international community to enjoy the benefits of peaceful nuclear energy, not in isolating Iran by continuing to develop the capability to build nuclear weapons.* » (Bush, 2006m; italiques ajoutées) Ce faisant, l'ex-président soutient qu'il sait mieux que l'Iran ce qui est bon pour ce dernier. Il place donc les États-Unis en position d'autorité du sujet qui connaît l'objet, caractéristique des relations de pouvoir (Foucault, 1975 : 36). Dans les termes d'Edward Said : « *Dire à quelqu'un : « Je possède la vérité sur toi » [...] instaure entre nous un rapport où « je » domine et l'autre est dominé.* » (Said, 2005 : 8. En italiques dans l'original)

Cette position d'autorité des États-Unis est donc aussi caractéristique d'une relation de pouvoir *spécifique* : celle de l'« Occidental » vis-à-vis de l'« Oriental ». Cette relation établie de longue date place l'« Occident » – d'abord l'Europe, puis l'Amérique – dans un rapport paternaliste avec l'« Orient », qui fait du premier « le spectateur, le juge et le jury de toutes les facettes du comportement oriental. » (Ibid. : 129) Dans ce contexte discursif, l'Iran est représenté comme un enfant désobéissant, que le père (américain) se doit de semoncer. Le désir de se doter d'une arme nucléaire est ainsi dénoncé par Bush comme « unacceptable behavior » (Bush, 2006h), une attitude puérile qui le mettrait en porte-à-faux avec la communauté internationale. « The choice is up to the Iranian government as to whether or not they will be accepted into the family of nations, all aimed at promoting peace and economic prosperity. They've made a bad choice up to now. » (Bush, 2007h). Si l'Iran désire réintégrer la communauté internationale, sa famille, il doit se plier aux exigences du patriarche américain, qui ne veut au fond que son bien. Ces demandes ne visent qu'à faire de l'Iran un adulte responsable, en vue de créer « a world of democratic, well-governed states that can meet the needs of their citizens and conduct themselves responsibly in the international system. » (White House, 2006c : 1) De tels propos rappellent de façon éloquente non seulement les mythes fondateurs de l'identité nationale américaine – exceptionnalisme, libéralisme universaliste, destinée manifeste

–, mais aussi et surtout le projet de mission civilisatrice qui leur a fréquemment été lié. Si l’Iran fait de mauvais choix, c’est qu’il est incapable de se gouverner lui-même. Il aurait donc besoin d’être guidé, ramené dans le droit chemin menant au Bien et à la civilisation. En tant que puissance exceptionnelle, leader du monde libre et civilisé, les États-Unis auraient le devoir paternel d’aider l’Iran à adhérer aux valeurs libérales.

Puisque la civilisation est définie en termes libéraux par l’administration Bush, la frontière peut aussi être vue comme divisant une zone d’ombre d’une zone de Lumières. À ce niveau, la menace posée par le composite Iran-terrorisme-ADM est dépeinte de manière à créer une impression d’obscurité qui renforce le sentiment de peur qu’il suscite. Tout d’abord, le terroriste est dépeint comme étant informe, dispersé, insaisissable (Devetak, 2005 : 636). Il est à la fois partout et nulle part (Grondin, 2004 : 19). C’est un ennemi sans visage, qui se cache et dissimule sa véritable identité derrière maints alias. Ainsi, il est quasiment impossible à retracer (Devetak, 2005 : 637; Ivie et Giner, 2007 : 403-4). Dans les termes de Michael Dillon (2007 : 9) :

« What most characterizes global terror, we are persistently told, is the very certainty of its radical uncertainty. We do not know when terrorists may strike, we do not know how they will strike, and we do not know with what terrifying effect they will strike. We only know for sure that they will strike. »

Membre de réseaux de plus en plus décentralisés, l’Autre terroriste « is part of an invisible empire supported by a multiplicity of groups and states. » (Kellner, 2004 : 47; voir aussi Jackson, 2005 : 109-11 et Kellner, 2007 : 628) De même, le recours croissant aux technologies de l’information et des communications (TIC) conforte le caractère insaisissable des terroristes, en plus de les représenter comme n’ayant aucune limite – ceux-ci pouvant grâce aux TIC attaquer n’importe où sur la planète (Devetak, 2005 : 637). Bref, la métaphore de l’obscurité confère aux terroristes un statut de fantôme : cachés dans des caves, sous terre ou dans l’ombre (Lazar et Lazar,

2004 : 235), ils deviennent invisibles et suscitent ainsi une peur renouvelée (Devetak, 2005 : 636).

Dans un second temps, l'arme nucléaire ceint l'Iran de ténèbres. Cette arme est en effet entourée d'un grand mystère : secrète dès sa naissance (Osteen, 1994 : 79), « la bombe » susciterait une telle fascination qu'elle serait (clandestinement) recherchée par tout acteur malveillant. L'administration américaine présente les ADM comme étant facilement dissimulées, livrées clandestinement et utilisées de façon imprévisible (White House, 2002b : 15). Enfin, l'impression d'obscurité est renforcée, dans le cas iranien, par l'absence d'armes nucléaires : non seulement Téhéran nie-t-il leur existence, elles demeurent en outre introuvables en dépit des inspections répétées menées par l'AIEA. Dans le script de la guerre contre la terreur, qui oppose la civilisation à la barbarie (Chang et Mehan, 2008), l'incapacité à prouver la présence d'armes nucléaires en Iran renforce la suspicion à l'égard de ce dernier et illustre le caractère diabolique et fourbe du régime iranien. Ainsi, Téhéran doit cesser toutes ses activités d'enrichissement d'uranium pour prouver « *that it is not seeking nuclear weapons under the cover of a civilian program.* » (Bush, 2006m; italiques ajoutées) De surcroît, l'incapacité de la communauté internationale à prouver l'existence d'armes nucléaires en Iran illustrerait l'avantage des sociétés non transparentes sur celles démocratiques, dans lesquelles il serait impossible de cacher quoi que ce soit (Bush, 2006h). Bref, à l'instar de l'Irak de Saddam Hussein, le régime islamique « *keeps the world 'in the dark' and enlarges his fearfulness.* » (Devetak, 2005 : 639). Au contraire, la transparence des sociétés démocratiques et libérales les situent en pleine zone de Lumières.

Cette image de l'obscurité vient aussi renforcer la représentation de l'Iran et des fondamentalistes islamistes comme étant sales, lâches, traîtres et sournois, utilisant des tactiques déloyales pour faire avancer leur sombre cause. Par là, l'ex-président leur attribue des caractéristiques négatives associées à l'« Oriental » et à la

féminité. Par exemple, Bush invite l'Iran en ces termes : « *come clean* about your nuclear intentions and past actions » (Bush, 2008c. Italiques ajoutées). L'utilisation de cette expression implique que l'Iran est actuellement sale parce que malhonnête, une métaphore qui a de tous temps été centrale à l'articulation du danger aux États-Unis (Campbell, 1998b : 3). De la même manière, la tendance des terroristes à se cacher témoignerait de leur hypocrisie et de leur couardise, deux importants stéréotypes orientalistes (Lazar et Lazar, 2004 : 235). Cette représentation participe aussi à l'émasculatation des terroristes islamistes qui, dans la guerre contre la terreur, se retrouvent rapidement dominés par des États-Unis forts, braves et résolus, et donc essentiellement masculins (Brunner, 2008 : 236; Coe *et al.*, 2007 : 43).

Malgré cette attitude paternaliste et sexiste des États-Unis, qui incite l'État soutenant le terrorisme à se racheter pour ses péchés, l'État voyou est généralement situé au-delà de toute rédemption. En effet, il serait si radicalement opposé aux valeurs américaines « universelles » qu'il ne pourrait être sauvé⁵. Parce qu'il risquerait fort d'entraîner la destruction de l'Amérique, de la civilisation et des valeurs libérales (Bush, 2007a; Jackson, 2007 : 407; Lazar et Lazar, 2004 : 230), le dangereux composite formé des États voyous, des terroristes et des ADM est dépeint comme posant une menace existentielle *jamais connue auparavant*. Les attentats du 11 septembre 2001 sont ainsi représentés comme inaugurant une ère nouvelle, en rupture radicale avec le passé (Jarvis, 2008 : 246-50; Venn, 2002 : 121). Ce contexte inouï serait en outre marqué par l'omniprésence de dangers apocalyptiques : « September the 11th provided a warning of future dangers – of terror networks aided by outlaw regimes, and ideologies that incite the murder of the innocent, and

⁵ Comme nous l'avons mentionné au chapitre deux, la représentation des Autres comme l'incarnation du mal et menace pour l'humanité permet deux scénarios : soit l'Autre expie ses péchés en embrassant les valeurs libérales et reconnaissant la supériorité américaine; soit il refuse et alors les États-Unis doivent l'éradiquer (O'Meara, s. d. : 8). Cela renvoie non seulement à la tradition américaine de « démonisation » des adversaires, mais aussi à un discours orientaliste qui voit les « bons Arabes » comme ceux qui font ce que les États-Unis leur dictent de faire, et tous les autres comme des terroristes (Said, 2005 : 337).

biological and chemical and nuclear weapons that multiply destructive power.» (Bush, 2005d) Au contraire des époques antérieures, les menaces seraient perpétuellement imminentes étant donné les intentions diaboliques, les capacités de ravages et la rapidité d'action des ennemis actuels. Plus spécifiquement, la présence d'armes nucléaires changerait la donne : d'une part, il est difficile de faire la preuve qu'un acteur en possède et projette de les utiliser, puisqu'elles sont généralement gardées secrètes; d'autre part, si l'on parvenait à faire cette preuve, il serait trop tard pour développer une défense adéquate dans le temps requis pour s'en protéger. Enfin, la dissuasion et l'endiguement seraient impossibles vis-à-vis des membres de l'axe du mal armés d'ADM (Bush, 2002b). En particulier, cela serait inefficace avec les terroristes (Davis, 2004 : 105; Daalder, 2002; Bradford, 2003-2004 : 1366), parce que ces derniers n'ont ni territoire fixe, ni population à défendre (Kegley et Raymond, 2003 : 386), qu'ils ne répondraient qu'à leur Dieu, désireraient à tout prix obtenir le statut de martyrs (Berger, 2003 : 2) et s'attaqueraient délibérément à des innocents (White House, 2002b; 2006c : 12). C'est pourquoi la seule option pour les États-Unis et le monde civilisé est l'usage de la force à leur endroit, résultant idéalement en leur éradication pure et simple (Brunner, 2008 : 241; Jackson, 2005 : 69-70, 2007 : 409; Kellner, 2007 : 629). Puisqu'ils incarnent le mal, tous les moyens sont bons pour contrer les terroristes et les régimes voyous, y compris ceux qui seraient considérés illégitimes en d'autres circonstances (Coleman, 2003 : 96; Ivie et Giner, 2007 : 595; Nayak, 2006 : 51).

Contre la menace immense et inédite posée par les États voyous hostiles à l'Amérique et cherchant à se doter d'armes nucléaires, les États-Unis seraient dans le droit d'intervenir unilatéralement et de manière préventive pour renverser tout régime qui pourrait éventuellement représenter un danger. Pour l'administration Bush, une telle action devrait même être considérée comme de la légitime défense, inclus dans

une définition élargie de l'attaque préemptive⁶ (Bradford, 2003-2004 : 1425). Dans ce contexte discursif, la présentation du dossier nucléaire iranien comme l'un des défis les plus ardues auquel le monde libre est confronté (Bush, 2007h) entraîne logiquement la justification d'un éventuel renversement du régime iranien ou d'une attaque aérienne sur les installations nucléaires du pays.

⁶ Selon le département américain de la défense, une attaque préemptive est « [a]n attack initiated on the basis of incontrovertible evidence that an enemy attack is imminent. » (United States Department of Defense (s.d.)).

CHAPITRE V

L'IRAN, ROYAUME DES TÉNÈBRES

*Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice :
ils seront rassasiés.*

Matthieu 5 : 6

Un troisième et dernier grand discours utilisé par l'administration Bush pour dépeindre l'Iran est celui d'un État tyrannique. La République islamique est « démonisée » en raison de son traitement injuste de la population iranienne. Dans ce qui suit, nous mettrons d'abord en relief les procédés discursifs auxquels l'administration Bush a recours pour représenter le gouvernement iranien comme un régime dictatorial, antidémocratique et antilibéral. Ensuite, nous ferons ressortir les procédés par lesquels l'administration américaine distingue ce régime de la population iranienne, en représentant cette dernière comme modérée, aspirant aux valeurs libérales mais ne pouvant les embrasser à cause de son oppression. Nous verrons en outre que l'administration Bush tient un discours sur les Américains – et en particulier les soldats – qui les représentent comme étant actifs, forts et héroïques. Enfin, nous verrons comment cette double représentation de l'Iran – comme État tyran et comme population opprimée – concourt à renforcer l'identité nationale américaine comme puissance exceptionnelle ayant la destinée manifeste de répandre les valeurs libérales dans le monde et, ce faisant, contribue à légitimer l'usage

potentiel de violence à l'égard de l'État iranien, notamment le renversement de son régime.

5.1 Un régime dictatorial

Dans les discours de l'administration Bush, le gouvernement iranien est représenté comme étant despotique. En tant que tel, l'Iran serait une forme avilie d'État, un « État voyou » qui brutalise sa population et gaspille les ressources nationales pour le bénéfice personnel de ses dirigeants (White House, 2002b : 14). L'Iran serait ainsi « a nation now held hostage by a small clerical elite that is isolating and repressing its people. » (Bush, 2006d) Gouverné par une poignée de despotes non élus (Bush, 2002c), ce régime réactionnaire subjuguerait la population du pays et priverait ses citoyens de leurs droits humains fondamentaux (Bush, 2006b, 2006f), sapant ainsi leur rêve de liberté (Bush, 2002c). Loin de jouir de la liberté auxquels ils aspirent et auraient droit, les Iraniens vivraient la tyrannie comme triste réalité quotidienne (White House, 2006c : 3). D'emblée, on peut relever que ce discours reproduit le stéréotype orientaliste de l'« Arabe » vivant dans un environnement dur et frustrant, si bien qu'il n'a pas l'opportunité de prendre sa place dans la société (Sania Hamady, cité dans Said, 2005 : 340).

L'administration américaine dénonce en particulier les politiques discriminatoires et misogynes des États islamiques, et notamment de l'Iran (Bush, 2008g, 2002c). En tant que régime islamique fondamentaliste et tyrannique, Téhéran chercherait à imposer ses idées fanatiques, au contraire de ceux – comme l'Amérique – qui croient aux valeurs de modération et de liberté, telle que la liberté de culte (Bush, 2006b). De même, Téhéran est l'un de ces acteurs fondamentalistes islamistes qui oppriment les femmes musulmanes. Selon Bush (2006j), l'Iran finira inéluctablement par adhérer aux valeurs libérales, ne serait-ce que parce que « women want to be treated equally. » Par là, l'ex-président américain soutient que les femmes

ne sont pas traitées de manière juste et équitable en Iran. Contre les politiques ségrégationnistes et misogynes décriées, « America will always stand firm for the non-negotiable demands of human dignity: the rule of law; limits on the power of the state; respect for women; private property; free speech; equal justice; and religious tolerance. » (Bush, 2002c) Or, comme le souligne Beeman (2008 : 137-8), la véhémence des propos de l'administration concernant les politiques misogynes et discriminatoires de l'Iran¹ « calls into question the United States' own recent social evolution in the treatment of women and ethnic minorities. » En localisant l'injustice commise à l'égard des minorités ethniques et des femmes dans les pays du Moyen-Orient, les États-Unis rendent « étrangères » ces formes de discrimination. Ce faisant, l'administration Bush passe sous silence les propres péchés de l'Amérique en matière de discrimination raciale et sexuelle, afin de réécrire l'identité nationale comme incarnation du bien.

Par ailleurs, la référence au régime de Téhéran comme étant clérical (Bush, 2006a, 2006d), réactionnaire (Bush, 2006f), extrémiste (Bush, 2008c, 2006o) ou (islamiste) radical (Bush, 2006b, 2005c, 2005e, 2005g)² contribue à le représenter comme barbare et arriéré. La résurgence de l'islamisme politique, dont la révolution iranienne participe, est vue par les États-Unis comme une réaction à la modernité (Chowdhry et Nair, 2002 : 16). Dans la perspective libérale américaine, l'histoire est comprise comme une évolution, un progrès, de sorte que l'opposition à ce progrès est nécessairement perçue comme moralement inférieure. Ainsi, l'administration Bush

¹ On pourrait d'ailleurs débattre du caractère discriminatoire de ces politiques. Par exemple, Kian (2009 : 85) souligne que la révolution de 1979 a eu des effets bénéfiques pour les femmes religieuses et celles de milieu modeste, notamment par la mise en place d'une éducation de masse. Grâce à cela : « Aujourd'hui, sur 2,5 millions d'étudiants en Iran, 52% sont des filles, y compris dans les filières techniques et technologiques. Le taux d'alphabétisation global est monté à 80% et à 76% pour les femmes. » Par ailleurs : « L'âge au premier mariage est passé de 19,5 ans à 23 ans. Les mariages forcés ont diminué. Le nombre d'enfants par femme est descendu de 7 avant la révolution à 2, la baisse la plus importante jamais enregistrée en une génération dans l'histoire de l'humanité. L'État distribue la pilule gratuitement depuis 1989; 78% des femmes ont recours aux moyens contraceptifs. »

² Cette représentation se fait aussi de manière indirecte par la dénonciation du soutien apporté par l'Iran aux terroristes et à la « cause » de l'islamisme radical. Voir le chapitre trois pour plus de détails.

trace une frontière temporelle entre les États-Unis, laïcs, donc civilisés et modernes, et l'Iran, pré-moderne et obscurantiste. Pourtant, Edwards (2004 : 164) souligne que le fondamentalisme religieux anathématisé par l'administration américaine est omniprésent aux États-Unis. Ces derniers partagent en effet avec l'Iran le profond sentiment d'avoir une mission divine (Ansari, 2006 : 235). Et bien que cette « destinée manifeste » soit souvent exprimée dans des termes séculiers par les dirigeants américains contemporains, Bush n'hésite pas, pour sa part, à faire explicitement référence à Dieu, comme lorsqu'il affirme que la liberté pour laquelle se battent les États-Unis est inscrite par le Tout-puissant dans le cœur de chaque être humain (Bush, 2007d), ou encore par la clôture de presque tous ses discours par « God bless (the United States of) America ». Ainsi, le caractère religieux de l'Iran n'est pas radicalement opposé à la « laïcité » officielle des États-Unis. Nonobstant, c'est peut-être précisément en raison de cette proximité que l'ex-président « démontre » le régime théocratique de Téhéran. Nous pouvons en effet considérer que cet adversaire monstrueux est menaçant pour l'identité américaine non parce qu'il en diffère, mais bien *parce qu'il lui est semblable*³. D'ailleurs, l'Islam et le Christianisme ont toujours représenté un défi l'un pour l'autre en raison de leur prétention universaliste et de leurs héritages judéo-chrétien et gréco-romain communs (Gerges, 2003 : 74).

Bien que la répression des Iraniens soit dépeinte comme l'une des pires qui soient, leur situation serait loin de constituer l'exception. Au contraire, elle serait caractéristique du Grand Moyen-Orient, qui souffrirait d'un déficit de liberté (White House, 2006c : 38). Cette région serait ainsi atteinte de plusieurs *maladies* générées par la répression : corruption, économies stagnantes ou déséquilibrées, griefs politiques, conflits régionaux, extrémisme religieux (Idem). Par ailleurs, l'absence de liberté aurait fait du Moyen-Orient un « incubator for terrorist movements » (Bush,

³ Sur le thème des monstres comme « Autres » et de ce qu'ils traduisent pour l'identité du Soi, voir Kearney (2003).

2006b), un « breeding ground for extremism » (Bush, 2006c). Ces expressions constituent deux exemples de métaphore médico-chirurgicale (MMC) : au sens littéral, le terme « incubation » réfère, entre autres⁴, à la période comprise entre l'infection et l'apparition des symptômes d'une maladie. Quant à l'expression « breeding ground », elle désigne un lieu de reproduction de plantes, d'animaux ou de maladies. La MMC permet dans tous ces exemples de représenter les États despotiques comme des États infectés par une pléthore de virus – le terrorisme, l'extrémisme, la corruption, etc. – qui prolifèrent grâce à l'absence de liberté. À leur tour, ces virus affecteraient des éléments vitaux d'une société en santé (lire « libérale »), telle que l'information, qui y serait *contaminée* par des mensonges et des théories du complot (White House, 2006c : 10). Pis, ces maladies n'affecteraient pas seulement l'État hôte, puisque les États-Unis en auraient aussi subi les conséquences lors des attentats du 11 septembre 2001 (Bush, 2006i).

Pour assurer une véritable guérison des États atteints, il faudrait changer les conditions qui rendent possible l'extrémisme et la terreur (Bush, 2005d), soit mettre en place un gouvernement démocratique qui garantisse la liberté de ses citoyens. Cela constitue le seul *antidote* contre ces graves affections (Bush, 2006l, 2005d). Comme le soulignent Al-Sumait, Lingle et Domke (2009), l'administration Bush met le terrorisme en rapport d'opposition avec la démocratie, qui est liée à la paix, la sécurité et la justice. La démocratie est représentée à la fois comme la cause et la cure du terrorisme/fondamentalisme islamiste. D'une part, l'administration Bush soutient que le terrorisme global est engendré par l'aliénation politique. Au contraire de la démocratie libérale, la dictature ne permettrait pas le développement d'une opposition politique légitime et responsable, empêchant le règlement pacifique des différends

⁴ Il peut aussi signifier la couvée des œufs par l'oiseau, mais il nous apparaît que cette définition n'est pas celle à la lumière de laquelle le lecteur comprendra en premier lieu le texte de Bush, étant donné la connotation négative du verbe « to incubate » dans la phrase citée.

(Bush, 2005d). Dans ce contexte, la violence deviendrait la seule façon de transformer l'ordre établi :

« Transnational terrorists are recruited from people who have no voice in their own government and see no legitimate way to promote change in their own country. Without a stake in the existing order, they are vulnerable to manipulation by those who advocate a perverse vision based on violence and destruction. » (White House, 2006c : 10 ; voir aussi White House, 2006b : 9)

Au contraire, la liberté serait garante de paix et de sécurité (Bush, 2006b), comme en témoignerait l'évolution de l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (Bush, 2006c). Ainsi, l'expansion de la liberté entraînerait l'éradication de l'extrémisme du Moyen-Orient, et notamment de l'Iran :

« If the peoples of that region are permitted to choose their own destiny, and advance by their own energy and participation of free men and women, then the extremists will be marginalized, and the flow of violent radicalism to the rest of the world will slow and eventually end. » (Bush, 2005c, 2005e, 2005g; voir aussi Bush, 2008g; White House, 2006a : 5, 2006b : 10)

La démocratie est donc aussi représentée comme cure au terrorisme par l'administration Bush. Il s'agit donc d'une MMC et, à ce titre, entraîne une prescription lourde de conséquences : les États-Unis doivent prendre les mesures nécessaires pour étendre la démocratie dans le monde, que ce soit par la démocratie ou la force (Al-Sumait, Lingle et Domke, 2009 : 14-15). La nécessité d'agir, même militairement, ne peut dès lors plus être remise en question puisque la survie de la communauté internationale et de la civilisation en dépend. Par conséquent, le débat politique entourant la guerre contre la terreur est grandement restreint, se limitant à l'identification des cibles prioritaires.

Encore une fois, le régime iranien prendrait une mauvaise décision en maintenant sa dictature, ce qui l'exclut de la communauté internationale. Bush spécifie que les États-Unis ne s'opposent pas aux Iraniens, mais bien au gouvernement islamique qui les opprime (Bush, 2007h). Mais il promet aux Iraniens que le jour viendra où ils auront un gouvernement libéral. Ce jour-là, l'Iran intégrera

la communauté des nations libres et n'aura de meilleur ami que les États-Unis (Bush, 2008g).

5.2 Une population iranienne victime

Si le régime islamique de Téhéran est « démonisé », il en va tout autrement de la population iranienne qui, elle, se voit attribuer le rôle de victime. Opprimée par ce régime islamique dictatorial, elle serait incapable d'accéder à la liberté et la justice auxquelles elle aspire. Cette « victimisation » de la population iranienne est réalisée dans le discours de l'administration Bush par l'utilisation systématique de verbes d'état, un procédé transitif qui permet de diminuer le rôle d'agence du sujet (Fowler, 1985 : 70). Ainsi, Bush mentionne régulièrement son souhait que les Iraniens aient leur liberté (Bush, 2008c, 2008g) ou vivent en liberté (Bush, 2006c), mais sans jamais relever le rôle joué par les Iraniens dans cette réalisation. Ces derniers mériteraient l'opportunité de déterminer leur avenir – laissant entendre qu'ils n'ont aucun contrôle sur leur propre existence – mais en seraient privés par leur gouvernement despotique (Bush, 2006c, 2007e, 2007l, 2008g). De la même façon, tous les verbes de la phrase suivante donnent l'impression que les Iraniens attendent passivement leur liberté : « Even now, change is stirring in places like [...] Damascus and Tehran. The people of these nations *dream* of a free future, *hope* for a free future, and *believe* that a free future will come. And it will. » (Bush, 2008e; italiques ajoutées) Ce procédé construit un discours dans lequel les Iraniens sont des êtres passifs et silencieux, qui n'obtiendront leur liberté que si elle leur est consentie par un agent extérieur.

Par contre, Bush utilise systématiquement des verbes d'action pour parler de l'Amérique. Des verbes tels que « to champion », « to lead », « to ignite » ou « to launch » (voir en particulier White House, 2006c) traduisent un rôle actif pour les États-Unis. Mieux, ces verbes dépeignent l'Amérique comme un *leader*, puisqu'ils signifient que cette dernière initie les actions. Fidèle aux mythes de

l'exceptionnalisme américain, du libéralisme universaliste et de la destinée manifeste, Bush (2008e) soutient que le rôle de l'Amérique est de contraindre les tyrans à accorder la liberté aux populations prisonnières, ce qu'elle s'évertuerait à faire avec la République islamique depuis 2001. L'Amérique est ni plus, ni moins la conscience des despotes et régimes tyranniques qui, comme l'Iran, violent les droits fondamentaux (idem). C'est pourquoi le régime de Téhéran sait que les États-Unis feront obstacle à son oppression (White House, 2006b : 15, 2006c : 38) et soutiendront les mouvements démocratiques (Bush, 2005i). En somme, les États-Unis se donnent le rôle actif de celui qui combat et libère les populations opprimées par leur régime sanguinaire. Si le régime iranien refuse d'octroyer la liberté à sa population, les États-Unis prétendent avoir la légitimité d'agir pour délivrer les Iraniens de leur oppression.

Combinées, ces représentations forment un discours qui s'inscrit dans un régime de vérité masculin/féminin. Comme nous l'avons souligné au deuxième chapitre, ce régime de vérité est constitué de discours associant la masculinité à diverses caractéristiques « positives » comme la raison, le courage, la force et la vertu. Continuellement répétés, ces discours qui valorisent le masculin au détriment du féminin font paraître ce rapport hiérarchique comme un « état de fait » (Campbell, 1998b : 9-11). Dans ce contexte discursif, les États-Unis se représentent comme étant essentiellement masculins et, ce faisant, s'attribuent les caractéristiques « positives » qui y sont associées. Inversement, ils représentent la population iranienne avec des traits associés à la féminité, comme l'irrationalité, la faiblesse et la dépendance. Celle-ci serait en quelque sorte dans l'attente du principe actif masculin, sans qui elle serait impuissante. Une telle représentation de la population iranienne constitue une condition de possibilité de la ~~représentation des Américains comme~~ masculins et donc moralement supérieurs, ce qui sert à légitimer la domination américaine.

Enfin, cette « victimisation » de la population iranienne participe aussi de la réification de l'identité américaine comme moralement supérieure par ce que Nietzsche a nommé la moralité de pitié. Selon cet auteur, la recherche d'objets de pitié représente un moyen pour une personne (ou une entité) d'augmenter sa propre position de « bien », de se donner une image positive d'elle-même et d'augmenter son contrôle (cité dans Campbell, 1999 : 22). La pitié désigne le sentiment de mépris d'un sujet à l'égard d'un autre sujet relativement aux souffrances de ce dernier⁵, issu d'un ressentiment à l'égard de la condition humaine (dont la souffrance et la vulnérabilité sont indissociables) (Connolly, 1999 : 134). En ce sens, la pitié permet au sujet qui « prend pitié » de réaliser sa valeur à travers un sentiment de supériorité vis-à-vis de l'Autre. Cet écart entre la valeur des uns et des autres est d'autant plus grand lorsque la pitié permet d'avoir le pouvoir sur l'autre en soulageant sa souffrance. Dans cette optique, la pitié et les modes de représentation du Soi et de l'Autre qui y sont associés permettent aux États-Unis d'établir une plus grande distinction entre ces derniers et les Iraniens, de rendre la frontière entre les deux moins ambiguë, de même que de consolider la hiérarchie morale établie entre la nation américaine et la population iranienne. Par le fait même, elle justifie l'usage de la violence à l'égard de l'autre et c'est pourquoi la pitié représente un « *grand danger pour l'humanité, ce qui la charme et l'égaré de la façon la plus sublime* » (Nietzsche, 2002 : 30; en italiques dans l'original)⁶.

⁵ Dans cette perspective, la pitié se distingue de l'empathie et de la compassion, qui impliquent un *partage des souffrances*, ce qui passe par une identification à l'autre, une compréhension de l'autre, et donc par un *rapprochement*. Au contraire, la pitié vise l'éloignement de l'Autre par sa dévalorisation et la mise en valeur du Soi.

⁶ Si nous affirmons avec Nietzsche que la pitié pose un danger pour l'humanité, nous ne croyons pas le faire pour les mêmes motifs que lui. Il existe bien entendu de nombreuses lectures de l'œuvre de Nietzsche, et sans aucun doute aussi de sa « moralité de pitié ». Or, la nôtre nous pousse à croire que cet auteur voyait la pitié comme négative en ce qu'elle favorisait le faible, le malade, au détriment du fort, du sain (voir en particulier Nietzsche, 2002 : 138-42). En ce sens, la moralité de pitié représenterait pour Nietzsche un renversement habile de la vertu par les faibles et médiocres. Nous ne souscrivons pas à cette vision des choses, ce que la lecture du mémoire devrait avoir rendu évident. Nous considérons plutôt que la pitié représente un danger pour l'humanité en ce qu'elle établit et consolide une hiérarchie morale entre le Soi et l'Autre, de sorte qu'elle justifie la violence du premier envers le second – par l'aide au développement, le colonialisme, une « mission civilisatrice ». Comme

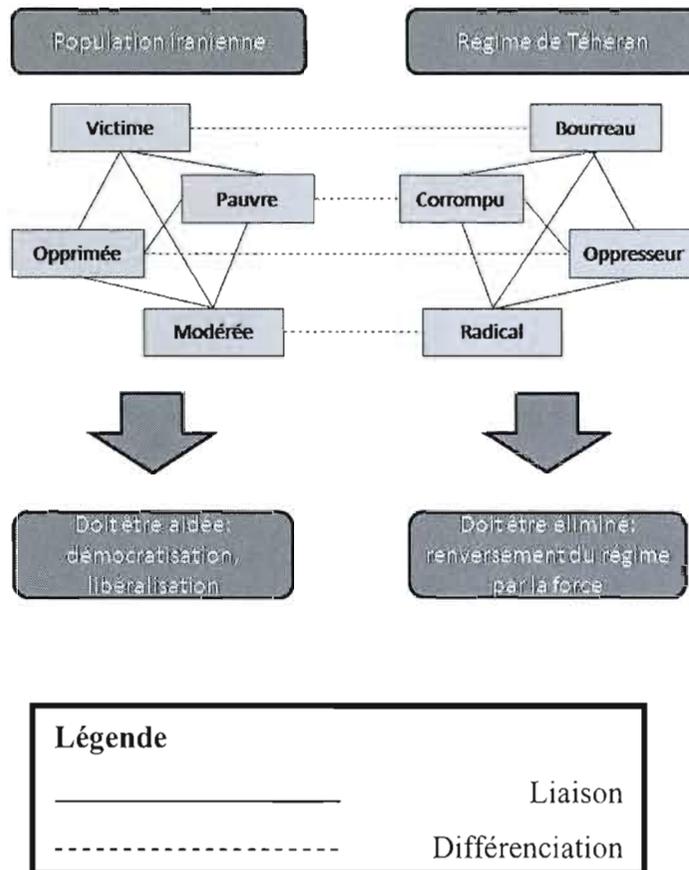
5.3 Défendre la veuve et l'orphelin

De cette double représentation de l'Iran – comme régime tyrannique et population opprimée – découle une prescription pour les États-Unis : en tant que puissance exceptionnelle libérale, ces derniers auraient la légitimité d'intervenir pour renverser le régime iranien et ainsi, libérer la population qui est sous son joug. On peut analyser la constitution de ces deux identités iraniennes par l'administration Bush à la lumière du double processus de liaison et de différenciation rendu explicite par Hansen (2006 : 37-46) et illustré à la figure 5.1 plus bas. L'administration américaine lie entre eux certains termes spécifiques, de façon à générer deux constructions discursives⁷. Par exemple, les termes « victime », « opprimée », « pauvre » et « modérée » sont liés entre eux pour former la construction discursive de la population iranienne. Simultanément, chacun de ces termes est mis dans un rapport d'opposition avec ceux associés à la seconde construction discursive, désignant le régime iranien. C'est à travers cette mise en relation – de liaison *et* de différenciation – que chaque signifiant prend son sens : d'une part, l'invocation d'un terme fait simultanément appel à tous les autres qui lui sont liés, ce qui est le propre d'une construction discursive (Ibid. : 20); d'autre part, puisqu'une chose ne peut se définir que par ce qu'elle n'est pas, la signification attribuée à chaque terme repose aussi sur ceux qui lui sont opposés. Bref, chaque signifiant est lu à la lumière de la relation qu'il entretient avec tous les autres termes invoqués, de sorte que les deux identités entretiennent un rapport dialectique.

l'indique Connolly (1999 : 134-5), la pitié revient bien souvent à nier la différence sous le couvert de l'amour et de principes universels ou des besoins de la civilisation. Contre cette pitié, Connolly propose de développer une éthique de générosité en lien avec les relations d'identité/différence – ce qui se rapprocherait davantage des définitions d'empathie et de compassion données à la précédente note de bas de page. Nous reviendrons sur la *nécessité d'ouverture à la différence* au dernier chapitre du mémoire.

⁷ Rappelons que les constructions discursives sont définies comme étant des « groups of related statements about a subject that determine its meaning, characteristics and relationship to other discursive formations » (Hansen, 2006 : 20). Ces *formations discursives* déterminent la nature d'un sujet ou d'un objet en imposant certaines représentations et significations (Michel Foucault, dans Debrix, 2008 : 13).

Figure 5.1 La double identité de l'Iran et ses implications pour la Politique Étrangère américaine



Au contraire de l'Iran, divisé, l'Amérique serait unie autour de ses valeurs morales prétendument intrinsèques, telles que la liberté, la démocratie et la compassion (Bush, 2002c, 2007b, 2007c, 2008b, 2008c). Au-delà des divergences raciales et idéologiques, les États-Unis seraient soudés pour faire face à l'adversité causée par les « guerriers de la terreur » comme l'État iranien (Bush, 2002c), parce que la cause de l'Amérique est juste et bonne (Bush, 2007b). À ce niveau, l'utilisation fréquente des locutions verbales « to stand against », « to stand for » et

« to stand with » pour parler de l'Amérique donne l'impression d'un bloc monolithique⁸. Par ailleurs, Bush emploie un langage religieux pour mettre de l'avant une religion civile américaine qui transcende les différentes croyances particulières, cela dans le but d'unir l'Amérique contre le mal (Bostdorff, 2003 : 302). Enfin, il est important de relever l'utilisation alternative du « je » et du « nous » par Bush, pronoms qui font référence tantôt au président, tantôt au gouvernement américain, tantôt à la nation/la société américaine, tantôt même à la communauté des États libres et civilisés. Ce procédé discursif permet d'assimiler le président à la société américaine, de présenter ce dernier comme l'incarnation de la nation. Ce faisant, Bush consolide l'identité nationale (Kellner, 2007 : 626) et renouvelle la légitimité du régime politique, qui devient le porte-voix de la population. Mieux, la référence à la communauté internationale présente le président/le gouvernement américain comme le porte-voix de la civilisation et de la liberté. Dans la structure binaire du langage, qui implique la valorisation d'un terme par rapport à un autre qui lui est opposé (Zehfuss, 2002 : 218), l'unité est considérée moralement supérieure à la division. Par conséquent, ce discours de l'administration Bush permet de favoriser l'Amérique dans la hiérarchie morale établie (entre autres) avec l'Iran.

Cette idée de la cohésion interne est renforcée par le lien intertextuel de la Seconde Guerre mondiale, devenue un important symbole de l'unité nationale face à l'ennemi diabolique et barbare (Giglio, 2005 : 182; May, 2000 : 206). Selon cette référence intertextuelle, la génération actuelle aurait le devoir d'être à la hauteur de la « greatest generation », ces Américains qui ont gagné la « bonne guerre » contre le mal nazi et fasciste. Ce discours fait donc des soldats les porteurs de ces valeurs morales qui assurent la communion de l'Amérique. Les hommes et les femmes en uniforme seraient « America's finest citizens » (Bush, 2008b). Ils incarneraient la force de la nation non par leurs armes, mais bien par leur vertu : « We see that full

⁸ Ces locutions verbales sont employées dans la vaste majorité des textes à l'étude. Voir par exemple Bush, 2002c, 2005a, 2005i, 2007d, 2008c, 2008e; White House, 2006b : 15, 2006c : 38.

measure and the strength of this nation in the men and women in uniform who fight this war, and [...] who have given their lives in the cause of liberty and freedom. » (Bush, 2006g; voir aussi 2007a, 2007c, 2007f, 2007j, 2008b, 2008c, 2008h) Les soldats américains participeraient donc à l'expansion des valeurs libérales « universelles », ce qui promouvrait une paix durable (Bush, 2002c). Ce paradoxe constitue un exemple de ce que Kellner (2007, 2004) nomme « Bushspeak », par analogie au concept de « Doublespeak » proposé par George Orwell : pour préserver le caractère débonnaire de l'Amérique et donc réécrire le discours dominant, Bush a recours à des termes qui dissimulent la violence des politiques américaines et la destruction qu'elles engendrent.

Pour étendre la liberté au Moyen-Orient et donc favoriser la sécurité et la paix mondiale, Bush insiste sur le besoin d'un engagement ferme des États-Unis dans la guerre contre la terreur. Ces derniers doivent en effet démontrer aux Iraniens qu'ils sont résolus et que leur cause noble triomphera : « [the Iranians are] wondering about our commitment to this cause. And one reason they wonder is that in a violent society, the people sometimes don't take risks for peace if they're worried about having to choose between different sides, different violent factions. » (Bush, 2007l) Pour faire cette preuve, les États-Unis doivent rester en Irak pour que cet État devienne une démocratie libérale. Parvenir à instaurer une démocratie dans cet État jusque là autoritaire montrerait l'exemple à l'Iran (Bush, 2005d) et inciterait ce dernier à adopter le modèle démocratique libéral (Bush, 2005i, 2006j). Une telle victoire en Irak prouverait à la population iranienne que la liberté est non seulement possible au Moyen-Orient, mais aussi que sa victoire sur la tyrannie est inévitable (Bush, 2006b). Bref, la démocratisation de l'Irak est considérée fondamentale : « victory in Iraq will bring *something new in the Arab world – a functioning democracy* that polices its territory, upholds the rule of law, respects fundamental human liberties, and answers to its people. » (Bush, 2007j. Italiques ajoutées)

Aux dires de l'administration américaine, les États-Unis seraient particulièrement bien placés pour aider les pays du Moyen-Orient, et notamment l'Iran, à se démocratiser. La démocratisation du Japon suite à la Deuxième Guerre mondiale (qui n'aurait pas été possible sans la présence américaine) (Bush, 2007a, 2008g) et celle de la Corée du Sud (que la présence américaine de 1950-1953 aurait permis en repoussant l'invasion communiste du nord) (Bush, 2007h) prouveraient qu'une intervention militaire américaine est génératrice de paix et de démocratie. En outre, l'administration Bush présente les États-Unis comme l'exemple idéal et inégalé du modèle démocratique. En tant que tel : « The United States appreciates that democratic progress requires tough choices. Our own history teaches us that the road to freedom is not always even, and democracy does not come overnight. » (Bush, 2008g) La rhétorique de Bush place encore une fois les États-Unis en position de supériorité : ils incarnent une figure paternelle à l'égard des pays non démocratiques du Moyen-Orient. Ayant parcouru le dur chemin de la démocratie et étant parvenu à son terme, tout comme un parent a vécu le difficile passage de l'enfance à la maturité, les États-Unis se placent dans la position de celui qui sait et peut transmettre sa connaissance à ceux, comme l'Iran, qui ne savent pas encore. Ce discours s'inscrit dans une vision orientaliste du monde, au sein de laquelle l'enfant « Orient » doit être éduqué par le parent américain, être guidé par lui sur la voie du libéralisme et du progrès. Encore une fois, ces discours participent à la réécriture de l'identité américaine comme puissance exceptionnelle ayant la destinée manifeste de répandre les valeurs libérales dans le monde.

Fidèle à ses valeurs, l'Amérique soutiendrait tous ceux qui désirent vivre en liberté (Bush, 2008e). Dans les discours de l'administration américaine, cette liberté passe non seulement par la démocratisation, mais aussi par l'exportation du modèle économique libéral. En effet, la liberté serait indivisible dans de véritables démocraties (White House, 2006c : 4, 2006b : 9). Ainsi, la libéralisation de toute société passe entre autres par la mise en place d'une économie de marché et d'un

système de libre-échange, qui auraient tous deux prouvé « their ability to lift whole societies out of poverty » (Bush, dans White House, 2002b; voir aussi Bush, 2008e). C'est pourquoi les États-Unis promouvraient activement la démocratie et la libéralisation des marchés, au Moyen-Orient et au-delà (Bush, dans White House, 2002b). À terme, Bush affirme que cela favorisera la stabilité régionale : « We believe that stability can only come through a free and just Middle East – where the extremists are marginalized by millions of moms and dads who want *the same opportunities for their children that we have for ours.* » (Bush, 2008g; italiques ajoutées) Parce que tous désirent vivre en liberté et que celle-ci passe nécessairement par la mise en place d'un modèle politique et économique libéral, une victoire de la liberté sur l'oppression est un progrès inexorable. Déjà, les États-Unis auraient permis à l'espoir de liberté d'illuminer jusqu'aux coins les plus reculés du Grand Moyen-Orient, de sorte que cet « arc d'instabilité » serait en passe de devenir un « arc de liberté » (Bush, 2006a). Dans la lutte entre bien et mal, l'issue est déjà un motif dans le Grand Dessein : « The road to Providence is uneven and unpredictable – yet we know where it leads: It leads to freedom. » (Bush, 2005i)

CHAPITRE VI

L'IRAN, L'ÉVANGÉLISME DE LA TERREUR ET LE « RISQUE TOTALITAIRE »

*Lève-toi, Seigneur! Affronte-le, fais-le plier!
Par ton épée, libère-moi du méchant!
Que ta main, Seigneur, les chasse de l'humanité,
hors de l'humanité et du monde.*

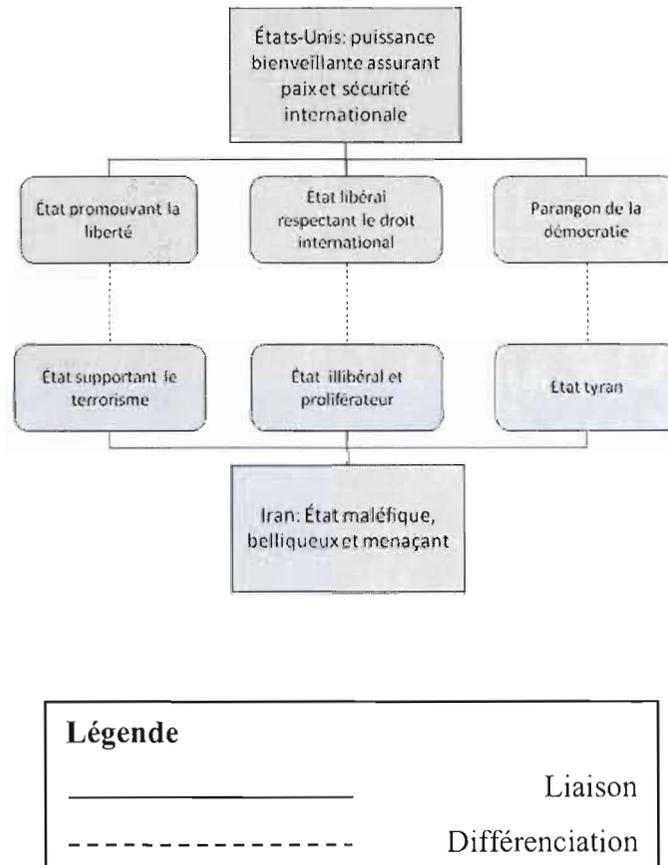
Psaume 17 (16) : 13-14

Notre mémoire avait pour objectif principal de mettre en évidence les procédés discursifs employés par l'administration Bush pour dépendre l'Iran, afin d'en montrer les effets sur l'identité nationale américaine. L'analyse des discours officiels de George W. Bush et des documents stratégiques produits par la Maison-Blanche entre 2005 et 2009 nous a permis d'identifier trois grands discours (ré)écrits par l'administration américaine : celui de l'Iran comme État soutenant le terrorisme; celui de l'Iran comme État dédié à la prolifération – et à l'utilisation – d'armes de destruction massive; et enfin, celui de l'Iran comme État tyran. Chacun de ces discours est réitéré par l'administration Bush à travers l'utilisation d'un lexique, de tropes et de liens intertextuels spécifiques, que nous avons cherché à mettre en évidence. Bien qu'ayant des caractéristiques distinctives, ces discours entretiennent un rapport de co-constitution, de sorte que la signification de l'un est intrinsèquement liée aux deux autres et inversement. Par extension, ces discours participent à définir ce qu'est l'Iran, la nature de son régime et l'identité de sa population. Par l'utilisation des trois procédés discursifs

susmentionnés, l'administration américaine lie entre eux des éléments qui, à force de répétition, en viennent à former une construction discursive. Plus spécifiquement, les trois discours et tous les sous-discours qu'ils impliquent réécrivent l'identité de l'État iranien comme incarnation du mal, comme ennemi et menace pour les États-Unis et le monde civilisé, ainsi que comme État tyrannique opprimant une population iranienne impuissante.

Mais ces discours sur l'Iran font plus que concourir à la définition de l'identité iranienne; ils participent aussi à réécrire l'identité américaine comme puissance exceptionnelle ayant la destinée manifeste de répandre les valeurs libérales dans le monde. Chacune des caractéristiques négatives associées à l'Iran permet en effet de mettre en évidence les caractéristiques positives associées à l'Amérique, en particulier celles énoncées à travers les trois mythes fondateurs de l'identité nationale américaine que sont l'exceptionnalisme, la destinée manifeste et le libéralisme universaliste. En dépeignant l'Iran comme personnification du mal, l'administration Bush fait de l'Amérique l'incarnation du bien. Les identités respectives des États américain et iranien entretiennent donc une relation symbiotique, qui détermine en partie la signification qui leur est respectivement attribuée (voir la figure 6.1 plus bas).

Figure 6.1 Co-constitution des identités nationale iranienne et américaine dans les discours de l'administration Bush



6.1 L'Iran : une « menace nécessaire »

Comme nous l'avons vu au second chapitre, cette représentation de l'ennemi – illustrée ici par le cas de la République islamique d'Iran – a de tout temps été centrale à l'État américain. L'Amérique étant une communauté imaginée qui n'a aucun statut ontologique distinct des pratiques discursives servant à la représenter, elle doit perpétuellement réécrire son identité pour se perpétuer (Campbell, 1998b : 12; 1999 : 24). Et puisque l'identité se définit toujours par rapport à la différence, l'Amérique doit continuellement identifier un ou des Autres en vue de maintenir sa propre identité. C'est de cette relation qu'émergent les frontières entre le Soi et l'Autre, entre la sphère intérieure et

l'arène internationale, nécessaires à la définition et à l'existence même de l'Amérique. Par ailleurs, la médiation du langage fait en sorte que cette dichotomie Soi/Autre implique forcément une valorisation du premier par rapport au second (Zehfuss, 2002 : 218), si bien que la représentation de l'Autre permet la réécriture d'une identité *positive* pour l'Amérique. Comme nous l'avons souligné, cette valorisation passe notamment par une représentation des États-Unis comme essentiellement « masculins », qui elle-même repose sur la représentation d'un Autre « féminin » et donc inférieur. Néanmoins, la fragilité de cette identité américaine positive a mené les États-Unis à céder à plusieurs reprises à la tentation d'altérité, c'est-à-dire l'identification de menaces existentielles en vue de sécuriser leur propre identité (Campbell, 1998b : 131; voir aussi Connolly, 2002 : 8). Dans cette optique, les attentats du 11 septembre 2001 ont ouvert la voie à un véritable discours de la peur et du danger, un « évangélisme de la peur » (Campbell, 1998b) auquel participent les discours sur l'Iran que nous avons analysés. *L'Iran peut donc être considéré comme une condition de possibilité de l'État américain* en ce qu'il lui permet de réécrire son identité, d'établir ses frontières et de justifier son existence.

Évidemment, l'objectif de notre mémoire n'est pas de soutenir que les actions de l'État iranien ne sauraient causer de dommages à la population et aux possessions américaines, que l'acquisition et l'utilisation d'armes nucléaires par l'Iran sont des impossibilités ou que les Iraniens ne vivent aucune oppression. La déconstruction que nous avons réalisée dans ce mémoire visait plutôt à mettre en évidence les discours dominants sur l'Iran inscrits dans le script de la guerre contre la terreur, d'en montrer l'absence de fondement et donc de les déstabiliser radicalement, ainsi que d'en souligner les effets idéologiques¹. En portant le regard analytique sur les procédés discursifs qui constituent la Politique Étrangère

¹ Rappelons que, dans une perspective foucauldienne, un discours est dit idéologique lorsqu'il présente une interprétation comme étant la seule possible, une vérité évidente et naturelle (Shapiro, 1988 : 19), de sorte qu'il cèle les luttes de pouvoir caractérisant le champ discursif. En ce sens, le politique s'oppose à l'idéologique. Les analyses critiques comme la déconstruction permettent la repolitisation de ces discours en révélant ces luttes de pouvoir et en montrant que la « vérité » qu'ils prétendent énoncer ne repose sur aucun fondement stable.

telle que reconceptualisée par Campbell (1990, 1998a, 1998b, 1999) et Hansen (2006), il a été possible de montrer comment les discours officiels de l'administration Bush réécrivent l'Iran comme menace et, ce faisant, réifient l'identité américaine comme force de bien dans le monde. Cette reconceptualisation de la politique étrangère aura donc permis sa *repolitisation* : en effet, elle aura servi à montrer que les discours de l'administration Bush sur l'Iran ne rendent pas simplement compte d'une réalité objective évidente. Or, en prétendant énoncer la vérité, cette administration américaine cèle les conséquences politiques des discours qu'elle tient sur l'Iran et les États-Unis.

6.2 La violence des discours

Ces conséquences sont pourtant majeures : le mode de représentation employé par l'administration Bush constitue une violence faite à l'Iran, comprise d'abord comme une *violence de représentation*. En effet, le simple fait de nommer un objet permet à celui qui nomme de le définir et le contrôler (Bhatia, 2005 : 8-9; Strong, 1984 : 99). Parler (au nom) de cet objet instaure un rapport de force où celui qui nomme domine et l'autre est dominé (Said, 2005 : 8). C'est pourquoi « The power to narrate, or to block other narratives from forming and emerging [...] constitutes one of the primary mechanisms of the imperialist violence involved in monological cultural encounters. » (Edward Said, cité dans Shapiro, 1999 : 59-60) L'imposition d'un discours comme étant le reflet d'une vérité objective marginalise la multitude d'autres discours qui peuvent être véhiculés et présente les identités alternatives comme illégitimes et intrinsèquement négatives. Sans être exclusive à l'orientalisme, cette relation de pouvoir est néanmoins caractéristique de ce discours qui présente « l'Orient » et « l'Occident » comme deux sphères culturelles antagonistes et de valeur inégale : « Regardless of the context, the Orient is consistently cast as inferior to the West, as possessing clear deficiencies that only affirm its counterpart's presumed superiority. » (Stanski, 2009 : 89) Cette relation de pouvoir *sujet* narrateur/objet narré est aussi caractéristique du régime de vérité masculin/féminin, dans lequel l'homme parle

(au nom) de la femme qui, elle, est muette. Cette dernière n'a de présence qu'en tant qu'objet servant à réaffirmer la valeur de l'homme puissant et salvateur.

Dans ce contexte discursif, l'administration Bush adopte un mode de représentation de l'Iran comme Autre oriental et féminin et contribue par là à imposer une hiérarchie morale valorisant les États-Unis au détriment de l'Iran, de son régime politique comme de sa population. Par exemple, la représentation de la population iranienne comme victime passive du régime de Téhéran établit un rapport hiérarchique favorisant les soldats américains, qui auraient le pouvoir de sauver les Iraniens. Par la rhétorique à forte saveur machiste et orientaliste de l'administration Bush, la population iranienne se voit dérobée de son statut de sujet pour être reléguée à celui de simple objet. Loin de lui attribuer une présence et une valeur, l'invocation de la population iranienne par George W. Bush contribue plutôt à augmenter la valeur de la population américaine et plus spécialement des soldats, ces « finest [American] citizens » (Bush, 2008b). L'infantilisation de la population iranienne permet en effet de réaffirmer le pouvoir salvateur de l'Amérique et offre une voie de rédemption aux citoyens et à l'État américains, émasculés depuis le 11 septembre 2001 en raison de leur incapacité à contrer ces attentats (Nayak, 2006 : 50).

En somme, les modes de représentation des identités iranienne et américaine réécrits par l'administration Bush contribuent à établir une hiérarchie morale entre les deux États. Par extension, ils participent aussi à consolider une cartographie morale américaine du monde, au sein de laquelle les États-Unis occupent la place prédominante. Cette cartographie divise le monde en deux zones principales, c'est-à-dire celle du bien, de la civilisation et du progrès, laquelle est menacée par celle du mal, de la barbarie et de la réaction. Dans l'imaginaire sécuritaire américain, que les discours de l'administration Bush contribuent à réécrire, ces deux zones sont divisées par la ligne de confrontation genrée et racialisée qu'est la Frontière. En dépeignant l'État iranien comme l'incarnation du mal par son support au terrorisme, sa volonté d'acquisition et d'utilisation d'ADM

et l'oppression de sa population, l'administration Bush le situe hors de la sphère de civilisation. Pire, elle fait de cet État une *menace existentielle* à la civilisation et au bien, de sorte que les États-Unis obtiennent la légitimité de sévir contre ces « barbares » et d'imposer l'ordre et la règle de droit.

Par conséquent, la représentation de l'Iran constitue plus qu'une violence de représentation : elle légitime aussi l'usage potentiel de la force à l'égard de l'Iran, notamment le renversement de son gouvernement. Les trois discours analysés localisent la source du mal, de la menace, dans la nature intrinsèquement mauvaise du régime de Téhéran. Par le fait même, les discours présentent les griefs de l'État iranien et de sa population hors de leur contexte historique et politique, de sorte que le rôle joué par la Politique Étrangère américaine disparaît. Dès lors, les enjeux du dossier iranien tels qu'énoncés par l'administration Bush – programme nucléaire, support au terrorisme, répression interne – ne peuvent être résolus que si l'Iran change ses politiques et devient une démocratie libérale (White House, 2006c : 20-21). Si l'exemple de l'indépendance américaine montre que la démocratisation d'un État peut se faire par la mobilisation légitime d'un peuple, la représentation de la population iranienne comme victime passive évacue presque entièrement cette possibilité pour l'État iranien. Dans ces conditions, une intervention américaine en Iran et le renversement par la force du régime de Téhéran apparaissent légitimes². Les risques d'une telle intervention sont jugés largement inférieurs à la « menace islamique » et à la situation infernale vécue quotidiennement par la population iranienne, si bien que les victimes potentielles d'une action américaine sont d'avance considérées comme des dommages collatéraux dans la défense intrinsèquement positive de la

² Il y aurait d'ailleurs un parallèle intéressant à faire entre l'argumentation de Bush au sujet de l'Iran et celle pour le changement de régime en Irak. En effet, ce changement de régime était justifié sous prétexte que l'Irak était alors « a country that combined support for terror, the development and the use of weapons of mass destruction, violence against its own people, aggression against its neighbors, hostility to the United States, and systematic violation of United Nations resolutions. » (Bush, 2008d). L'analyse de discours réalisée dans le présent mémoire et la revue de littérature faite au premier chapitre portent à croire que les discours sur l'Iran et sur l'Irak comportent de nombreuses similitudes, mais cette comparaison dépasse largement les objectifs de notre mémoire.

civilisation. Au final, les discours de guerre de l'administration américaine participent à lui conférer l'autorité nécessaire pour décider qui peut être tué et qui doit être sauvé (Jabri, 2005 : 72).

En présentant l'Iran comme un État voyou et tyran déterminé à faire le mal en son sein et dans le monde, l'administration Bush radicalise le rapport d'altérité entre les États-Unis et l'Iran. Ce faisant, elle impose une solution militaire à la menace existentielle identifiée : le régime doit être renversé pour assurer la sécurité mondiale et libérer la population iranienne. Qui plus est, la représentation du fondamentalisme islamiste comme incarnation du mal et son opposition à la démocratie libérale fait de cette dernière l'incarnation des valeurs morales et des idéaux humains universels, de sorte que son caractère intrinsèquement positif ne saurait être remis en question. L'opposition entre le fondamentalisme islamiste et la démocratie est renforcée par les liens intertextuels avec la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide, qui présentent les terroristes et États voyous comme un totalitarisme fasciste ou communiste dissimulé sous une *burqa*. L'invocation de ces deux conflits, « imagined as times of unchallenged national consensus around unquestionably virtuous and ultimately victorious political projects » (Krebs et Lobasz, 2007 : 429), impose la violence comme « solution » au mal islamiste :

« These wars, so went the usual narrative, had not been won by addressing the root causes of Nazi grievances or by satisfying legitimate Soviet security concerns, but rather by calling evil by its name, by engaging in stiff-backed resistance, and by mobilizing America's great resources in the service of a noble cause. Such allusions worked to undermine dissent by placing critics on the losing side of historical battles. » (Ibid. : 429-430)

Selon les discours analysés, le mal ne peut être accommodé; il doit être éradiqué. Pour ce faire, un seul moyen : répandre la démocratie, la liberté et la justice afin de repousser la terreur, la haine et l'obscurantisme religieux. Par là, l'administration Bush réécrit les mythes de l'exceptionnalisme américain, du libéralisme universaliste et de la destinée manifeste, puisqu'il (re)présente l'Amérique comme étant choisie pour éradiquer le mal et défendre la civilisation définie en termes libéraux (Ivie et Giner, 2007 : 581).

De surcroît, l'opposition entre le fondamentalisme islamiste (maléfique et réactionnaire) et la démocratie libérale (positive et universelle) fait appel à une logique binaire inhérente au discours impérialiste qui a depuis longtemps servi à établir une relation de domination entre « l'Orient » et les États-Unis (Al-Sumait, Lingle et Domke, 2009 : 21; Said, 2005). Les discours orientalistes employés, en particulier ceux de la violence et du fanatisme religieux de l'« Arabe », légitiment et même incitent à la violence. Bref, en réécrivant ces discours, l'administration américaine tente d'imposer une interprétation des événements et pose ainsi des limites au débat entourant la guerre contre la terreur. Il devient donc extrêmement difficile de mener une réflexion créative qui permettrait d'adopter d'autres modes de représentation et, ainsi, de proposer des réponses alternatives non violentes³.

6.3 Expurger la société américaine du mal : la chasse à l'ennemi intérieur

Cette justification de l'usage potentiel de la violence à l'égard de l'Iran est une répercussion considérable des discours de l'administration Bush, mais elle n'est pas la seule. Ces discours ont aussi eu pour conséquence majeure de justifier la violence à l'égard de la population américaine elle-même. Comme nous l'avons vu au second chapitre, la fragilité de l'identification de l'État comme domaine souverain et ordonné, comme entité rationnelle garante de la sécurité des individus, fait en sorte que l'État doit continuellement chercher à identifier et exclure « l'Autre en Soi », afin de préserver son statut de sujet unitaire et souverain (Dillon, 1999 : 130). Par un discours de la peur et du danger, l'État identifie des menaces intérieures, qu'il lie aux dangers extérieurs, de façon à les

³ Krebs et Lobasz (2007) illustrent bien cette conséquence par leur analyse du débat politique qui a précédé l'intervention militaire en Irak (2002-2003) et la quasi-absence d'opposition des Démocrates à ce projet. Selon ces auteurs, l'imposition par l'administration Bush d'une interprétation des attentats du 11 septembre 2001 – comme attaque contre la civilisation et déclaration de guerre – et de la nature de l'Irak d'Husseïn – comme incarnation du mal – a circonscrit le débat politique et a posé des contraintes rhétoriques (*rhetorical coercion*) aux Démocrates, de sorte que ces derniers n'ont pas su formuler une argumentation alternative cohérente. Au contraire, ils ont joué un rôle actif dans la production et la réécriture du script de la guerre contre la terreur.

rendre étrangères et, ainsi, à établir les frontières de l'identité du Soi (Campbell, 1998b : 68). Ce processus, que nous avons nommé « politique étrangère » à l'instar de Campbell (1990, 1998a, 1998b, 1999) et Hansen (2006), affecte la société américaine à deux niveaux. D'une part, la « diabolisation » de l'Iran, de l'Irak et des terroristes/fondamentalistes islamistes a eu pour conséquence l'amplification de la perception négative de la population américaine à l'égard des « Arabes »⁴ et des musulmans, « l'Autre culturel » identifié comme étant à l'origine de la terreur (Jabri, 2006 : 52). Cela a donné lieu à une intensification des violences et de la discrimination commises envers les individus associés au Moyen-Orient et à la religion islamique. Comme le rapporte Morlino (2004 : 72) :

« In mid-2003, the Washington, DC-based American-Arab Anti-Discrimination Committee (ADC) released a detailed report documenting violence directed against people perceived to be Arab or Muslim during the first year following 9/11. The ADC reported more than seven hundred violent incidents to the first nine weeks alone, and more than eight hundred cases of employment discrimination. »

Le mode de représentation de l'Iran, de l'Irak et des terroristes a aussi renforcé l'*institutionnalisation* de la discrimination raciale et religieuse à l'égard des « Arabes » et musulmans. Le décompte par le FBI en 2003 des mosquées et du nombre de musulmans présents sur chaque territoire, dans le but d'estimer le nombre d'investigation sur le terrorisme à y mener, est un exemple frappant de cette attitude discriminatoire de l'État américain vis-à-vis des adeptes de l'Islam (Murray, 2004 : 28). De même, la référence aux attentats du 11 septembre 2001 a permis aux élites et forces de sécurité nationale de justifier la détention de tout individu soupçonné d'être un terroriste. Et comme le souligne Ahmed (2003 : 392), l'appréhension et l'incarcération de ces individus se sont bien souvent faites

⁴ Cette perception négative est depuis longtemps entretenue par une foule d'acteurs, mais particulièrement par les médias de masse. Ces derniers contribuent à fusionner les « Arabes » et les musulmans, et à attribuer à cette catégorie d'individus une connotation foncièrement péjorative (Akran et Johnson, 2004 : 14). Par exemple, Shaheen (2001) montre comment le cinéma américain présente les « Arabes » (incluant les Perses) comme l'ennemi public numéro un : des êtres brutaux, barbares, fanatiques religieux et obsédés par l'argent, qui n'ont d'autre objectif que de terroriser les Occidentaux, surtout les chrétiens et les juifs (Shaheen, 2001 : 2). La littérature, les médias d'information et les manuels scolaires participent aussi à reproduire cette vision des « Arabes » dans la société américaine (Merskin, 2004 : 164-5; Suleiman, 1999 : 35). La discrimination à l'égard des « Arabes » américains doit donc être vue comme s'inscrivant dans ce contexte discursif, cet imaginaire sécuritaire que la rhétorique de l'administration Bush contribue à réécrire.

sur la base d'un profilage racial discriminatoire vis-à-vis des ressortissants du Proche- et du Moyen-Orient. Pire, la déshumanisation et la « démonisation » des fondamentalistes islamistes a été l'une des conditions de possibilité d'utilisation de la torture et autres traitements « musclés » qui auraient été considérés illégitimes en d'autres circonstances (Coleman, 2003 : 96; Ivie et Giner, 2007 : 595; Jackson, 2007 : 423; Nayak, 2006 : 51). En d'autres termes, la « diabolisation » des adversaires « vient en quelque sorte légitimer l'usage par [l'appareil américain de contre-subversion] des armes mêmes qu'elle leur attribue, mais au nom cette fois de la nécessité supérieure de mettre en échec les plans de la subversion. » (Rogin, 1998 : 17-8).

D'autre part, les modes de représentation de l'Iran, des terroristes/fondamentalistes islamistes et de l'Amérique servent aussi à discipliner les Américains qui ne sont pas directement associés aux « Arabes » ou aux musulmans. De façon générale, la guerre contre la terreur cause préjudice à nombre d'éléments constitutifs de la démocratie libérale telle que valorisée dans l'imaginaire collectif américain, comme l'équilibre des pouvoirs et les droits civiques et religieux. En effet, les discours de l'administration Bush ont agi comme conditions de possibilité d'un renforcement du contrôle de l'exécutif sur les activités des individus et groupes de la société civile, afin de limiter la dissension politique (Jackson, 2007 : 422). Par un évangélisme de la peur mettant en garde contre un ennemi omniprésent mais invisible, l'ancien président s'est posé en « chef exorciste » responsable d'expurger la société américaine de ses démons (Ivie et Giner, 2007 : 589). De la même façon, les discours de George W. Bush l'assimilant à l'Amérique ont servi à le représenter comme père de la nation qui, en tant que tel, sait ce qui est bon pour la population américaine. Cette dernière ne doit donc pas remettre en question le bien-fondé des décisions et actions de Bush, qui relèvent toujours de l'intérêt supérieur de la sécurité nationale. Et, alors que les Américains ont traditionnellement vu le gouvernement comme un mal nécessaire mais potentiellement dangereux, cette méfiance semble en voie de disparition sous George W. Bush (Grondin, 2008 : 264).

L'administration Bush a donc participé à l'imposition d'une vision étroite de ce qu'est un Américain, qui implique qu'un vrai Américain est un patriote en ce qu'il accorde son support inconditionnel à l'État et ses politiques. Selon ce discours, les États-Unis ne seraient impliqués que dans des guerres de nature défensive et menées dans un but louable⁵ par des soldats américains masculins, courageux et héroïques (Boggs et Pollard, 2007 : 13). Dans ce contexte, tout individu qui remet en cause l'action de l'État est jugé non patriotique ou, pire encore, « Un-American ». Puisque les États-Unis sont en guerre, « la cause » justifie tout, même les plus grands sacrifices. Aucune opposition n'est possible, car douter est trahir (Neal Milner, Sankaran Krishna et Kathy Ferguson, cités dans Grondin, 2004 : 19). Lorsqu'ils sont identifiés comme « Un-American », les individus « dissidents » sont rendus extérieurs à la société américaine : non seulement leur point de vue est-il marginalisé et délégitimé, ils peuvent être eux-mêmes ostracisés ou emprisonnés pour leurs idées « séditeuses ».

Ainsi, les discours de l'administration Bush ont concouru à la marginalisation de nombreux groupes sociaux « subversifs », tels que les altermondialistes, les militants pro-choix, les pacifistes, les intellectuels « progressistes » et de nombreux autres, qu'ils ont associés à la menace « extérieure » et donc rendus « étrangers » à la société américaine (Jackson, 2005 : 184). Les discours de la guerre contre la terreur auraient même orienté le débat sur le mariage et les valeurs familiales : en présentant l'ensemble des menaces comme partie à un seul mouvement maléfique visant à anéantir les valeurs et le mode de vie américains, les discours de l'administration Bush ont assimilé l'homosexuel à la « menace terroriste » (Bloodsworth-Lugo et Lugo-

⁵ Pour Der Derian (2001), la conjugaison de cette vision prétendument éthique et des technologies militaires et de communication ont transformé les guerres non seulement en guerres virtuelles, mais plus encore, en guerre vertueuses (*virtuous wars*). Ce discours des « virtuous wars » les présente comme étant livrées à distance grâce à une technologie de pointe, de sorte qu'elles feraient un minimum de victimes (américaines). C'est pourquoi « virtuous wars promote a vision of bloodless, humanitarian, hygienic wars. » (Der Derian, 2001 : xv) Par le fait même, elles renforcent le discours présentant les guerres américaines comme étant altruistes, menées au nom de l'humanité entière en vue de défendre la civilisation.

Lugo, 2005). Plus spécifiquement, ces discours ont établi des liens entre les enjeux du terrorisme, du VIH/SIDA et du mariage entre personnes de même sexe, de sorte que l'homosexualité est représentée comme une opposition aux valeurs familiales américaines, comme une menace pour l'Amérique et donc comme « Un-American » (Idem). Les discours sur la guerre contre la terreur ont donc aussi contribué à la marginalisation des individus (homosexuels ou non) appuyant la légalisation du mariage gai (Ibid. : 480). Par conséquent, le script de la guerre contre la terreur – qui inclut les représentations de l'Iran, des fondamentalistes islamistes et des Américains – a servi à réécrire les frontières de l'identité américaine de façon à préserver l'unité nationale et assurer la pérennité de l'État américain :

« appropriating the language of “moral community” for a conservative “homeland defense” against terrorism and “an axis of evil” *redefines community as those who identify with U.S. government policy*. It also subordinates discourses of social justice, civil rights, and democracy to pulling together in the name of national unity, a move that can easily be used to suppress dissent and progressive agendas. » (Kellner, 2007 : 633. Italiques ajoutées)

L'identification des éléments subversifs à l'interne est facilitée par l'institutionnalisation de la contre-subversion américaine⁶ et les technologies de surveillance. Les lois restreignant les libertés civiles et politiques au nom de la sécurité intérieure ont donné une plus grande marge de manœuvre à l'appareil de contre-subversion et, en ce sens, ont renforcé l'État américain. La plus connue d'entre ces lois est bien entendu le *USA PATRIOT Act*, adoptée sans débat public en octobre 2001 par une vaste majorité d'appui tant au Sénat (98-1) qu'à la Chambre des représentants (357-66) (Domke *et al.*, 2006 : 292). Cette loi élargit l'autorité du gouvernement dans le domaine de la surveillance électronique,

⁶ Cette contre-subversion est en effet bien implantée aux États-Unis puisqu'elle remonte à la colonisation anglaise de l'Amérique (Rogin, 1998). L'émergence et la consolidation de l'État de sécurité nationale après la Seconde Guerre mondiale a grandement renforcé l'institutionnalisation de l'appareil de contre-subversion. Il en va de même pour les lois et pratiques sécuritaires de la guerre contre la terreur, qui ont grandement favorisé le pouvoir exercé par l'État de sécurité nationale sur la population américaine.

permet la détention et la déportation des non-citoyens et entraîne le retrait de la supervision judiciaire des activités policières.

La contre-subversion repose aussi sur l'usage de plus en plus étendu des technologies de surveillance. Parce qu'ils servent à façonner le comportement des Américains, ces technologies constituent des instruments de ce que Michel Foucault nomme la *gouvernementalité*, c'est-à-dire les pratiques sociales visant à gérer, discipliner et gouverner la population (Aradau et Munster, 2007 : 91; Grondin, 2008 : 10; Jabri, 2006 : 48). Selon le script de la guerre contre la terreur tel que réécrit par l'administration Bush, l'incertitude radicale de l'avenir et la possibilité omniprésente d'attaques causant des dommages irréversibles et à grande échelle font en sorte que l'État ne peut tolérer aucun risque. Par conséquent, ces discours justifient le recours de plus en plus fréquent aux technologies de surveillance, pour étendre la surveillance à la population entière⁷ (Aradau et Munster, 2007).

Les discours de la peur et du danger réécrits par l'administration Bush contribuent donc à renforcer l'État américain, notamment parce qu'ils justifient une forme intensive de gouvernementalité. Or, en cherchant à éliminer la terreur, ou du moins à la gouverner, par le recours de plus en plus grand aux technologies de sécurité, les États-Unis deviennent eux-mêmes gouvernés par une peur généralisée de la terreur (Dillon, 2007 : 8). Cette peur est gardée bien vivante à travers les discours réitérés *ad nauseam* par les élites de sécurité nationale américaine (Debrix, 2005 : 1159), ainsi que par les innombrables médias qui montrent le visage de cette terreur en véhiculant des images chocs dans le but de déclencher de puissantes réponses émotionnelles chez les spectateurs (Der Derian, 2005 : 26). Maintenus dans un état d'alerte permanent, la population et l'État

⁷ Toutefois, si tous les corps sont soumis à la gouvernementalité de la guerre contre la terreur, leur expérience de cette guerre permanente diffère, selon qu'ils sont sujets ou pas aux pratiques « exceptionnelles » de l'État américain (Jabri, 2006 : 52-3). Il va sans dire que les individus et groupes identifiés comme menace ou « Un-American » - notamment les « Arabes » - ne vivent pas la contre-subversion américaine de la même façon que les autres individus présents sur le territoire américain.

américains vivent donc le 21^e siècle comme une guerre perpétuelle⁸ (Burke, 2005; Jabri, 2006 : 48), au sein duquel le désastre, la souffrance et la mort peuvent frapper à tout moment (Debrix, 2005 : 1158). Par conséquent, si l'identification de l'Iran comme menace existentielle permet de sécuriser l'État américain en réaffirmant sa raison d'être comme garant de la sécurité interne, elle le fragilise du même coup en mettant en évidence son incapacité – ou plutôt l'impossibilité – à éliminer ces menaces et à dissiper le sentiment persistant d'insécurité nationale.

6.4 Contourner le « risque totalitaire »

Tout ce qui précède met en évidence le danger que posent les discours de Bush sur l'Iran, les fondamentalistes islamistes et la guerre contre la terreur. En tant que pratique d'exclusion, ces discours posent ce que Jacques Derrida nomme un *risque totalitaire* (cité dans Campbell, 1995 : 177). Parce qu'ils présentent la guerre contre la terreur comme une lutte cosmique entre bien et mal, ces discours légitiment l'emploi de tous les moyens pour éradiquer la menace. Ce faisant, ils constituent des conditions de possibilité d'utilisation de la violence pour discipliner les individus et expurger le monde et la société américaine de ses « démons ». En créant une situation de crise permanente, le script de la guerre contre la terreur normalise l'état d'exception (Jabri, 2006 : 49-50), ce qui engendre une politique de la violence, c'est-à-dire « a form of politics that generates in its wake a fear and unease that seeks a totalising impact: a politics of violence that ultimately seeks the end of politics. » (Jabri, 2005 : 71)

⁸ Cette « nécessité » d'une préparation perpétuelle pour la guerre n'est cependant pas nouvelle. Elle a émergé durant la Seconde Guerre mondiale avec la naissance de la doctrine de sécurité nationale et sa consécration par la mise sur pied d'un État de sécurité nationale dès 1947. En effet, la doctrine de sécurité nationale repose sur l'omniprésence d'une menace existentielle pour l'Amérique (Yergin, 1977 : 200). Pour protéger cette dernière, la doctrine promeut un état d'alerte permanent et une préparation continuelle pour la guerre, ce qui implique une militarisation de la société américaine (Grondin, 2008 : 167; Yergin, 1977 : 195-6). L'idée d'une menace pour la sécurité nationale qui soit continuellement imminente doit donc être comprise dans le contexte discursif de la doctrine de sécurité nationale.

C'est pourquoi les discours officiels doivent être constamment soumis à une analyse critique – par le recours aux stratégies déconstructionniste, généalogique et intertextuelle – sans quoi ils deviennent aisément abusifs (Jackson, 2005 : 3). Cela est tout particulièrement important dans un contexte de guerre comme celui de la guerre contre la terreur, « a context that brings into sharp focus the place of knowledge in relation to power and the complicities of the former in the latter. » (Jabri, 2005 : 70) Pour Michel Foucault, cette critique implique de questionner les limites imposées à la « réalité », au domaine des possibles, en vue de concevoir leur transgression et pouvoir penser autrement (Ibid. : 74). Plus spécifiquement, il s'agit de repenser le Soi (individuel et collectif) et le monde, de façon à être constamment ouvert à la différence (Shapiro, 2002 : 236). Les déconstructions comme celle que nous avons cherché à faire dans ce mémoire doivent ainsi servir à montrer les discours officiels pour ce qu'ils sont : un exercice de pouvoir, une performance politique menant à l'imposition violente d'une identité et d'un rapport de subordination morale où le Soi est jugé supérieur à l'Autre. Cette critique radicale des discours dominants, et le foisonnement d'interprétations alternatives qu'elles engendrent, constituent la condition minimale et nécessaire d'une société démocratique.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux et théoriques

Abrahamian, Ervand. 2004. « Empire Strikes Back : Iran in U.S. Sights ». In *Inventing the Axis of Evil: The Truth About North Korea, Iran, and Syria* (sous la dir. de Bruce Cumings, Ervand Abrahamian et Moshe Ma'oz), p.93-156. New York et London : The New Press.

Adas, Michael. 2001. « From settler colony to global hegemon : Integrating the exceptionalist narrative of the American experience into world history ». *American Historical Review*, vol. 106, no 5 (décembre), p.1692-1721.

Adib-Moghaddam, Arshin. 2007. « Manufacturing war: Iran in the neo-conservative imagination ». In *Third World Quarterly*, vol. 28, no 3, p.635-653.

Agathangelou, Anna M. et L. H. M. Ling. 2004. « Power, borders, security, wealth: lessons of violence and desire from September 11 ». In *International Studies Quarterly*, vol. 48, p.517-538.

Agence internationale d'énergie atomique (AIEA). 2008a. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008) et 1835 (2008) du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran ». Rapport du Directeur général au Conseil des gouverneurs, GOV GOV/2008/59 (19 novembre).

_____. 2008b. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions 1737 (2006), 1747 (2007) et 1803 (2008) du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran ». Rapport du Directeur général au Conseil des gouverneurs, GOV/2008/38 (15 septembre).

_____. 2008c. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions 1737 (2006), 1747 (2007) et 1803 (2008) du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran ». Rapport du Directeur général au Conseil des gouverneurs, GOV/2008/15 (26 mai).

_____. 2008d. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions 1737 (2006) et 1747 (2007) du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran ». Rapport du Directeur général au Conseil des gouverneurs, GOV/2008/4 (22 février).

_____. 2007a. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions 1737 (2006) et 1747 (2007) du Conseil de sécurité en

République islamique d'Iran ». Rapport du Directeur général au Conseil des gouverneurs, GOV/2007/58 (15 novembre).

_____. 2007b. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran ». Rapport du Directeur général au Conseil des gouverneurs, GOV/2007/48 (30 août).

_____. 2007c. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran ». Rapport du Directeur général au Conseil des gouverneurs, GOV/2007/22 (23 mai).

_____. 2007d. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes de la résolution 1737 (2006) du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran ». Rapport du Directeur général au Conseil des gouverneurs, GOV/2007/8 (22 février).

Ahmed, Sara. 2003. « The politics of fear in the making of worlds ». In *International Journal of Qualitative Studies in Education*, vol. 16, no 3, p.377-398.

Akran, Susan M. et Kevin R. Johnson. 2004. « Race and civil rights pre-September 11, 2001: the targeting of Arabs and Muslims ». In Hagopian, Elaine C. (dir.) 2004. *Civil Rights in Peril : The Targeting of Arabs and Muslims*, p. 9-25. Chicago : Haymarket.

Al-Sumait, Fahed, Colin Lingle et David Domke. 2009. « Terrorism's cause and cure: the rhetorical regime of democracy in the US and UK ». In *Critical Studies on Terrorism*, vol. 2, no 1 (avril), p. 7-25.

Ansari, Ali M. 2006. *Confronting Iran : The failure of American Foreign Policy and the Next Great Conflict in the Middle East*. New York : Basic Books.

Anderson, Fred et Andrew Cayton. 2005. *The Dominion of War : Empire and Liberty in North America, 1500-2000*. S/I : Viking.

Aradau, Claudia et Rens van Munster. 2007. « Governing terrorism through risk: taking precautions, (un)knowing the future ». In *European Journal of International Relations*, vol. 13, no 1, p. 89-115.

Ashley, Richard K. 1987. « Foreign policy as political performance ». In *International Studies Notes*, vol. 13, no 2 (printemps), p. 51-54.

Axworthy, Michael. 2006. « Misreading Iran (again) ». In *Prospect Magazine*, vol. 120 (mars). [En ligne]. http://www.prospect-magazine.co.uk/article_details.php?id=7366 (page consultée le 24 novembre 2008).

Bahgat, Gawdat. 2006. « Nuclear proliferation : The Islamic Republic of Iran ». In *Iranian Studies*, vol. 39, no 3 (septembre), p. 307-327.

- Balthazar, Louis. 2003. « Le contexte de la formation de la politique étrangère ». In *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulations* (sous la dir. de Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse), p. 13-140. Paris : Presses de Sciences Po.
- Beeman, William O. 2005. *The "Great Satan" vs. the "Mad Mullahs" : How the United States and Iran Demonize Each Other*. Westport : Praeger.
- Bennett, Jane et Michael J. Shapiro (dir.). 2002. *The Politics of Moralizing*. New York et Londres : Routledge.
- Berger, Samuel R. 2003. « The Bush Administration's National Security Strategy : A Limited View of Leadership ». Testimony Before the House Armed Services Committee, Washington D.C., le 19 novembre [En ligne]. www.globalsecurity.org (page consultée le 9 septembre 2009).
- Bhatia, Michael V. 2005. « Fighting words: naming terrorists, bandits, rebels and other violent actors ». In *Third World Quarterly*, vol. 26, no 1 (février), p. 5-22.
- Bialasiewicz, Luiza, David Campbell, Stuart Elden, Stephen Graham, Alex Jeffrey et Alison J. Williams. 2007. « Performing security: the imaginative geographies of current US strategy ». In *Political Geography*, vol. 26, p. 405-422.
- Billion, Didier. 2008. « Éditorial ». In *La Revue internationale et stratégique : L'Iran, plaque sensible des relations internationales*, no 70 (été), p. 67-69.
- Bloodsworth-Lugo, Mary K. et Carmen R. Lugo-Lugo. 2005. « "The War on Terror" and same-sex marriage: narratives of containment and the shaping of U.S. public opinion ». In *Peace & Change*, vol. 30, no 4 (octobre), p. 469-488.
- Boggs, Carl et Tom Pollard. 2007. *The Hollywood War Machine : U.S. Militarism and Popular Culture*. Boulder et Londres : Paradigm.
- Bostdorff, Denise M. 2003. « George W. Bush's post-September 11 rhetoric of covenant renewal: upholding the faith of the greatest generation ». In *Quarterly Journal of Speech*, vol. 89, no 4 (novembre), pp. 293-319.
- Bozorghmehr, Shirzad. 2005. « Iranian leader : Wipe out Israel » (jeudi 27 octobre). [En ligne]. <http://www.cnn.com/2005/WORLD/meast/10/26/ahmadinejad/> (page consultée le 22 novembre 2008).
- Bradford, William C. 2003-2004. « "The duty to defend them": a natural law justification for the Bush doctrine of preventive war ». In *Notre Dame Law Review*, vol. 79, no 4, p. 1365-1492.
- Brennan, John. 2008. « The conundrum of Iran: strengthening moderates without acquiescing to belligerence ». In *Annals of the American Academy*, vol. 618 (juillet), p. 168-179.

- Brunner, Elgin M. 2008. « Consoling display of strength or emotional overstrain? The gendered framing of the early “War on Terrorism” in transatlantic comparison ». In *Global Society*, vol. 22, no 2, p. 217-251.
- Burke, Anthony. 2007. *Beyond Security, Ethics and Violence : War Against the Other*. Londres et New York : Routledge.
- _____. 2005. « Freedom’s freedom: American enlightenment and permanent war ». In *Social Identities*, vol. 11, no 4 (juillet), p. 315-343.
- Butler, Judith. 2009. *Ces corps qui comptent : de la matérialité et des limites discursives du sexe*. Paris : Amsterdam.
- Campbell, David. 1999. « Violence, Justice, Identity ». In *Sovereignty and Subjectivity* (sous la dir. de Jenny Edkins, Nalini Persram et Véronique Pin-Fat), p. 21-37. Boulder et Londres : Lynne Rienner.
- _____. 1998a. *National Deconstruction : Violence, Identity, and Justice in Bosnia*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- _____. 1998b. *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- _____. 1995. « Violent performances: identity, sovereignty, responsibility ». In *The Return of Culture and Identity in IR Theory* (sous la direction de Yosef Lapid et Friedrich Kratochwil), p. 163-180. Boulder et Londres (UK) : Lynne Rienner.
- _____. 1990. « Global inscription: how foreign policy constitutes the United States ». *Alternatives*, vol. 15, no 3 (été), p. 263-286.
- Campbell, David et Michael J. Shapiro (dir.). 1999. *Moral Spaces : Rethinking Ethics and World Politics*. Minneapolis et Londres : University of Minnesota Press.
- Chang, Gordon C. et Hugh B. Mehan. 2008. « Why we must attack Iraq: Bush’s reasoning practices and argumentation system ». In *Discourse & Society*, vol. 19, no 4, p. 453-482.
- Chowdhry, Geeta et Sheila Nair. 2002. « Introduction : power in a postcolonial world: race, gender and class ». In *Power, Postcolonialism, and International Relations* (sous la dir. de Geeta Chowdhry et Sheila Nair), p. 1-32. s.l. : Routledge.
- Chubin, Shahram et Robert S. Litwak. 2003. « Debating Iran’s nuclear aspirations ». In *The Washington Quarterly*, vol. 26, no 4, p. 99-114.
- Coe, Kevin, David Domke, Meredith M. Bagley, Sheryl Cunningham et Nancy Van Leuven. 2007. « Masculinity as political strategy: George W. Bush, the “War on Terrorism,” and an echoing press ». In *Journal of Women, Politics & Policy*, vol. 29, no 1, p. 31-55.

- Coleman, Mat. 2003. « The naming of 'terrorism' and evil 'outlaws': geopolitical place-making after 11 September ». In *Geopolitics*, vol. 8, no 3, p. 87-104.
- Connolly, William E. 2002. *Identity/Difference : Negotiations of Political Paradox*. Ithaca : Cornell University Press.
- _____. 1999. « Suffering, Justice, and the Politics of Becoming ». In *Moral Spaces : Rethinking Ethics and World Politics* (sous la dir. de David Campbell et Michael J. Shapiro), p. 125-153.
- _____. 1984. « The politics of discourse ». In *Language and Politics* (sous la dir. de Michael Shapiro), p. 139-167. New York : New York University Press.
- Cordesman, Anthony H. 2008. « Iran and the United States : The nuclear issue ». In *Middle East Policy*, vol. XV, no 1 (printemps), p. 19-29.
- _____. 2007. « Iran: "weaking" or "hegemon" ? ». Review Draft Circulated for Comment (février), Center for Strategic and International Studies, Arleigh A. Burke Chair in Strategy.
- Council on Foreign Relations. 2004. « Iran: time for a new approach. Report of an independent task force sponsored by the Council on Foreign Relations ». New York : Council on Foreign Relations.
- Courmont, Barthélémy. 2008. « Après l'Iran : vers une prolifération nucléaire au Moyen-Orient ? ». In *La Revue internationale et stratégique : L'Iran, plaque sensible des relations internationales*, no 70 (été), p. 118-127.
- Cronick, Karen. 2002. « The discourse of President George W. Bush and Osama bin Laden: a rhetorical analysis and hermeneutic interpretation ». In *Forum: Qualitative Social Research*, vol. 3, no 3 (septembre), article 3.
- Daalder, Ivo H. 2002. « Policy Implications of the Bush Doctrine on Preemption », mémorandum présenté aux membres du CFR/ASIL Roundtable on Old Rules/New Threats, le 16 novembre. *Council on Foreign Relations* [En ligne]. www.cfr.org (page consultée le 9 septembre 2009).
- David, Charles-Philippe, Louis Balthazar et Justin Vaïsse (dir.). 2003. *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulations*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Davies, Graeme A. M. 2008. « Strategic cooperation, the invasion of Iraq and the behaviour of the 'Axis of Evil', 1990-2004 ». In *Journal of Peace Research*, vol. 45, no 3, p. 385-399.
- Davis, John. 2004. « Implications of Preventive Wars for Collective Security ». In *Mediterranean Quarterly*, vol. 15, no 1 (hiver), p. 105-118.
- De Hoop Scheffer, Alexandra. 2007. *Hamlet en Irak*. Paris : CNRS.

- Debrix, François. 2008. *Tabloid Terror: War, Culture, and Geopolitics*. Londres et New York : Routledge.
- _____. 2005. « Discourses of war, geographies of abjection: reading contemporary American ideologies of terror ». In *Third World Quarterly*, vol. 26, no 7, p. 1157-1172.
- Delehanty, Will K. et Brent J. Steele. 2009. « Engaging the narrative in ontological (in)security theory: insights from feminist IR ». In *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 22, no 3, p. 523-540.
- Deleuze, Gilles et Félix Guattari. 1980. *Capitalisme et Schizophrénie 2 : Mille plateaux*. Collection « Critique », éditions de Minuit.
- Der Derian, James. 2005. « Imaging terror: logos, pathos and ethos ». In *Third World Quarterly*, vol. 26, no 1, p. 23-27.
- _____. 2001. *Virtuous War : Mapping the Military-Industrial-Media-Entertainment Network*. Boulder et Oxford : Westview.
- Der Derian, J. et M. J. Shapiro (dir.). 1989. *International/Intertextual Relations : Postmodern Readings of World Politics*, Lexington et Toronto : Lexington Books.
- Devetak, Richard. 2005. « The Gothic scene of international relations: ghosts, monsters, terror and the sublime after September 11 ». In *Review of International Studies*, vol. 31, p. 621-643.
- Dijk, Teun Adrianus van. 1985. *Handbook of Discourse Analysis*. London et Montréal : Academic Press.
- Dillon, Michael. 2007. « Governing terror: the state of emergency of biopolitical emergence ». In *International Political Sociology*, vol. 1, p. 7-28.
- _____. 1999. « The sovereign and the stranger ». In *Sovereignty and Subjectivity* (sous la dir. de Jenny Edkins, Nalini Persram et Véronique Pin-Fat), p.117-140. Boulder et Londres (UK) : Lynne Rienner.
- Dodds, Klaus. 2008. « Screening terror: Hollywood, the United States and the construction of danger ». In *Critical Studies on Terrorism*, vol. 1, no 2 (août), p. 227-243.
- Donnelly, Thomas. 2004. « A strategy for nuclear Iran ». In *National Security Outlook* (octobre), p. 1-6.
- Dufault, Evelyne. 2004. « Théorie ». In *Relations internationales : Théories et concepts* (sous la dir. de Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour), p. 244-247. Outremont : Athéna.

- Dufour, Frédéric Guillaume. 2004a. « Positivisme ». In *Relations internationales : Théories et concepts* (sous la dir. de Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour), p. 173-176. Outremont : Athéna.
- _____. 2004b. « Postpositivistes, approches ». In *Relations internationales : Théories et concepts* (sous la dir. de Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour), p. 177-180. Outremont : Athéna.
- Edwards, John. 2004. « After the fall ». In *Discourse & Society*, vol. 15, no 2-3, p. 155-184.
- Ehsani, Kaveh. 2003. « High stakes for Iran ». In *Middle East Report*, vo 227 (été), p. 38-41.
- Ehteshami, Anoushiravan. 2004. « Iran's international posture after the fall of Baghdad ». In *Middle East Journal*, vol. 58, no 2 (printemps), p. 179-194.
- Engelhardt, Tom. 1995. *The End of Victory Culture : Cold War America and Disillusioning of a Generation*. New York : Basic Books.
- Engle, Karen. 2007. « The face of a terrorist ». In *Cultural Studies <=> Critical Methodologies*, vol. 7, no 4, p. 397-424.
- Enloe, Cynthia. 1993. *The Morning After : Sexual Politics at the End of the Cold War*. Berkeley : University of California Press.
- Erickson, Christian William. 2008. « Thematics of counterterrorism: comparing 24 and MI-5/Spooks ». In *Critical Studies on Terrorism*, vol. 1, no 3 (décembre), p. 343-358.
- Ferrari, Federica. 2007. « Metaphor at work in the analysis of political discourse: investigating a 'preventive war' persuasion strategy ». In *Discourse & Society*, vol. 18, no 5, pp. 603-625.
- Foucault, Michel. 1984. « The order of discourse ». In *Language and Politics* (sous la dir. de Michael Shapiro), p.108-138. New York : New York University Press.
- _____. 1975. *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard.
- _____. 1969. *L'Archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.
- Fowler, Roger. 1985. « Power ». In *Handbook of Discourse Analysis volume 4 : Discourse Analysis in Society* (sous la dir. de Teun Adrianus van Dijk), p. 61-82. Londres et Montréal : Academic Press.
- George, Jim. 1994. *Discourses of Global Politics : A Critical (Re)Introduction to International Relations*. Boulder : Lynne Rienner.
- Gerecht, Reuel Marc. 2008. « Countering Iran ». In *The Weekly Standard* (19 mai). [En ligne]. http://www.aei.org/publications/filter.all.pubID.27978/pub_detail.asp (page consultée le 24 avril 2009).

- _____. 2007. « U.S. must be firm with Iran ». In *Newsweek International* (3 septembre).
- _____. 2002. « Regime change in Iran? » [En ligne]. http://www.aei.org/publications/pubID/14201/pub_detail.asp (page consultée le 24 avril 2009).
- Gerges, Fawaz A. 2003. « Islam and Muslims in the mind of America ». In *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 588, no 1 (juillet), p. 73-89.
- Giglio, Ernest. 2005. *Here's Looking at You : Hollywood, Film & Politics*. 2nd edition. New York, Washington, D.C./Baltimore, Bern, Frankfurt am Main, Berlin, Brussels, Vienna and Oxford : Peter Lang.
- Goff, Patricia M. et Kevin C. Dunn. 2004a. *Identity and Global Politics: Empirical and Theoretical Elaborations*. New York : Palgrave MacMillan.
- _____. 2004b. « Introduction: In defense of identity ». In *Identity and Global Politics: Empirical and Theoretical Elaborations* (sous la dir. de Patricia M. Goff et Kevin C. Dunn), p. 1-8. New York : Palgrave MacMillan.
- Grondin, David. 2008. « La généalogie de l'espace comme « champ de bataille » dans le discours astropolitique américain : La stratégie de construction identitaire des États-Unis comme puissance stratégique globale ». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal.
- _____. 2007. « Le postmodernisme ». In *Théories des relations internationales : Contestations et résistances* (sous la direction d'Alex Macleod et Dan O'Meara), p.255-280. Outremont : Athéna.
- _____. 2004. « (Re)Writing the “National Security State” : How and Why Realists (Re)Built the(ir) Cold War ». Occasional paper no 4, Center for U.S. Studies of the Raoul Dandurand Chair of Strategic and Diplomatic Studies.
- Guillaume, Xavier. 2002. « Foreign policy and the politics of alterity: a dialogical understanding of International Relations ». In *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 31, no 1 (janvier), p. 1-26.
- Hagopian, Elaine C. (dir.). 2004. *Civil Rights in Peril : The Targeting of Arabs and Muslims*. Chicago : Haymarket.
- Hansen, Lene. 2006. *Security As Practice: Discourse Analysis and the Bosnian War*. Londres et New York : Routledge.
- Hart, Roderick P. et Jay P. Childers. 2004. « Verbal certainty in American politics: an overview and extension ». In *Presidential Studies Quarterly*, vol. 34, no 3 (septembre), p. 516-535.

- Heradstveit, Daniel et G. Matthew Bonham. 2007. « What the axis of evil metaphor did to Iran ». In *Middle East Journal*, vol. 61, no 3 (été), p. 421-441.
- Herman, Robert G. 1996. « Identity, norms, and national security: the Soviet foreign policy revolution and the end of the Cold War ». In *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (sous la dir. de Peter J. Katzenstein), p. 271-316. New York : Columbia University Press.
- Hiltermann, Joost R. 2005. « Iran's nuclear posture and the scars of war ». In *Middle East Report Online* [En ligne]. <http://www.merip.org/mero/mero011805.html> (page consultée le 14 novembre 2008).
- Houghton, David Patrick. 2001. *US Foreign Policy and the Iran Hostage Crisis*. Cambridge et New York : Cambridge University Press.
- Hunt, Michael H. 1987. *Ideology and U.S. Foreign Policy*. New Haven et Londres : Yale University Press.
- Ivie, Robert L. et Oscar Giner. 2007. « Hunting the Devil: democracy's rhetorical impulse to war ». In *Presidential Studies Quarterly*, vol. 37, no 4 (décembre), p. 580-598.
- Jabri, Vivienne. 2006. « War, security and the liberal state ». In *Security Dialogue*, vol. 37, no 1, p. 47-64.
- _____. 2005. « Critical thought and political agency in time of war ». In *International Relations*, vol. 19, no 1, p. 70-78.
- Jackson, Patrick Thaddeus. 2004. « Whose identity?: rhetorical commonplaces in "American" wartime foreign policy ». In *Identity and Global Politics: Empirical and Theoretical Elaborations* (sous la dir. de Patricia M. Goff et Kevin C. Dunn), p. 169-189. New York : Palgrave MacMillan.
- Jackson, Richard. 2008. « The ghosts of state terror: knowledge, politics and terrorism studies ». In *Critical Studies on Terrorism*, vol. 1, no 3 (décembre), p. 377-392.
- _____. 2007. « Constructing enemies: 'Islamic terrorism' in political and academic discourse ». In *Government and Opposition*, vol. 42, no 3 (été), p. 394-426.
- _____. 2005. *Writing the War on Terrorism : Language, Politics and Counter-Terrorism*. Manchester et New York : Manchester University Press.
- Jarvis, Lee. 2008. « Times of terror: writing temporality into the War on Terror ». In *Critical Studies on Terrorism*, vol. 1, no 2 (août), p. 245-262.
- Jepperson, Ronald L., Alexander Wendt et Peter J. Katzenstein. 1996. « Norms, identity, and culture in national security ». In *The Culture of National Security: Norms and Identity in*

- World Politics* (sous la dir. de Peter J. Katzenstein), p. 33-75. New York : Columbia University Press.
- Kagan, Robert. 2006. *Dangerous Nation*. New York : Vintage Books.
- Katzenstein, Peter J. 1996. *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press.
- Kearney, Richard. 2003. *Strangers, Gods and Monsters*. Londres et New York : Routledge.
- Kegley, Jr., Charles W. et Gregory A. Raymond. 2003. « Preventive War and Permissive Normative Order ». In *International Studies Perspectives*, vol. 4, no 4, p. 385-394.
- Kellner, Douglas. 2007. « Bushspeak and the politics of lying: presidential rhetoric in the “War on Terror” ». In *Presidential Studies Quarterly*, vol. 37, no 4 (décembre), p. 622-643.
- _____. 2004. « 9/11, spectacles of terror, and media manipulation: a critique of Jihadist and Bush media politics ». In *Critical Discourse Studies*, vol. 1, no 1 (avril), p. 41-64.
- Kian, Azadeh. 2009. « Les femmes et la révolution : quel bilan? » In *Les collections de l'Histoire : De la Perse à l'Iran, de Cyrus à Ahmadinejad*, no 42 (janvier-mars), p. 85.
- Kian-Thiébaud, Azadeh. 2008. « L'Iran entre sanctions, destructions et négociations ». In *La Revue internationale et stratégique : L'Iran, plaque sensible des relations internationales*, no 70 (été), p. 78-84.
- Kier, Elizabeth. 1996. « Culture and French military doctrine before World War II ». 1996. In *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (sous la dir. de Peter J. Katzenstein), p. 186-215. New York : Columbia University Press.
- Kile, Shannon N., Vitaly Fedchenko et Hans M. Kristensen. 2009. « World nuclear forces ». Chap. in *SIPRI Yearbook 2009*, p. 345-379. [En ligne]. <http://www.sipri.org/yearbook/2009/08> (Page consultée le 15 octobre 2009).
- Klare, Michael T. 2004. *Blood and Oil : The Dangers and Consequences of America's Growing Petroleum Dependency*. New York : Metropolitan Books.
- Kline, Scott. 2004. « The culture war gone global: 'family values' and the shape of US foreign policy ». In *International Relations*, vol. 18, no 4, p. 453-466.
- Kowert, Paul et Jeffrey Legro. 1996. « Norms, identity, and their limits: a theoretical reprise ». In *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (sous la dir. de Peter J. Katzenstein), p. 451-497. New York : Columbia University Press.
- Krebs, Ronald R. et Jennifer K. Lobasz. 2007. « Fixing the meaning of 9/11: hegemony, coercion, and the road to war in Iraq ». In *Security Studies*, vol. 16, no 3, p. 409-451.

- Kress, Gunther. 1985. « Ideological structures in discourse ». In *Handbook of Discourse Analysis volume 4 : Discourse Analysis in Society* (sous la dir. de Teun Adrianus van Dijk), p. 27-42. London et Montréal : Academic Press.
- Lapid, Yosef et Friedrich Kratochwil (dir.). 1995. *The Return of Culture and Identity in IR Theory*. Coll. « Critical Perspectives on World Politics ». Boulder et Londres : Lynne Rienner.
- Laffey, Mark et Jutta Weldes. 1997. « Beyond belief: ideas and symbolic technologies in the study of International Relations ». In *European Journal of International Relations*, vol. 3, no 2, p. 193-237.
- Lazar, Annita et Michelle M. Lazar. 2004. « The discourse of the New World Order: 'out-casting' the double face of threat ». In *Discourse & Society*, vol. 15, no 2-3, p. 223-242.
- Ledeen, Michael A. 2006. « Iran is at war with us ». In *National Review Online* (28 mars). [En ligne]. http://www.aei.org/publications/pubID.24123/pub_detail.asp (page consultée le 24 avril 2009).
- _____. 2003. « The moment of truth? ». In *National Review Online* (30 mai). [En ligne]. <http://www.aei.org/article/17529> (page consultée le 24 juillet 2009).
- _____. 2002. « Iran's next revolution ». [En ligne]. http://www.aei.org/publications/pubID.13970/pub_detail.asp (page consultée le 24 avril 2009).
- Lieven, Anatol. 2008. « Confidence-building measures: lessons for the Middle East ». In *International Relations*, vol. 22, no 3, p. 369-374.
- Lipschutz, Ronnie D. 2001. *Cold War Fantasies : Film, Fiction, and Foreign Policy*. Lanham, Boulder, New York et Oxford : Rowman & Littlefield.
- Macleod, Alex. 2004. « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique ». In *Cultures & Conflits*, vol. 54, no 2, p. 13-51.
- Macleod, Alex et David Morin (dir.). 2005. *Diplomaties en guerre : Sept États face à la crise irakienne*. Outremont : Athéna.
- Macleod, Alex et Dan O'Meara (dir.). 2007a. *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Outremont : Athéna.
- _____. 2007b. « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales? ». Chap. in *Théories de relations internationales : Contestations et résistances* (sous la dir. de Alex Macleod et Dan O'Meara), p.1-17. Outremont : Athéna.

- Malici, Akan et Allison L. Buckner. 2008. « Empathizing with rogue leaders: Mahmoud Ahmadinejad and Bashar al-Asad ». In *Journal of Peace Research*, vol. 45, no 6, p. 783-800.
- Maloney, Suzanne. 2007. « The U.S. and Iran : back to containment? » In *Current History*, vol. 740 (décembre), p. 440-442.
- Manjikian, Mary. 2008. « Diagnosis, intervention, and cure: the illness narrative in the discourse of the failed state ». In *Alternatives: Global, Local, Political*, vol. 33, no 3 (juillet-septembre), p. 335-358.
- Martin, Patrick et Sean Phelan. 2002. « Representing Islam in the wake of September 11: a comparison of US television and CNN Online messageboard discourses ». In *Prometheus*, vol. 20, no 3, p. 263-269.
- May, Lary. 2000. *The Big Tomorrow : Hollywood and the Politics of the American Way*. Chicago and London : University of Chicago Press.
- McClay, Wilfred M. 2004. « The soul of a nation ». In *Public Interest*, vol. 155 (printemps), p. 4-19.
- McMillan, Nessam. 2004. « Beyond representation: cultural understandings of the September 11 attacks ». In *Australian and New Zealand Journal of Criminology*, vol. 37, no 3, p. 380-400.
- McSweeney, Bill. 1999. *Security, Identity, and Interests: A Sociology of International Relations*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mead, Walter Russell. 2003. *Sous le signe de la providence : Comment la diplomatie américaine a changé le monde*. Paris : Odile Jacob.
- Menashri, David. 2008. « Les programmes nucléaires iranien et israélien : obsession sans grand intérêt ou véritable préoccupation? ». In *La Revue internationale et stratégique : L'Iran, plaque sensible des relations internationales*, no 70 (été), p. 186-193.
- Merskin, Debra. 2004. « The construction of Arabs as enemies: post-September 11 discourse of George W. Bush ». In *Mass Communication & Society*, vol. 7, no 2, p. 157-175.
- Milliken, Jennifer. 1999. « The study of discourse in International Relations: a critique of research and methods ». In *European Journal of International Relations*, vol. 5, no 2, p. 225-54.
- Monten, Jonathan. 2005. « The roots of the Bush Doctrine : power, nationalism, and democracy promotion in U.S. strategy ». In *International Security*, vol. 29, no 4 (printemps), p. 112-156.

- Morlino, Robert. 2004. « "Our enemies among us!": The portrayal of Arab and Muslim Americans in post-9/11 American media ». In Hagopian, Elaine C. (dir.) 2004. *Civil Rights in Peril : The Targeting of Arabs and Muslims*, p. 71-103. Chicago : Haymarket.
- Morris, Rosalind C. 2004. « Images of untranslatability in the US war on terror ». In *Interventions*, vol. 6, no 3, p. 401-423.
- Mouffe, Chantal. 1995. « Feminism, citizenship, and radical democratic politics ». In *Social Postmodernism: Beyond Identity Politics* (sous la dir. de Linda Nicholson et Steven Seidman), p. 315-331. Cambridge : Cambridge University Press.
- Muravchik, Joshua. 2006. « Confronting Iran : force is the only answer. Diplomacy has done nothing to end Tehran's nuclear threat ». [En ligne]. Adresse URL : http://www.aei.org/publications/pubID.25159/pub_detail.asp (Page consultée le 24 avril 2009).
- Murray, Nancy. 2004. « Profiled: Arabs, Muslims, and the post-9/11 hunt for the "enemy within" ». In Hagopian, Elaine C. (dir.) 2004. *Civil Rights in Peril : The Targeting of Arabs and Muslims*, p. 27-68. Chicago : Haymarket.
- Mutimer, David. 1997. « Reimagining security: the metaphors of proliferation ». In *Critical Security Studies* (sous la dir. de Keith Krause et David Williams), p. 187-221. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Nasr, Vali et Ray Takeyh. 2008. « The costs of containing Iran : Washington's misguided new Middle East policy ». In *Foreign Affairs*, vol. 87, no 1 (janvier/février), p. 85-94.
- National Intelligence Council of the United States of America. 2007. *Iran : Nuclear Intentions and Capabilities*. National Intelligence Estimate (novembre).
- Nau, Henry R. 2002. *At Home and Abroad. Identity and Power in American Foreign Policy*. Ithaca : Cornell University Press.
- Nayak, Meghana. 2006. « Orientalism and 'saving' US state identity after 9/11 ». In *International Feminist Journal of Politics*, vol. 8, no 1 (mars), p. 42-61.
- Neumann, I. B. 1996. « Collective identity formation : Self and Other in International Relations ». In *European Journal of International Relations*, vol.2, no 2, p. 139-174.
- Newkirk, Anthony. 2008. « Diplomacy and hypocrisy : the case of Iran ». In *Middle East Policy*, vol. XV, no 1 (printemps), p. 30-45.
- Nicholson, Linda J. et Steven Seidman. 1995. *Social Postmodernism : Beyond Identity Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Nietzsche, Friedrich. 2002. *Généalogie de la morale*. Trad. inédite par Éric Blondel, Ole Hansen-Løve, Théo Leydenbach et Pierre Péniçon. Paris : Flammarion.

- O'Hagan, Jacinta. 2004. « "The power and the passion": civilizational identity and alterity in the wake of September 11 ». In *Identity and Global Politics: Empirical and Theoretical Elaborations* (sous la dir. de Patricia M. Goff et Kevin C. Dunn), p. 27-45. New York : Palgrave MacMillan.
- O'Meara, Dan. (À paraître). « But we are the good guys! Hegemony, militarism and identity - Locating the U.S. as the global power ». In *Canadian Security Into the 21st Century* (sous la dir. de Bruno Charbonneau et Wayne Cox).
- Ó Tuathail, Gearóid. 1996. *Critical Geopolitics: The Politics of Writing Global Space*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Ó Tuathail, Gearóid et John Agnew. 1992. « Geopolitics and discourse: practical geopolitical reasoning in American foreign policy ». In *Political Geography*, vol. 11, no 2 (mars), p. 190-204.
- Osteen, Mark. 1994. « The big secret : film noir and nuclear fear ». In *Journal of Popular Film and Television*, vol. 22, no 2 (été), p. 79-90.
- Périers, Gabriel. 2001. « Du corps au cancer : la construction métaphorique de l'ennemi intérieur dans le discours militaire pendant la Guerre Froide » (Parties 1 et 2). In *Cultures & Conflits*, no 43, p. 91-125.
- Pollack, Kenneth M. 2004. *The Persian Puzzle : The Conflict Between Iran and America*. New York : Random House.
- Price, Richard et Nina Tannenwald. 1996. « Norms and deterrence: the nuclear and chemical weapons taboos ». In *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (sous la dir. de Peter J. Katzenstein), p.114-152. New York : Columbia University Press.
- Purvis, Trevor et Alan Hunt. 1993. « Discourse, ideology, discourse, ideology, discourse, ideology... ». In *British Journal of Sociology*, vol. 44, no 3 (septembre), p. 473-499.
- Rabkin, Yakov M. 2008. « La campagne contre l'Iran : le lobby sioniste et l'opinion juive ». In *La revue internationale et stratégique*, no 70 (été), p. 194-207.
- Rancourt, Jean-François. 2005. « Chronologie des principaux événements (septembre 2001-avril 2005) ». In *Diplomaties en guerre : Sept États face à la crise irakienne*. (sous la dir. de Alex Macleod et David Morin), p. 239-249. Outremont : Athéna.
- Rastegar, Mitra. 2008. « Managing 'American Islam' ». In *International Feminist Journal of Politics*, vol. 10, no 4, p. 455-474.

- Rattansi, Ali. 1995. « Just framing: ethnicities and racisms in a “postmodern” framework ». In *Social Postmodernism: Beyond Identity Politics* (sous la dir. de Linda Nicholson et Steven Seidman), p. 250-286. Cambridge : Cambridge University Press.
- Richard, Yann. 2008. « Le nucléaire iranien en perspective ». In *La revue internationale et stratégique*, no 70 (été), p. 112-117.
- Rogin, Michael. 1998. *Les démons de l'Amérique : essais d'histoire politique des États-Unis*. Paris : Seuil.
- Rubin, Barry. 2006a. « Iran : the rise of a regional power ». In *Middle East Review of International Affairs*, vol. 10, no 3 (septembre), p. 142-151.
- _____. 2006b. « Iran means what it says ». In *On the Issues* (janvier), p. 1-5.
- Saada, Julien. 2008. « La stratégie politique iranienne : idéologie ou pragmatisme ? ». In *La Revue internationale et stratégique*, vol. 69 (printemps), p. 54-66.
- Sagan, Scott, Kenneth Waltz et Richard K. Betts. 2007. « A nuclear Iran : promoting stability or courting disaster? ». In *Journal of International Affairs*, vol. 60, no 2 (printemps), p. 135-150.
- Said, Edward. 2005. *L'Orientalisme: L'Orient créé par l'Occident*. Paris : Seuil.
- Sans auteur. 2007. « Nuclear Iran : how close is it? ». In *IJSS Strategic Comments*, vol. 13, no 7 (septembre), p. 1-2.
- Sariolghalam, Mahmood. 2003. « Understanding Iran: getting past stereotypes and mythology ». In *The Washington Quarterly*, vol. 26, no 4, p. 69-82.
- Seidel, Gill. 1985. « Political discourse analysis ». In *Handbook of Discourse Analysis volume 4 : Discourse Analysis in Society* (sous la dir. de Teun Adrianus van Dijk), p. 43-60. London et Montréal : Academic Press.
- Seidman, Steven. 1995. « Deconstructing queer theory or the under-theorization of the social and the ethical ». In *Social Postmodernism: Beyond Identity Politics* (sous la dir. de Linda Nicholson et Steven Seidman), p. 116-141. Cambridge : Cambridge University Press.
- Shaheen, Jack G. 2001. *Reel Bad Arabs : How Hollywood Vilifies a People*. New York : Olive Branch Press.
- Shapiro, Michael J. 2002. « Affirming the political : Tragic affirmations versus Gothic displacements ». In *The Politics of Moralizing* (sous la dir. de Jane Bennett et Michael J. Shapiro), p. 223-241. New York et Londres : Routledge.

- _____. 1999. « The Ethics of Encounter: Unreading, Unmapping the Imperium ». In *Moral Spaces : Rethinking Ethics and World Politics* (sous la dir. de David Campbell et Michael J. Shapiro), p. 57-91. Minneapolis et Londres : University of Minnesota Press.
- _____. 1988. *The Politics of Representation : Writing Practices in Biography, Photography and Policy Analysis*, Madison.
- _____. (dir.). 1984. *Language and Politics*. New York : New York University Press.
- Sick, Gary. 2003. « Confronting terrorism ». In *The Washington Quarterly*, vol. 26, no 4, p. 83-98.
- Sick, Gary, Trita Parsi, Ray Takeyh et Barbara Slavin. 2008. « Iran's strategic concerns and U.S. interests ». In *Middle East Policy*, vol. XV, no 1 (printemps), p. 1-18.
- SIPRI Yearbook 2009* [En ligne]. <http://www.sipri.org/yearbook/2009> (Page consultée le 15 octobre 2009).
- Sjöstedt, Roxanna. 2007. « The discursive origins of a doctrine: norms, identity, and securitization under Harry S. Truman and George W. Bush ». In *Foreign Policy Analysis*, vol. 3, no 3 (juillet), p. 233-254.
- Slotkin, Richard. 1993. *Gunfighter Nation : The Myth of the Frontier in Twentieth-Century America*. New York : HarperPerennial.
- Somers, Margaret R. 1994. « The narrative constitution of identity: a relational and network approach ». In *Theory and Society*, vol. 23, no 5 (octobre), p. 605-649.
- Stanski, Keith. 2009. « 'So these folks are aggressive': an orientalist reading of 'Afghan Warlords' ». In *Security Dialogue*, vol. 40, no 1 (février), p. 73-93.
- Stephanson, Anders. 1995. *Manifest Destiny : American Expansionism and the Empire of Right*. New York : Hill and Wang.
- Strong, Tracy B. 1984. « Language and nihilism: Nietzsche's critique of epistemology ». Chap. in *Language and Politics* (sous la dir. de Michael Shapiro), p. 81-107. New York : New York University Press.
- Suleiman, Michael W. 1999. « Islam, Muslims and Arabs in America: the other of the other of the other ... ». In *Journal of Muslim Minority Affairs*, vol. 19, no 1, p. 33-47.
- Takeyh, Ray. 2006. *Hidden Iran : Paradox and Power in the Islamic Republic*. New York : Times Books/Henry Holt & Company.
- Taremi, Kamran. 2005. « Beyond the Axis of Evil : ballistic missiles in Iran's military thinking ». In *Security Dialogue*, vol. 36, no 1 (mars), p. 93-108.

- _____. 2003. « Iranian perspectives on security in the Persian Gulf ». In *Iranian Studies*, vol. 36, no 3 (septembre), p. 381-391.
- Turenne Sjolander, Claire et Wayne S. Cox (dir.). 1994. *Beyond Positivism : Critical Reflections on International Relations*. Boulder et Londres : Lynne Rienner.
- Turner, Stansfield. 1991. *Terrorism and Democracy*. Boston : Houghton Mifflin.
- United States Department of Defense. S.d. *Dictionnaire of Military Terms* [En ligne]. <http://www.dtic.mil/doctrine/jel/doddict/index.html> (page consultée le 9 septembre 2009).
- Vaïsse, Justin. 2003. « Le pouvoir législatif et le poids de la société civile ». In *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulations* (sous la dir. de Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse), p. 247-344. Paris : Presses de Sciences Po.
- Venn, Couze. 2002. « World dis/order : on some fundamental questions ». In *Theory, Culture & Society*, vol. 19, no 4, p. 121-136.
- Verdonk, Peter s. d. « Text and discourse ». Chap. in *Stylistics*, p. 17-27 [En ligne] <http://fds.oup.com/www.oup.com/pdf/elt/catalogue/0-19-437240-5-a.pdf> (page consultée le 24 mars 2009).
- Walt, Stephen M. 2008. « Stephen M. Walt on the U.S., Iran, and the new balance of power in the Persian Gulf ». Conférence prononcée au Belfer Center, Harvard University, Cambridge, MA (5 août 2008).
- Weldes, Jutta. 1999. *Constructing National Interests : The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis et London : University of Minnesota Press.
- Wendt, Alexander. 2005. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- _____. 1992. « Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics ». In *International Organization*, vol. 46, no 2 (été), p. 391-425.
- Wilson III, Isaiah. 2007. « Rediscovering containment : the sources of American-Iranian conduct ». In *Journal of International Affairs*, vol. 60, no 2 (printemps-été), p. 95-112.
- Yazdani, Enayatollah et Rizwan Hussain. 2006. « United States' policy toward Iran after the islamic revolution : an Iranian perspective ». In *International Studies*, vol. 43, no 3, p. 267-289.
- Yergin, Daniel. 1977. *Shattered Peace : The Origins of the Cold War and the National Security State*. Boston : Houghton Mifflin.

Zarif, Mohammad Javad. 2007. « Tackling the Iran-U.S. crisis: the need for a paradigm shift ». In *Journal of International Affairs*, vol. 60, no 2 (printemps-été), p. 73-94.

Zehfuss, Maja. 2002. *Constructivism in International Relations: The Politics of Reality*. Cambridge: Cambridge University Press.

Textes pour l'analyse de discours

Bush, George W. 2008a. « President Bush addresses United Nations General Assembly » The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/09/20080923-5.html> (Page consultée le 26 mai 2009).

_____. 2008b. « President Bush attends veterans on Foreign Wars National Convention, discusses global war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/08/20080820-3.html> (Page consultée le 26 mai 2009).

_____. 2008c. « President Bush delivers State of the Union Address ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/01/20080128-13.html> (Page consultée le 26 mai 2009).

_____. 2008d. « President Bush discusses defense transformation at West Point ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/12/20081209-3.html> (Page consultée le 26 mai 2009).

_____. 2008e. « President Bush discusses freedom agenda ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/07/20080724-6.html> (Page consultée le 26 mai 2009).

_____. 2008f. « President Bush discusses global war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/03/20080319-2.html> (Page consultée le 26 mai 2009).

_____. 2008g. « President Bush discusses importance of freedom in the Middle East ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/01/20080113-1.html> (Page consultée le 26 mai 2009).

-
- _____. 2008h. « President Bush discusses national security, homeland security and the freedom agenda at U.S. Army War College ». The White House, President George W Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/12/20081217-6.html> (Page consultée le 26 mai 2009)
-
- _____. 2007a. « President Bush attends Veterans of Foreign Wars National Convention, discusses war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/08/20070822-3.html> (Page consultée le 27 mai 2009).
-
- _____. 2007b. « President Bush delivers state of the union address ». The White House, President George W Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/01/20070123-2.html> (Page consultée le 27 mai 2009).
-
- _____. 2007c. « President Bush discusses care for America's returning wounded warriors, war on terror at American Legion ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/03/20070306-1.html> (Page consultée le 27 mai 2009).
-
- _____. 2007d. « President Bush discusses global war on terror ». The White House, President George W Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/11/20071101-4.html> (Page consultée le 27 mai 2009).
-
- _____. 2007e. « President Bush discusses the global war on terror in Tipp City, Ohio ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/04/20070419-3.html> (Page consultée le 27 mai 2009).
-
- _____. 2007f. « President Bush discusses war on terror in South California ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/07/20070724-3.html> (Page consultée le 27 mai 2009).
-
- _____. 2007g. « President Bush participates in briefings at U.S. Department of Defense ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/05/20070510-6.html> (Page consultée le 27 mai 2009).
-
- _____. 2007h. « President Bush visits East Grand Rapids, discusses global war on terror ». The White House, President George W Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/04/20070420-6.html> (Page consultée le 27 mai 2009).
-
- _____. 2007i. « President Bush visits National Defense University, discusses global war on terror ». The White House, President George W Bush [En ligne]. <http://georgewbush->

whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/10/20071023-3.html (Page consultée le 27 mai 2009).

2007j. « President's address to the nation ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/01/20070110-7.html> (Page consultée le 27 mai 2009).

2007k. « President's radio address ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/01/20070113-2.html> (Page consultée le 27 mai 2009).

2007l. « Press conference by the President ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/02/20070214-2.html> (Page consultée le 27 mai 2009).

2007m. « Press conference by the President ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/07/20070712-5.html> (Page consultée le 27 mai 2009).

2006a. « President Bush addresses American Legion, discusses global war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/02/20060224.html> (Page consultée le 28 mai 2009).

2006b. « President Bush addresses American Legion National Convention ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/08/20060831-1.html> (Page consultée le 28 mai 2009).

2006c. « President Bush addresses United Nations General Assembly ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/09/20060919-4.html> (Page consultée le 28 mai 2009).

2006d. « President Bush delivers state of the union address ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/01/20060131-10.html> (Page consultée le 28 mai 2009).

2006e. « President Bush discusses foreign policy during visit to State Department ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/08/20060814-3.html> (Page consultée le 28 mai 2009).

-
- _____. 2006f. « President Bush discusses NATO alliance during visit to Latvia ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/11/20061128-13.html> (Page consultée le 28 mai 2009).
-
- _____. 2006g. « President Bush discusses progress in the global war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/09/20060907-2.html> (Page consultée le 28 mai 2009).
-
- _____. 2006h. « President Bush discusses war on terror and Operation Iraqi Freedom ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/03/20060320-7.html> (Page consultée le 28 mai 2009).
-
- _____. 2006i. « President discusses global war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/09/20060905-4.html> (Page consultée le 28 mai 2009).
-
- _____. 2006j. « President discusses global war on terror at Kansas State University ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/01/20060123-4.html> (Page consultée le 28 mai 2009).
-
- _____. 2006k. « President's address to the nation ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/09/20060911-3.html> (Page consultée le 28 mai 2009).
-
- _____. 2006l. « President's radio address ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/09/20060909.html> (Page consultée le 28 mai 2009).
-
- _____. 2006m. « President's statement on IAEA board vote to report Iran to U.N. Security Council ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/02/20060204-2.html> (Page consultée le 28 mai 2009)
-
- _____. 2006n. « Press conference by the President ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/08/20060821.html> (Page consultée le 28 mai 2009).

- _____. 2006o. « Press conference of the President ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/09/20060915-2.html> (Page consultée le 28 mai 2009).
- _____. 2005a. « President addresses military families, discusses war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/08/20050824.html> (Page consultée le 1er juin 2009).
- _____. 2005b. « President addresses nation, discusses Iraq, war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/06/20050628-7.html> (Page consultée le 1er juin 2009).
- _____. 2005c. « President commemorates Veterans Day, discusses war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/11/images/20051111-1_flg3353-1-515h.html (Page consultée le 1er juin 2009).
- _____. 2005d. « President discusses war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/03/20050308-3.html> (Page consultée le 1er juin 2009).
- _____. 2005e. « President discusses war on terror ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/10/20051028-1.html> (Page consultée le 1er juin 2009).
- _____. 2005f. « President discusses war on terror and hurricane preparation ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/09/20050922.html> (Page consultée le 1er juin 2009).
- _____. 2005g. « President discusses war on terror at National Endowment for Democracy ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/10/20051006-3.html> (Page consultée le 1er juin 2009).
- _____. 2005h. « President's press conference ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/05/20050531.html> (Page consultée le 1er juin 2009).
- _____. 2005i. « State of the union address ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush->

whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/02/20050202-11.html (Page consultée le 1er juin 2009).

_____. 2002a. « National Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction ». Arms Control Association [En ligne]. http://www.armscontrol.org/act/2003_01-02/document_janfeb03 (Page consultée le 5 juin 2009)

_____. 2002b. « President Bush Delivers Graduation Speech at West Point ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/06/20020601-3.html> (Page consultée le 5 juin 2009).

_____. 2002c. « President Bush Delivers State of the Union Address ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html> (Page consultée le 5 juin 2009).

Bush, George W. et Condoleeza Rice. 2006. « President Bush and Secretary of State Rice discuss the Middle East crisis ». The White House, President George W. Bush [En ligne]. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/08/20060807.html> (Page consultée le 28 mai 2009).

White House. 2007. « National Strategy for Homeland Security ». GlobalSecurity.org [En ligne]. <http://www.globalsecurity.org/security/library/report/2007/nshs-200710.htm> (Page consultée le 7 juin 2009).

_____. 2006a. *9/11 Five Years Later: Successes and Challenges* (septembre). Washington, D.C. : s.e.

_____. 2006b. *National Strategy for Combating Terrorism* (septembre). Washington, D.C. : s.e.

_____. 2006c. *The National Security Strategy of the United States of America* (mars). Washington, D.C. : s.e.

_____. 2002a. *National Strategy for Homeland Security* (juillet). Washington, D.C. : s.e.

_____. 2002b. *The National Security Strategy of the United States of America* (septembre). Washington, D.C. : s.e.